



NIGER
RAPPORT D'ANALYSE

JUIN 2025

RÉPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

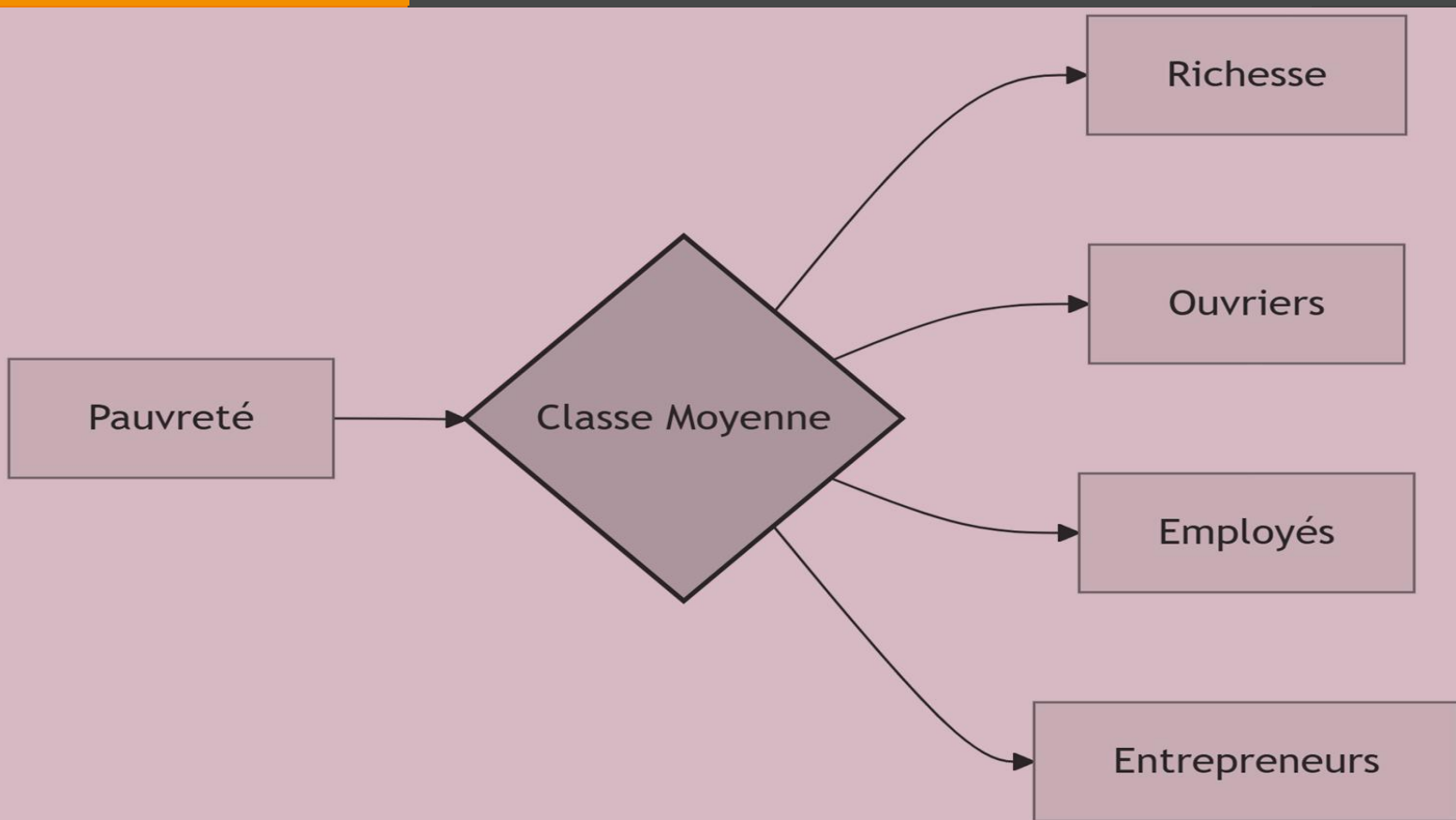
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

DIRECTION DES STATISTIQUES ET DES ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES ET
SOCIALES

N°04

CLASSE MOYENNE



EMERGENCE D'UNE CLASSE MOYENNE ET RÉDUCTION DES
INÉGALITÉS AU NIGER : ÉDITION 2025







AVANT-PROPOS

L'Étude sur l'Émergence de la Classe Moyenne au Niger en 2025 intervient dans un contexte où le pays poursuit sa quête de développement durable, de transformation structurelle de son économie et de réduction des inégalités sociales. Alors que le Niger a réalisé des progrès notables dans l'amélioration des indicateurs de développement humain ces dernières années, l'identification, la mesure et l'analyse de la classe moyenne deviennent aujourd'hui une priorité pour comprendre les dynamiques socio-économiques et anticiper les trajectoires futures de développement.

La croissance inclusive, la création d'emplois décents, l'accès élargi aux services de base et le renforcement du capital humain sont des leviers essentiels pour consolider une classe moyenne capable de stimuler la consommation, l'investissement productif et l'innovation au sein de l'économie nigérienne.

L'Institut National de la Statistique (INS), dans ses missions régaliennes, s'est engagé depuis plusieurs années à valoriser les productions statistiques nationales à travers des recherches thématiques stratégiques, contribuant ainsi à l'enrichissement des débats socio-économiques et au renforcement des capacités analytiques des décideurs publics. Cette étude s'inscrit dans cette dynamique en fournissant des analyses approfondies sur le poids, les caractéristiques, les vulnérabilités et les perspectives de la classe moyenne au Niger.

Elle explore de manière détaillée les dimensions socio-économiques, éducatives et spatiales de la classe moyenne, en mettant en lumière son rôle potentiel dans la transformation structurelle de l'économie et le renforcement

de la résilience des ménages face aux chocs, notamment les crises climatiques, les fluctuations économiques et les défis de sécurité.

Cette étude a pour ambition de fournir aux décideurs publics et aux partenaires techniques et financiers, des outils d'analyse pertinents et des recommandations pratiques pour orienter les politiques et les stratégies de développement afin d'élargir et consolider la classe moyenne, tout en réduisant les inégalités sociales.

Il est de notre responsabilité collective de créer un environnement socio-économique où chaque Nigérien puisse aspirer à rejoindre durablement la classe moyenne, et contribuer activement au progrès de la nation.

Enfin, la Direction Générale de l'INS exprime sa gratitude à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette étude, en particulier au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour son appui technique et financier constant.

Directeur Général p.i de l'Institut National de la
Statistique

Souleymane ALZOUMA

SIGNALETIQUE



OURS

Unité responsable : Direction des Statistiques et des Etudes Démographiques et Sociales (DSEDS)

Directeur Général p.i de l'Institut National de la Statistique (INS) : Souleymane ALZOUMA,

Directeur des Statistiques et des Etudes Démographiques et Sociales (p.i) : LAMOU OUSSEINI Youssoufa,

Chef de la Division des Etudes sur la Pauvreté et le Développement Durable : MOUNKAILA SANDA Nassirou,

Cadres de la division

- OUMAROU ISSOUFOU Ibrahim
- HAMMA SOUNNA TOUDJANI
- BOUBACAR ISSA Kabir

Editeur de la publication : INS



SIGLES ET ABREVIATIONS

ACM	Analyse des Correspondances Multiples
ACP	Analyse en Composantes Principales
BAD	Banque Africaine de Développement
CFAO	Conception et Fabrication Assistées par Ordinateur
COPA	Critère Ordinal de Positionnement sur l'Axe
ECVMA	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et l'Agriculture
EDSN-MICS	Enquête Démographique et de Santé du Niger et à Indicateurs Multiples
EHCVM	Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages
ENAFEME	Enquête Nationale sur la Fécondité et la Mortalité des Enfants de moins de 5 ans
ENBC	Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation des Ménages
ENISED	Etude Nationale d'évaluation d'Indicateurs Socio-Economiques et Démographiques
ERI-ESI	Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
ICPB	Indice Composite de Possession de Biens
IDH	Indice de Développement Humain
IEC	Information, Education et Communication
INS	Institut National de la Statistique
ODD	Objectifs de Développement Durable
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PDSS	Plan de Développement Sanitaire et Social
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNSR	Programme National de la Santé de la Reproduction
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat
PROSEHA	Programme Sectoriel Eau Hygiène et Assainissement
PTSEF	Programme de Transition pour le Secteur de l'Education et de la Formation
QUIBB	Questionnaire Unifié sur les Indicateurs de Base du Bien-être
RMDH	Rapport Mondial sur le Développement Humain
RNDH	Rapport National sur le Développement Humain
SDRP	Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté
SEEN	Société d'Exploitation des Eaux du Niger
SRP	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
TAP	Taux d'Achèvement au Primaire
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TNSP	Taux Net de Scolarisation au Primaire
UE	Union Européenne



UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
USD United States Dollar





SOMMAIRE

Avant-propos	i
Sigles et Abréviations	iii
Sommaire	1
liste des tableaux	4
liste des figures	5
liste des graphiques	5
Résumé.....	7
INTRODUCTION.....	9
CHAPITRE 1 : ANALYSE DU CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DU NIGER	11
1.1. Contexte Physique et Démographique	11
1.2. Accès aux principaux services sociaux de base	11
1.2.1. Accès à l'éducation	11
1.2.2. Accès à la santé	12
1.2.3. Accès à l'eau potable	12
1.3. Etat de la pauvreté et des inégalités au Niger.....	12
1.4. Etat du Développement Humain au Niger	12
1.5. Analyse de la situation économique nationale	13
CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTERATURE	15
5.1 Concepts d'émergence des classes sociales.....	15
5.2 La notion de classe moyenne et son évolution	15
5.2.1 Evolution de la notion de « classe moyenne »	15
5.2.2 Seuils d'appartenance de la classe moyenne	16
5.2.3 Les classes moyennes en Afrique.....	19
5.3 Concept et mesure des inégalités.....	21
5.3.1 Introduction au Concept d'inégalités	21
5.3.2 Les origines des inégalités dans les pays en développement.....	22
5.3.3 Les mesures de l'inégalité des revenus les plus couramment utilisées	23
5.4 Liens entre l'inégalité des revenus, le bonheur et la mobilité sociale	24
CHAPITRE 3 : METHODOLOGIE DE LA DETERMINATION DE LA CLASSE MOYENNE	25
3.1 Détermination de la classe moyenne ..	25

3.2 Caracterisation de la classe moyenne ..	26
3.3 Analyse des perceptions des conditions de vie des ménages.....	27
3.4 Analyse des inégalités.....	27
3.5 Trajectoire d'émergences de la classe moyenne	28
3.5.1 Les matrices de transitions et probabilités de transition	28
3.6 Sources de données	29
CHAPITRE 4 : PRESENTATION DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ETUDE	30
4.1. DETERMINATION DE LA CLASSE MOYENNE AU NIGER EN 2021	30
4.1.1 Approches monétaire et non monétaire.....	30
4.1.2 Détermination du noyau dur de la classe moyenne nigérienne.....	32
4.2 Caractéristiques de la classe moyenne nigérienne en 2021	34
4.2.1 Localisation géographique de la classe moyenne nigérienne en 2021	34
4.2.2 Classes de niveau de vie au Niger selon la taille du ménage.....	36
4.2.3 Classes de niveau de vie au Niger et éducation du chef de ménage	36
4.2.4 Classes de niveau de vie selon la catégorie Socioprofessionnelle.....	37
4.2.5 Conditions de vie des ménages.....	37
4.2.5.1 Nombre de personnes par pièces du logement	38
4.2.5.4 Utilisation des toilettes saines et évacuation saine des eaux usées	40
4.3 Perception des ménages sur leurs conditions de vie	41
4.4 Consommation de la classe moyenne ..	44
4.4.1 Comportements globaux de consommation de la population nigérienne	44
4.4.2 Comportements de consommation de la classe moyenne	45
CHAPITRE 5 : ANALYSE DES INEGALITES...	47
5.5 Approche monétaire.....	47
5.6 L'ANALYSE INTERCLASSES	48
5.6.1 MILIEU DE RESIDENCE DU MENAGE.....	48
5.6.2 Localisation géographique	49
5.6.3 Le sexe du chef de ménage.....	49
5.6.4 Niveau d'instruction du chef de ménage.....	50
5.6.5 La catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage.....	50
5.6.6 LA TAILLE DE MENAGE.....	51
5.7 Approche non monétaire	51

5.7.1 Indice de Gini du patrimoine selon le sexe et le milieu de residence du cm	52
5.7.2 Indice de Gini du patrimoine selon la region de residence du cm.....	53
5.7.3 Indice de Gini du patrimoine selon certaines caracteristiques du cm	53
5.7.4 Décomposition des inégalités en ses composants inter et intra groupes	54
5.7.5 Décomposition des inégalités selon les fonctions de dépenses	54
5.8 Analyse des inégalités du noyau dur ...	54
5.8.1 Inégalités selon les dépenses de consommation.....	54
5.8.2 Inégalités au sein du noyau avec l'indice de Gini	56
5.8.3 Indice de Gini du noyau dur selon le sexe et le milieu de residence.....	56
5.8.4 Indice de Gini du noyau dur selon la region de residence du cm.....	56
5.8.5 Indice de Gini du noyau dur selon certaines caracteristiques du cm	57

CHAPITRE 6 : TRAJECTOIRE D'EMERGENCE DE LA CLASSE MOYENNE	59
6.1 Matrice de transition des classes de niveau de vie	59
6.2 Matrice de transition des classes de niveau de vie et le milieu de résidence	59
6.3 Matrice de transition des classes de niveau de vie par région.....	60
6.4 Durée moyenne de parcours au premier passage	61
6.5 Indice de mobilité entre les différentes classes.....	62
6.6 Distribution ergodique ou stationnaire de la classe moyenne.....	63
CONSLUSION ET RECOMMANDATIONS ...	64
Bibliographie	67
Remerciements	70



LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Bilan de l'emploi, Niger, 2017	14
Tableau 2: Synthèse des études empiriques sur la classe moyenne	20
Tableau 3 : Facteurs catalyseurs et contraignants de l'élargissement des classe moyennes en Afrique	21
Tableau 4 : Indicateurs de mesure des inégalités	23
Tableau 5: Répartition des dépenses de consommation par tête selon les vingtiles	31
Tableau 6: Évolution de la population nigérienne selon les trois (03) classes de niveau de vie (%) de 2014 à 2021	31
Tableau 7: Évolution de la population nigérienne selon les quatre (04) classes de niveau de vie (%) de 2014 à 2021	32
Tableau 8: Croisement des classes de niveau de vie en trois (3) groupes selon l'approche monétaire et non monétaire en 2021.....	32
Tableau 9: Croisement des classes de niveau de vie en quatre (4) groupes selon l'approche monétaire et non monétaire en 2021.....	33
Tableau 10: Proportion de la classe moyenne nigérienne par région selon l'approche monétaire (AM), approche non monétaire (ANM) et noyau dur (ND)	34
Tableau 11: Répartition de la classe moyenne inférieure et supérieure nigérienne par approche selon le milieu de résidence	35
Tableau 12: Classes de niveau de vie selon la taille du ménage en 2021	36
Tableau 13: Classes de niveau de vie par le niveau d'instruction du Chef de Ménage (CM) en 2021	36
Tableau 14: Classes de niveau de vie selon le niveau d'instruction du CM en 2021, approche noyau dur en (%)	37
Tableau 15: Classe de niveau de vie selon la catégorie socioprofessionnelle approche noyau dur..	37
Tableau 16: Nombre moyen de personnes par pièce du logement	38
Tableau 17: Statuts d'occupation de logement selon les trois (3) approches	38
Tableau 18: Pourcentage des ménages consommant de l'eau de boisson potable/non potable selon les quatre (4) classes (%).....	39
Tableau 19: Accès à l'électricité selon les classes de niveau de vie.....	39
Tableau 20: Accès aux technologies de l'information et de la communication selon l'approche noyau dur en 2021 (%)	40
Tableau 21: Utilisation des toilettes saines et modes d'évacuations des eaux et des déchets	41
Tableau 22: Perception du niveau de vie selon le revenu du ménage (%).....	42
Tableau 23: Perception des ménages sur leur statut de pauvreté en 2021	43
Tableau 24: perception de niveau de vie des populations en 2021 par rapport aux habitants de la capitale Niamey (%)	43
Tableau 25: Coefficients budgétaires aux postes de dépenses moyenne nationale (%).....	44
Tableau 26: Coefficients budgétaires (en %) selon le niveau de vie suivant l'approche noyau dur en 2021	46
Tableau 27: Parts des dépenses totales de consommation des différentes classes de niveau de vie (%)	47
Tableau 28: Ecart interclasses des dépenses par tête en 2021.....	48
Tableau 29: Parts des dépenses totales de consommation	51
Tableau 30: Indice de Gini selon le niveau d'instruction, l'âge et la catégorie socioprofessionnelle	54
Tableau 31: Part des dépenses totales de consommation des différentes classes du noyau dur.....	55
Tableau 32: Indice de Gini du noyau dure selon certaines caractéristiques du ménage	58
Tableau 33: Matrice de transition des classes de niveau de vie entre 2018 et 2021	59



Tableau 34:Matrice de transition des classes de niveau de vie selon le milieu de résidence entre 2018 et 2021.....	60
Tableau 35:Matrice de transition de la classe moyenne entre 2018 et 2021 selon les régions.....	60
Tableau 36: Durée moyenne de parcours au premier passage.....	62
Tableau 37: Indices de mobilité entre les différentes classes	62
Tableau 38:Distribution ergodique ou stationnaire de la classe moyenne.....	63

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Classes de bien-être de la population africaine.....	20
Figure 2:Coefficients budgétaires par région pour le poste des dépenses logement, eau et électricité (%).....	45
Figure 3: Indice de Gini par région.....	49
Figure 4: Indice de Gini du patrimoine par région	53
Figure 5: Indice de Fini du noyau dur par région	57

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1:Évolution de la population nigérienne selon les classes de niveau de vie (%) de 2014 à 2021 suivant l'approche noyau dur	33
Graphique 2:Répartition de la classe moyenne nigérienne selon le milieu de résidence	35
Graphique 3:Perceptions du niveau de vie par rapport aux voisins de la localité (%).....	42
Graphique 4: Coefficients budgétaires par milieu de résidence en 2021.....	44
Graphique 5:Coefficients budgétaires de la classe moyenne selon le milieu de résidence en 2021 .	46
Graphique 6:Ecarts interdéciles (D9/D1) des dépenses par tête par classe sociale et pour la population	47
Graphique 7: Indice de Gini par milieu de résidence en 2021	48
Graphique 8: Indice de Gini selon le sexe du Chef de Ménage.....	49
Graphique 9: Indice de Gini selon le niveau d'instruction de chef de ménage en 2021	50
Graphique 10: Indice de Gini selon la catégorie socioprofessionnelle.....	50
Graphique 11: Indice de Gini selon la taille du ménage	51
Graphique 12:Ecart interdécile (D9/D1) approche monétaire et approche patrimoine	52
Graphique 13: Indice de Gini du patrimoine selon le sexe et le milieu de résidence	52
Graphique 14:Ecarts interdéciles (D9/D1) des dépenses par tête des classes du noyau dur et pour la population	55
Graphique 15:Indice de Gini du noyau dur selon le sexe et le milieu de résidence	56





RESUME

La présente étude, s'inscrit dans la volonté de mieux comprendre et accompagner l'émergence de la classe moyenne au Niger, considérée comme un moteur clé de transformation économique et sociale. Les données utilisées proviennent essentiellement de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) 2021. L'analyse repose principalement sur une approche économique du bien-être, articulée autour des niveaux de dépenses de consommation et de la détention d'actifs, tout en intégrant la perception subjective des ménages sur leur position dans l'échelle sociale.

Concernant la définition des bornes de la classe moyenne, la distribution de la consommation par tête a été utilisée et découpée en 20 classes de taille égale (quantiles d'ordre 20). C'est ainsi que, les nigériens dont les dépenses annuelles de consommation par tête sont :

- **inférieures à 195 760 F CFA sont les défavorisés en 2021-2022 ;**
- **entre 195 760 CFA et 455 525 F CFA sont de la classe moyenne ;**
- **supérieures ou égales 455 525 F CFA sont de la classe des aisés.**

Les résultats de l'analyse montrent qu'en 2021, près d'un Nigérien sur deux (48,7%) appartient à la classe moyenne selon l'approche monétaire, soit un gain de 2,5 points de pourcentage entre 2014 et 2021. Cet élargissement de la classe moyenne s'accompagne d'un rétrécissement notable de la classe des ménages défavorisés, dont la part est passée de 46,7% à 41,9% sur la même période. Parallèlement, la part de la population appartenant à la classe des aisés, s'est établie à 9,5% en 2021 contre 8,1% en 2018. Cette dynamique reflète une évolution positive du pouvoir d'achat et une amélioration progressive des conditions de vie des ménages nigériens sous l'angle monétaire.

Cependant, l'approche non monétaire qui s'apparente à la pauvreté multidimensionnelle montre un léger recul de 0,9 points de pourcentage de la classe moyenne entre 2018 (50%) et 2021 (49,1%). La proportion des ménages défavorisés a connu également un élargissement de 2,5 points de pourcentage, de même que celle de la classe des aisés qui enregistre une baisse de 1,6 points de pourcentage. Ce résultat est attribuable aux conditions sécuritaires et climatiques que traverse le pays depuis près de dix (10) ans.

L'analyse du noyau dur de la classe moyenne révèle que seulement 24,8% de la population bénéficie d'une stabilité suffisante pour être considérée comme solidement ancrée dans cette catégorie. Toutefois, la part de la classe des défavorisés a une connu une nette progression passant de 23% en 2018 à 20,6% en 2021, soit un rétrécissement de 2,4 points de pourcentage. De même, la classe des aisés affiche un bon de +0,4 points de pourcentage sur la même période.

La répartition spatiale de la classe moyenne révèle des disparités notoires entre les régions du pays. En effet, si celle-ci est plus concentrée dans les régions d'Agadez (61,7%), de Tahoua (55%) et de Dosso (50,1%), les régions de Tillabéri (40,6%) et de Diffa (46,1%) connaissent une hausse de la classe des ménages défavorisés imputables aux conditions sécuritaires que vivent les populations. L'analyse de la classe des aisés prouve que plus de la moitié (51,6%) de la richesse est concentrée à Niamey suivie de la région d'Agadez (23,5%). L'analyse par milieu de résidence prouve que la classe moyenne est plus localisée en milieu urbain (52,7%) qu'en milieu rural (48,4%), soit un écart de 4,3 points de pourcentage.

L'analyse détaillée du profil socio-économique des ménages montre que le niveau d'instruction du chef de ménage joue un rôle déterminant. En effet, près de 75% des ménages dirigés par une personne sans instruction restent cantonnés aux classes défavorisées ou à la frange inférieure de la classe moyenne. À l'inverse, 76,4% des chefs de ménage ayant un niveau supérieur appartiennent à la classe des aisés selon l'approche monétaire, proportion qui atteint presque 100% selon l'approche non monétaire en 2021. La taille du ménage constitue également un facteur clé, plus elle est grande, plus le niveau de vie tend à être bas, traduisant la pression démographique sur les ressources familiales.

Quant aux services de base, leur accès demeure limité aux classes des défavorisés, en effet plus de 83,2% n'ont pas accès à l'eau potable contre seulement 5% des ménages de la classe des aisés selon

l'approche non monétaire. Cet écart est encore plus frappant pour l'électricité où à peine 5,3% des défavorisés y ont accès contre près de 91% des ménages aisés.

De même, l'accès aux technologies de l'information et de la communication suit une logique similaire, moins de 4% des ménages défavorisés utilisent Internet, contre plus de 61% pour les plus aisés. Ces écarts signalent que l'élévation du niveau de vie ne s'accompagne pas toujours d'un accès uniforme aux opportunités offertes par la modernité, creusant ainsi un fossé numérique et infrastructurel entre classes sociales.

En matière de structure budgétaire, l'alimentation, le logement, l'eau et l'électricité représentent toujours les principaux postes de dépenses. Notamment, la part des dépenses consacrées au logement et aux charges domestiques a quasiment doublé en huit ans, traduisant à la fois une hausse des besoins et des coûts liés aux services de base. Cette évolution pose un enjeu central de maîtrise du coût de la vie et de l'amélioration de l'offre d'infrastructures et de services urbains.

L'étude révèle également un paradoxe entre le positionnement subjectif des ménages et leur niveau de vie réel. En effet, 60,6% des Nigériens se considèrent pauvres en 2021 contre 78,9% en 2018, alors qu'objectivement, sur la base des dépenses par tête, seuls 41,2% relèvent de cette catégorie au cours de la même année. Ce décalage souligne la nécessité de prendre en compte les perceptions sociales pour affiner les politiques publiques et la communication gouvernementale.

Si un élargissement de la classe moyenne a été enregistré en 2021, l'on remarque une accentuation des inégalités en milieu urbain (0,317 contre 0,236 en milieu rural), avec plus d'acuité dans la région de Niamey (0,325). Les écarts de revenu entre classes se creusent : un ménage aisé dépense en moyenne 3,6 fois plus qu'un ménage défavorisé et près de 2,3 fois plus qu'un ménage de la classe moyenne. Cela montre qu'au-delà de l'émergence d'une classe moyenne, il est essentiel d'agir sur les leviers de redistribution et d'égalité des chances.

Enfin, s'agissant de la trajectoire d'émergence de la classe moyenne, l'analyse de la transition des nigériens entre 2018 et 2021 dans les trois classes, met en évidence une dynamique de mobilité sociale encore instable. Parmi les ménages initialement classés comme défavorisés, plus de la moitié (56,2 %) sont restés dans cette situation en 2021, traduisant une persistance de la pauvreté, tandis que 41,3% ont réussi à rejoindre la classe moyenne, signe encourageant d'une certaine capacité de progression sociale. Toutefois, seule une proportion marginale de 2,5 % a accédé directement au statut de ménage aisé, révélant la difficulté pour les plus pauvres d'atteindre le sommet de l'échelle sociale.

Pour les ménages de la classe moyenne, 55,5% ont maintenu leur statut, mais près d'un tiers (31,8%) a glissé vers la classe des défavorisés, confirmant la vulnérabilité de ce groupe à un déclassement rapide. À l'inverse, 12,7% ont pu franchir le seuil vers la classe des aisés, montrant ainsi un potentiel de mobilité ascendante modérée.

Pour ce qui est des ménages initialement aisés, il ressort une forte fragilité de cette classe. En effet, moins de la moitié (45,8%) ont maintenu leur statut, tandis que 49,1% sont rétrogradés dans la classe moyenne et 5,1% ont même sombré dans la précarité.



INTRODUCTION

Le concept de pays émergents est né dans les années 80 avec le développement des marchés financiers au sud (Banque Mondiale, 1981). Même s'il n'y a pas encore une définition consensuelle, le terme émergent désigne les pays les plus dynamiques et les mieux intégrés dans l'économie mondialisée parmi les pays en voie de développement. Ainsi, cerner le concept d'émergence apporterait une grande contribution à la théorie du développement car, jusqu'ici le seul but fixé aux pays pauvres est de chercher à converger vers les pays riches.

Contrairement aux anciennes approches du développement, l'émergence ne se réduit pas à une imitation des modèles des pays riches. Elle propose plutôt des trajectoires propres, fondées sur des changements structurels, durables et multidimensionnels.

L'émergence marque ainsi une étape décisive dans la transformation d'un pays. Elle traduit une transition d'une phase de faible croissance vers un équilibre plus stable, reposant sur une croissance soutenue, inclusive et durable. Ce processus englobe des mutations profondes aux niveaux institutionnel, financier, productif, social et politique. Les citoyens d'un pays qui émerge doivent sentir, dans leur vie quotidienne, que leur niveau de vie s'améliore et que des opportunités nouvelles, en termes d'éducation, de santé, d'emplois, de revenus et de loisirs, se présentent à eux. Dans un pays émergent, une grande proportion des habitants est dans la classe moyenne.

Dans ce contexte, les débats sur l'émergence de la classe moyenne restent au cœur des préoccupations socioéconomiques contemporaines. La classe moyenne est perçue par de nombreux chercheurs comme une catégorie stratégique pour assurer une croissance inclusive et un développement humain durable.

Pour les économistes, il est important pour un pays de disposer d'une large classe moyenne, car elle traduit l'implication de la majeure partie de la population dans la mise en œuvre des activités économiques. Elle constitue aussi une garantie de la consommation intérieure, de facteurs de développement inclusif, de l'investissement et d'une redistribution plus équitable de la richesse. Au contraire, une classe moyenne réduite peut être considérée comme un signe d'exclusion sociale, d'une forte inégalité et d'une polarisation dans la distribution des revenus. L'élargissement de la classe moyenne paraît par conséquent, comme un impératif pour la réduction de la pauvreté.

C'est ainsi conscient de ce rôle que la classe moyenne peut jouer dans le processus de développement du pays que, le Gouvernement du Niger s'est fixé comme objectif d'accroître, de manière significative, son poids dans l'économie nationale conformément aux différents Plans de Développement. En général, la classe moyenne dispose d'un pouvoir d'achat relativement important, lui permettant d'accéder à la majorité des biens et services. En outre, elle dispose des compétences et des savoirs nécessaires au fonctionnement des services et industries complexes d'une économie visant l'émergence.

Afin d'appuyer le Gouvernement à l'atteinte de cet objectif et disposer d'un outil efficace en matière d'orientation de politique économique et sociale, l'Institut National de la Statistique (INS) a réalisé des études sur l'émergence de la classe moyenne et la réduction des inégalités en 2014, 2016 et 2021. Ces études ont essentiellement utilisé les données de la première et de la deuxième Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et l'Agriculture (ECVMA 2011 et 2014), et la première Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM 2018). Pour la réalisation de la quatrième édition, les données de la deuxième Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM 2021) réalisée dans les huit pays membres de l'UEMOA ont été utilisées. Cette quatrième étude vise à répondre aux préoccupations suivantes :

- **comment la classe moyenne nigérienne a-t-elle évolué entre 2014 et 2021 ?**
- **quelles sont ses caractéristiques socio-économiques majeures, ainsi que ses habitudes de consommation et aspirations en 2021 ?**
- **ses caractéristiques ont-elles changé par rapport aux éditions antérieures ?**

- **dans quelle mesure l'économie nigérienne actuelle peut-elle répondre à ses aspirations ?**
- **comment accroître, et jusqu'à quel niveau, la taille de la classe moyenne nigérienne ?**

L'objectif général de cette étude est de contribuer à une meilleure compréhension de la dynamique de la classe moyenne à travers la mise à disposition d'un outil d'aide à la prise de décision notamment dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes de développement.

De manière spécifique, il s'agit de :

- **déterminer la taille de la classe moyenne nigérienne en 2021 ;**
- **analyser l'évolution de la taille de la classe moyenne, au sein de la population nigérienne en 2021, et la comparer à celles de 2018 et 2014 ;**
- **analyser ses habitudes de consommation en 2021, et les comparer à celles de 2018 et 2014 ;**
- **analyser les inégalités inter et intra classes en 2021 ;**
- **élaborer des trajectoires d'émergence de la classe moyenne en 2021, pour une meilleure analyse de la dynamique interclasse et des facteurs qui l'expliquent ;**
- **proposer des recommandations pour améliorer les conditions de vie des ménages notamment en termes de consommation, de santé, d'éducation, de logement, dans le but de réduire les inégalités, promouvoir le développement humain durable et renforcer la contribution de la classe moyenne à la dynamique de développement économique du pays.**

Les résultats attendus sont :

- **L'évolution de la taille de la classe moyenne au sein de la population nigérienne en 2021 est connue et comparée à celles de 2018 et 2014 ;**
- **Les habitudes de consommation de la classe moyenne en 2021 sont comparées à celles de 2018 et 2014. Les inégalités en termes de revenu et de patrimoine sont analysées en 2021 ;**
- **Les trajectoires d'émergence de la classe moyenne en 2021 sont élaborées ;**
- **Des recommandations visant l'amélioration des conditions de vie des ménages sont proposées.**

Comme pour les trois études précédentes, la classe moyenne a été déterminée suivant trois approches :

- **L'approche monétaire est basée sur la consommation des ménages. Pour déterminer la classe moyenne, la méthode des quantiles (vingtiles) a été utilisée, pour faire une analyse préalable de la distribution des dépenses de consommation par tête et par an des ménages nigériens. Ceci a permis de procéder au choix des deux bornes (inférieure et supérieure), entre lesquelles se situent les dépenses de la classe moyenne ;**
- **L'approche non monétaire basée sur le patrimoine du ménage est utilisée comme une option alternative voire complémentaire à la première ;**
- **L'approche noyau dur consistant à déterminer une classe moyenne robuste qui est moins sensible aux chocs. Cette approche représente l'intersection des deux premières.**

Le présent rapport est structuré en six (6) chapitres : (i) le premier concerne l'analyse du contexte socioéconomique du Niger ; (ii) le deuxième est consacré à la revue de littérature et à la méthodologie de l'étude ; (iii) le troisième porte sur la détermination de la classe moyenne nigérienne ; (iv) le quatrième concerne la caractérisation de la classe moyenne nigérienne ; (v) le cinquième est consacré à l'analyse des inégalités et (vi) le sixième porte sur les trajectoires d'émergence de la classe moyenne nigérienne. L'étude finit par une conclusion et des recommandations.



CHAPITRE 1 : ANALYSE DU CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DU NIGER

1.1. CONTEXTE PHYSIQUE ET DEMOGRAPHIQUE

Situé dans la région sahélienne de l'Afrique de l'Ouest, le Niger s'étend sur une superficie de 1 267 000 km². Il est limité à l'ouest par le Mali et le Burkina Faso, à l'est par le Tchad, au sud par le Bénin et le Nigeria, et au nord par la Libye et l'Algérie. Deux tiers (2/3) de la superficie qui se trouve dans la région saharienne sont recouverts par le désert. Le relief présente une certaine variété, avec des altitudes généralement situées entre 200 et 500 mètres, qui augmentent progressivement du sud-ouest vers le nord-est. Du point de vue climatique, le pays est caractérisé par des précipitations généralement rares et fluctuantes sur un gradient dégressif du sud (800 mm au plus dans la zone soudanienne) vers le nord (moins de 150 mm), là où elles sont fréquemment exceptionnelles (entre 10 et 90 jours de pluie selon les zones). Le pays subit une récurrence des catastrophes naturelles notamment les sécheresses, les inondations et épizootie, exposant ainsi les communautés aux menaces potentielles sur les moyens de subsistances et les infrastructures socio-économiques.

Du point de vue démographique, le Niger affiche un taux de croissance intercensitaire de 3,9% en 2012, qui est l'un des plus élevés au monde. Les projections démographiques 2012-2024 situent la population du Niger à 26 312 034 habitants en 2024 dont 13 235 115 femmes, avec un effectif en zone rurale de 19 818 303 habitants. La densité démographique a évolué de 8,5 habitants/km² en 2001, à 13,5 habitants/km² en 2012, pour atteindre 20,8 habitants/km² en 2024. Cette progression peut présenter des multiples défis liés entre autres à la satisfaction des besoins fondamentaux de la société en matière d'éducation, de santé, d'emploi, de protection sociale et sécuritaire, de développement des infrastructures ainsi que la sécurité alimentaire.

1.2. ACCES AUX PRINCIPAUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

L'amélioration de l'accès équitable aux services sociaux de bases (santé, éducation, eau potable) de qualité constitue également un moyen essentiel pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement. Depuis de nombreuses années, le Niger a mis en place des plans sectoriels de développement (PDSS, PTSEF, PROSEHA, etc.) visant à améliorer l'accès aux services sociaux essentiels pour chaque citoyen.

1.2.1. ACCES A L'EDUCATION

Dans le domaine de l'éducation, la mise en œuvre des politiques et des programmes a donné lieu à des résultats mitigés, surtout en ce qui concerne l'enseignement de base. Ainsi, le Taux Net de Scolarisation au Primaire (TNSP) est passé de 62,03% en 2023 à 60,61% en 2024 (MEN/A/EP/PLN, 2024), soit une baisse de 1,42 point de pourcentage. S'agissant du Taux d'Achèvement Primaire (TAP), il a également connu une baisse, passant de 47,90% en 2023 à 42,31% en 2024. Quant au TAP pour les filles, il est passé de 45,29% en 2023 à 41,53% en 2024. La baisse de ces indicateurs est principalement liée à la fermeture des écoles pour cause d'insécurité.

S'agissant de l'alphabétisation, le taux global s'est établi à 35,6% en 2021 (EHCVM 2021), contre 33% en 2018 (EHCVM 2018), soit une augmentation de 2,6 points de pourcentage. Sur la même période, cet indicateur a également connu un accroissement de 3,2 points de pourcentage chez les hommes (48,4% contre 45,2%) et de 2,4 points de pourcentage chez les femmes (25,3% contre 22,9%). Selon le milieu de résidence, le taux est plus important en milieu urbain (65,6% contre 59,3%) qu'en milieu rural (28,5% contre 26,4%).

1.2.2. ACCES A LA SANTE

En matière de santé, l'accès et la qualité des services de soins ont été améliorées à travers le renforcement des infrastructures sanitaires et la mise en œuvre de la politique de gratuité des soins chez les enfants de moins de 5 ans et la césarienne. En effet, le taux de couverture sanitaire est passé de 55% en 2023 à 56,59% en 2024 (MSP/P/AS, 2024). En dépit des efforts consentis, les taux de mortalité chez les mères et les enfants demeurent élevés. Ainsi, le taux de mortalité infanto-juvénile qui s'élevait à 318‰ en 1992 (EDSN) est passé de 126‰ en 2015 (ENISED) à 123‰ en 2021 (ENAFEME). Pour le taux de mortalité néonatale, il était à 40,7‰ en 1992 (EDSN) avant de se situer à 24‰ en 2015 (ENISED) puis à 43‰ en 2021 (ENAFEME).

Quant au taux de mortalité maternelle, il a connu une nette amélioration, passant de 700 pour cent mille naissances vivantes (EDSN, 1992) à 520 pour cent mille naissances vivantes (ENISED, 2015).

1.2.3. ACCES A L'EAU POTABLE

Dans ce domaine, le Gouvernement nigérien a consacré beaucoup d'efforts en matière de réalisation des infrastructures hydrauliques et d'assainissement. Cela s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Sectoriel Eau Hygiène et Assainissement (PROSEHA) 2016-2030.

Selon le rapport sur les indicateurs du Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de l'Environnement (MHA/E), en milieu rural, le taux d'accès théorique à l'eau potable est passé de 46,85% en 2019 à 49,93% en 2023. En ce qui concerne la couverture géographique, elle a progressé de 2,3 points de pourcentage (71,77% à 74,10%) sur la période de 2019 à 2023. Quant au taux de desserte en milieu urbain, il a connu une augmentation passant de 95,62% à 97,11% sur la même période. En outre, les résultats des enquêtes PROSEHA révèlent que le taux d'accès basique des ménages au service d'eau potable est passé de 35,70% et 46,30% en 2019 à 50,1% et 43,1% en 2024 respectivement en milieu rural et urbain. Dans le domaine de l'assainissement, le taux d'accès basique des ménages aux services d'assainissement a évolué de 1,3% en 2019 à 3,7% en 2024 en milieu rural tandis qu'en milieu urbain, il est passé de 27% à 21,7% sur la même période.

Au niveau de la défécation à l'air libre, le taux a affiché une tendance baissière entre 2019 et 2024 en passant de 89,90% à 84,2% en milieu rural. Cependant, en milieu urbain cet indicateur a connu une légère augmentation d'un point de pourcentage (11,90% et 12,9%) sur la même période.

1.3. ETAT DE LA PAUVRETE ET DES INEGALITES AU NIGER

En dépit de la performance économique et de la mise en œuvre des initiatives de solidarité et de l'inclusion socio-économique, l'incidence de la pauvreté reste relativement élevée au Niger. En effet, la proportion des ménages pauvres est passée de 40,8% en 2018 à 41,2% en 2021, soit une augmentation de 0,4 point de pourcentage (EHCVM, 2021). Cette augmentation de l'incidence de la pauvreté est tirée par la hausse en milieu urbain, passant de 11,8% en 2018 à 15,2% en 2021. En revanche, en milieu rural, une légère baisse a été observée, passant de 46,8% en 2018 à 46,4% en 2021.

En outre, l'analyse par Région montre que Maradi et Tillabéri ont affiché les taux de pauvreté les plus élevés, avec respectivement 48% et 52,7% en 2021. En 2018, les régions ayant enregistré les taux de pauvreté les plus importants sont Dosso (48,4%) et Zinder (47,8%).

1.4. ETAT DU DEVELOPPEMENT HUMAIN AU NIGER

L'analyse comparative de l'indice de développement humain (IDH) du Niger entre 2000 et 2023 révèle une progression notable. Le pays a affiché un Taux d'Accroissement Moyen Annuel (TAMA) de 2,1%, soit le plus élevé parmi les pays et groupes de pays considérés. En partant d'un niveau particulièrement bas (0,262 en 2000), l'IDH du Niger atteint 0,419 en 2023 égalant celui du Mali, et dépassant quatre (4) pays à savoir : le Tchad (0,416), la République Centrafricaine (0,414), la Somalie (0,404) et le Soudan du Sud (0,388). (Rapport Mondial sur le Développement Humain).



Cette progression traduit d'énormes efforts dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'économie au cours des dernières décennies.

Toutefois, en comparaison aux moyennes régionales et mondiales, le Niger reste très en retrait. L'IDH moyen des pays à IDH faible (0,515 en 2023) dépasse celui du Niger de près de 0,1 point, malgré un TAMA moins élevé (1,1%).

La région d'Afrique subsaharienne quant à elle, enregistre également une progression soutenue (TAMA de 1,2%), atteignant un IDH de 0,568 en 2023 nettement au-dessus de celui du Niger (0,419).

A l'échelle mondiale, l'IDH moyen atteint 0,756 en 2023, soit quasiment le double de celui du Niger. Cette comparaison met en évidence à la fois la dynamique positive du Niger en termes de rythme de croissance, et l'ampleur des écarts structurels à combler pour atteindre des niveaux de développement humain plus élevés.

1.5. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE

Malgré les multiples défis auxquels l'économie nigérienne s'est confrontée au cours de ces dernières années, le pays a enregistré une performance avec un taux de croissance moyen de 5,4% sur la période 2018-2023. Particulièrement en 2022, le taux de croissance s'est établi à 11,9%, tiré essentiellement par le secteur primaire ayant contribué à hauteur de 8,8%¹. En 2023, il est ressorti un taux de croissance de 2,6%, traduisant le ralentissement des activités économiques en raison entre autres des effets des sanctions communautaires, du changement climatique et de l'insécurité.

S'agissant du secteur primaire, il a affiché un taux de croissance moyen de 6,4% sur la période 2018-2023. Il est suivi du secteur tertiaire avec un taux de croissance moyen de 5,0%. Quant au secteur secondaire, il a enregistré un taux de croissance moyen de 4,9% sur la même période.

L'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé de Prix à la Consommation (IHPC) a observé une évolution en dents de scie sur la période 2018-2023. En effet, le taux d'inflation est passé de 2,7% en 2018 à -2,5% en 2019, puis à 3,7% en 2023. En moyenne annuelle, il s'est établi à 2,5%, en dessous de la norme maximale communautaire de 3% fixée par l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) dans le cadre de suivi des critères de convergence. Cette maîtrise du niveau général des prix résulte essentiellement des efforts entrepris en matière d'opérations de vente à prix modéré et des distributions gratuites des vivres aux populations vulnérables.

Dans le domaine des finances publiques, plusieurs efforts consentis ont permis d'améliorer la mobilisation des recettes et la rationalisation des dépenses publiques. Les recettes totales ont connu un accroissement moyen de 5,4% sur la période 2018-2023. Elles sont passées de 862,7 milliards de FCFA en 2018 à 977,2 milliards de FCFA en 2022. Concernant les dépenses totales, elles sont passées substantiellement de 1 505,3 milliards de FCFA en 2018 à 2 075,7 milliards de FCFA en 2022 puis à 1611,1 milliards de FCFA en 2023.

Pour le cas particulier de 2023, les recettes et dépenses totales ont connu un repli, en raison de la suspension de décaissements de financement extérieur et du ralentissement des activités économiques. Le déficit global, base engagement (dons compris) a connu une détérioration, en passant de 213,7 milliards de FCFA en 2018 à 547,8 milliards de FCFA en 2023.

Les échanges extérieurs ont été caractérisés par une baisse des exportations et un rebond des importations entre 2018 et 2023. S'agissant des exportations, elles sont passées de 668,2 milliards de FCFA en 2018 à 601,3 milliards de FCFA en 2023. Quant aux importations, elles ont enregistré une nette augmentation, passant de 1 267,9 milliards de FCFA en 2018 à 1 570,1 milliards de FCFA en 2023. Cet accroissement pourrait s'expliquer par l'acquisition des équipements liés à la construction du pipeline. Cette situation s'est traduite par une détérioration de la balance commerciale (599,7 milliards

¹ Compte rapide 2022, INS

de FCFA en 2018 contre 968,5 milliards de FCFA en 2023).

Quant à la situation monétaire, elle a été marquée par une augmentation simultanée de la masse monétaire et de ses contreparties (crédits intérieurs et avoirs extérieurs nets). Pour assurer le financement de l'économie et de l'administration publique, les crédits intérieurs ont nettement augmenté, en passant de 1 125,6 milliards de FCFA en 2018 à 1 766,9 milliards de FCFA en 2023. Les avoirs extérieurs nets ont affiché une évolution variée sur la période, en passant de 323,6 milliards de FCFA en 2018 à 700,9 milliards de FCFA en 2021, avant de chuter à 400,1 milliards de FCFA en 2023. S'agissant de la masse monétaire, elle a affiché une tendance haussière, en évoluant de 1 126,2 milliards de FCFA en 2018 à 1 844,8 milliards de FCFA en 2023.

La performance de l'activité économique, dans tous les secteurs, conjuguée aux efforts des politiques publiques ont permis d'améliorer le niveau d'emploi. En effet, les résultats de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI, 2017) font ressortir un total de 2 182 207 personnes occupées au Niger réparties en secteurs institutionnels agricole (71,3%) et non agricole (28,7%). Concernant le secteur institutionnel agricole, le secteur public accueille 50,6% d'emplois formels contre 49,4% d'emplois informels alors que le secteur privé en emploie la totalité des emplois informels. S'agissant du secteur institutionnel non agricole, les emplois formels représentent 92,8% des emplois fournis par le secteur public contre 7,2% des emplois informels. En revanche, le secteur privé regorge plus d'emplois informels avec 99,3% contre 0,7% d'emplois formels.

Tableau 1: Bilan de l'emploi, Niger, 2017

Caractéristiques de l'emploi		Activité principale		Effectif
		Emplois formels (%)	Emplois informels (%)	
Secteur institutionnel non agricole	Secteur public	92,8	7,2	175 340
	Secteur privé	0,7	99,3	1 350 519
	Ménages	0,8	99,2	29 263
	Total	11,1	88,9	1 555 122
Secteur institutionnel agricole	Secteur public	50,6	49,4	7 370
	Secteur privé	0	100	619 715
	Ménages	0	0	0
	Total	0,6	99,4	627 085
Total	Secteur public	91,1	8,9	182 709
	Secteur privé	0,5	99,5	1 970 235
	Ménages	0,8	99,2	29 263
	Total	8,1	91,9	2 182 207

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS



CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTERATURE

5.1 CONCEPTS D'EMERGENCE DES CLASSES SOCIALES

L'idée d'émergence n'est qu'une adaptation du concept de « décollage » proposé par Rostow (1960) dans son célèbre livre « Les Étapes de la Croissance », ajustée à la mondialisation actuelle. L'apparition d'une classe moyenne implique une transition des individus pauvres vers cette classe, ce qui l'élargit et participe ainsi davantage à l'expansion économique.

Ainsi, elle représente un tournant crucial, permettant à un pays de passer d'une condition de croissance économique modeste à une meilleure harmonie de croissance robuste et durable. Elle fait référence à un ensemble de parcours multidimensionnels de changement rapide qui mène à la reconnaissance d'un dépassement des situations passées sur les plans institutionnel, financier, productif, politique et/ou social. Les populations d'un pays en développement devraient percevoir, au quotidien, une amélioration de leur qualité de vie et l'apparition de nouvelles possibilités en matière d'éducation, de santé, d'emplois et de revenus qui se présentent à eux.

Dans la littérature économique, on distingue deux formes d'émergence : l'émergence économique et l'émergence sociale. Ces dernières sont liées entre elles, car l'essor économique ne peut être pérenne que si certaines conditions préalables dans le domaine social sont considérablement remplies. Il est largement admis qu'une population instruite, bien nourrie et en bonne condition physique constitue un élément crucial pour la croissance économique, notamment dans le contexte actuel de mondialisation où l'expertise et les compétences ont un impact déterminant sur l'accroissement de la productivité économique. (Jean Philippe Berrou 2020, Dominique Darbon 2012).

5.2 LA NOTION DE CLASSE MOYENNE ET SON EVOLUTION

5.2.1 EVOLUTION DE LA NOTION DE « CLASSE MOYENNE »

L'étude des classes sociales a largement puisé dans l'analyse marxiste, qui se concentre sur la classe ouvrière et la classe bourgeoise. Après la Seconde Guerre mondiale, les trente glorieuses ²ont engendré l'émergence de nouvelles catégories d'intermédiaire social nommées classe moyenne. Ces nouvelles catégories étaient limitées aux petits entrepreneurs autonomes. Diverses définitions ont été employées pour décrire cette catégorie : la petite bourgeoisie, la « classe de service », la « classe moyenne », etc. On distingue généralement trois (3) facteurs pour justifier l'expansion de la classe moyenne :

- Dans un premier temps, les nouveaux entrepreneurs sont dotés de la capacité à développer une classe moyenne et à créer non seulement des emplois, mais aussi à augmenter la productivité pour l'ensemble de la société ;
- Deuxièmement, sur un plan plus traditionnel, la classe moyenne est surtout une ressource vitale pour la classe entrepreneuriale : c'est leur « valeurs bourgeoises », leur accent sur la formation du capital humain et l'épargne qui les positionnent au cœur du processus d'accumulation capitaliste ;
- L'accent du troisième point de vue est mis sur la classe moyenne en tant que consommatrice. C'est le consommateur disposé à déboursier un léger supplément pour bénéficier de la qualité du produit ou service. Ainsi, la sollicitation de la classe moyenne pour des biens de consommation haut de gamme stimule les investissements dans leur production et leur mise sur le marché, permettant l'augmentation du niveau de revenu pour tous.

² Les **Trente Glorieuses** désignent la période de forte croissance économique, sociale et démographique qu'ont connue la plupart des pays industrialisés, notamment en Europe occidentale, entre 1945 et 1975. Cette expression, popularisée par l'économiste Jean Fourastié, traduit trois décennies de reconstruction, d'industrialisation accélérée, d'amélioration du niveau de vie et de mise en place des grands systèmes de protection sociale.

Au cours des années 1980, un nouveau concept de « moyennisation » est apparu pour décrire l'amélioration globale, l'uniformisation des modes de vie et le rattrapage des niveaux de consommation en termes de confort (encore appelé ascenseur social). Cette tendance a mis en veilleuse le débat sur les classes moyennes. Mais, depuis le début des années 2000, la notion de classe moyenne est de retour dans l'actualité des sciences sociales, bien que sa définition reste ambiguë. Elle est devenue une condition nécessaire, voir un vecteur du changement social depuis la reprise de la croissance et la tertiarisation de l'économie. La classe moyenne se caractérise par une grande diversité et il ne saurait être procédé à une généralisation à tous les pays à partir de la catégorisation socioprofessionnelle.

Plusieurs auteurs ont tenté de mettre en évidence l'importance du concept « Classe Moyenne ». En 2000, Birdsall et al. décrivent la classe moyenne comme « l'épine dorsale tant de l'économie de marché que de la démocratie dans les pays les plus avancés ». Dans une logique plus académique, en 2001, Easterly conclut, en se basant sur une comparaison de plusieurs pays, que les pays ayant une classe moyenne forte ont tendance à croître plus rapidement, du moins, s'ils n'ont pas une trop grande diversité ethnique. En 2002, Frederick, déclare que « la classe moyenne en plein essor de la Chine détient la clé de l'avenir du pays ».

Selon certaines études³, il existe de fortes corrélations entre l'avènement d'une classe moyenne et la possibilité d'avoir des institutions plus démocratiques bien qu'une corrélation n'est pas toujours synonyme de causalité.

Avec des aspirations à la démocratie et à la consommation de masse, les classes moyennes émergentes devraient stimuler le changement politique et assurer, ensuite, une certaine stabilité socioéconomique. Les experts de la Banque mondiale, comme de l'OCDE, donnent raison à Aristote selon qui, dans l'une de ses traductions, « lorsque la classe moyenne est importante, il y a moins de risques de discordes et de divisions ».

Les changements attendus, sur la question de l'émergence des classes moyennes, sont plus importants que ceux d'une baisse de la pauvreté, d'une réduction des inégalités ou encore de l'augmentation du PIB par tête.

5.2.2 SEUILS D'APPARTENANCE DE LA CLASSE MOYENNE

Aucun consensus n'existe parmi les chercheurs sur une définition unique du terme « classe moyenne », peu importe le sujet en question. Cette question essentielle continue de susciter des discussions concernant la classe moyenne dans les pays occidentaux. Étant donné que les classes moyennes sont instables et ambiguës, il est impossible de se mettre d'accord sur une définition partagée (Sick, 1993). Certains s'interrogent sur l'utilisation du terme « classe » plutôt que sur des expressions comme « strate », « gens du milieu » ou encore « ni riche ni pauvre » ? Pourquoi évoquer plutôt « l'apparition des classes moyennes » que « diminution de la pauvreté » ?

On peut définir la classe moyenne comme une catégorie située entre les riches et les personnes démunies. De nombreux auteurs ont tenté de définir les seuils :

1. Selon Araar (2008), trois principales classes peuvent être définies, en se basant sur le seuil de pauvreté (niveau de l'indicateur de niveau de vie qui conduit à classer un ménage comme pauvre ou non) ; à partir de l'approche monétaire, on distingue: (i) la classe des pauvres, composée de ceux qui ont un niveau de vie (revenu ou consommation) en dessous du seuil de pauvreté ; (ii) la classe moyenne, composée de ceux ayant un niveau de vie compris entre le seuil de pauvreté et un seuil inférieur défini

³ Berrou et al. 2019, « Le réveil des classes moyennes ivoiriennes, Identification, caractérisation et implication pour les politiques publiques »
Darbon et Toulabor 2015, « l'invention des classes moyennes africaines : enjeux politique d'une catégorie incertaine »



pour la classe des riches et enfin (iii) la classe des riches, composée de ceux disposant d'un niveau de vie très élevé. Selon lui, cette dernière classe (classe des riches) est indispensable au fonctionnement de l'économie d'un pays, car elle favorise l'accumulation de capital et le financement de gros investissements. Néanmoins, si la classe des riches est d'un apport important pour toute économie, beaucoup d'économistes s'accordent également sur la nécessité d'une large classe moyenne. Ceci, selon eux, traduit la marque de l'implication de la majeure partie de la population dans le déroulement de l'activité économique et la garantie d'une redistribution plus équitable de la richesse. Inversement, une classe moyenne réduite est souvent synonyme d'exclusion sociale, d'une forte inégalité et d'une polarisation dans la distribution des revenus. L'élargissement de la classe moyenne apparaît donc comme un impératif pour la réduction de la pauvreté.

2. Sylvie (2001), dans l'analyse de l'inégalité et de la pauvreté au Canada, a caractérisé la classe moyenne à partir de la médiane de la distribution des revenus. Elle la définit comme étant les unités familiales dont le revenu se situe entre 75% et 125% de la médiane.
3. BAD (2011), les classes moyennes, dans le contexte africain, sont des personnes qui dépensent en moyenne entre 2 et 20 dollars par jour (entre 1,4 et 13,9 euros, soit entre 917 et 9104,5 Francs CFA). Elles sont constituées de salariés d'entreprises privées ou parapubliques, de commerçants ou de patrons de Petites et Moyennes Entreprises (PME). Les familles issues des classes moyennes sollicitent assez peu les hôpitaux publics et préfèrent dépenser d'importantes sommes d'argent dans des cliniques privées. En outre, les classes moyennes ont tendance à avoir de moins en moins d'enfants et à dépenser davantage pour leur alimentation et leur instruction. Le rapport de la Banque Africaine de Développement (2011, op. cit.) souligne également que les classes moyennes ont augmenté de 3,1% en Afrique au cours des 30 dernières années, soit légèrement plus que la population totale. La Tunisie, le Maroc et l'Égypte sont les pays où l'on retrouve la plus grande taille de classe moyenne en Afrique, alors que le Liberia, le Burundi et le Rwanda ont la plus petite taille. Cela étant, les classes moyennes ont contribué à créer au moins la moitié du Produit Intérieur Brut (PIB) en Afrique, qui s'élève à 1.200 milliards d'euros.
4. Dans des travaux réalisés par une équipe de la Banque mondiale (Norman et al., 2012) où la classe moyenne est considérée comme la plage des personnes avec un revenu supérieur au seuil de 10 dollars par jour (toujours en parité de pouvoir d'achat), la réduction des inégalités et les réformes politiques semblent être liées à l'émergence de la classe moyenne.
5. Julien Damon (2013) a mis en évidence les résultats d'une étude menée par Pew Research Center qui est un centre de recherche américain qui fournit des statistiques et des informations sociales sous forme de démographie et sondage d'opinion. « La classe moyenne est définie, en cohérence avec des données de la Banque mondiale. L'exercice, consistant à comparer les opinions et les aspirations de ces classes moyennes par rapport aux populations plus pauvres (qui restent, dans ces pays, majoritaires), montre clairement des singularités. Ainsi, au Chili, les classes moyennes estiment à 80 % qu'il est important de vivre dans un pays où sont régulièrement organisées des élections, avec au moins deux partis politiques. Les pauvres ne sont d'accord qu'à 66 %. En Russie, les classes moyennes adhèrent à 51 %, et les pauvres à 37 %. Au Venezuela, les résultats respectifs sont de 74 et 62 % ; au Brésil, de 69 et 62 %. Si les écarts ne sont pas très élevés en Égypte (51 et 48 %) ou en Inde (53 et 51 %), partout la classe moyenne se prononce plus fermement quant à l'importance de la démocratie ».

6. **La Banque mondiale a établi sa propre définition internationale de la « classe moyenne » : ceux qui gagnent 12 \$ à 15 \$ par jour. Ces seuils semblent être trop élevés pour l'Afrique sub-saharienne où seulement 32 millions de personnes sont dans cette catégorie (Clélie Nallet, 2015).**
7. **Berrou Jean-Philippe et al. (2019), par exemple en Côte d'Ivoire, selon le critère des groupes aux revenus intermédiaires, ils ont trouvé que les « gens du milieu » se situent entre une borne inférieure de 4 dollars US par jour et par habitant en PPA (soit un niveau deux fois supérieur au seuil de pauvreté de 2 dollars US) et une borne supérieure qui exclut les 5 % les plus riches. La taille moyenne des ménages de cette classe étant de trois personnes et le chef de famille contribuant pour 90 % aux revenus du ménage, on obtient un revenu mensuel moyen par ménage approximativement compris entre 95 500 francs CFA et 455 000 francs CFA.**

Plusieurs approches existent à propos de la définition de seuils d'appartenance à la classe moyenne parmi lesquelles on peut citer : l'approche absolue (applicable à l'ensemble des pays) et l'approche relative (spécifique à chaque pays).

Pour l'approche relative, on positionne les individus sur une échelle de distribution par rapport à la médiane de revenu qui se situe entre 75% et 125% (Birdsall et al., 2000 ; Pressman, 2007), 50% et 150% (Castellani et al., 2014), 60% et 200% (Peichl et al., 2010) ou 100% et 250% du revenu moyen (Song et al., 2015). D'autres auteurs privilégient les quintiles pour déterminer les intervalles de revenu afin de définir la classe comme les ménages ou les individus appartenant aux trois quintiles du milieu de la distribution (Easterly, 2001 ; Castellani et Parent, 2011) ou au 3ème et 4ème quintiles (Alesina et Perotti, 1996).

Pour l'approche absolue, ce sont les seuils internationaux exprimés en dollars PPA (parité des pouvoirs d'achat) qui sont privilégiés lorsqu'il s'agit de définir des critères qui permettent la comparaison internationale. Milanovic et Yitzhaki (2002) considèrent la classe moyenne comme tous les ménages avec un revenu par tête qui se situe entre 10 et 20 dollars par jour en PPA 2005. Le seuil international de pauvreté de 2\$ à évolué dans le temps comme borne inférieure de l'intervalle de revenu comme suit : 2\$-10\$ (Banerjee et Duflo, 2008) ; 2\$-13\$ (Ravallion, 2010) ou encore 2\$-20\$ (l'ADB, 2010), ce qui laisse présager que la classe moyenne est alors supposée commencer là où la pauvreté se termine.

Cette approche dominante semble signifier systématiquement que tout individu non pauvre entre dans la catégorie de la classe moyenne. Cependant, les ménages qui ne sont pas classés dans la pauvreté parce qu'ayant un revenu journalier entre 2\$ et 4\$ sont néanmoins susceptible d'y retomber à la suite d'un choc socio-économique endogène ou exogène (ADB, 2010 ; Birdsall et al., 2014). Pour cette raison, ils peuvent être difficilement assimilés à une classe moyenne en stock, c'est-à-dire à des ménages stabilisés et au sens occidental du terme, c'est à dire comme des ménages capables de se projeter dans une trajectoire intergénérationnelle de promotion socio-économique. En réaction, une limite inférieure de 10\$, plus respectueuse de la définition précédente, a été utilisée : 10\$-50\$ pour Birdsall (2010) et Ferreira et al. (2013) ou 10\$-100\$ pour Kharas (2010). Certaines études adoptent également un seuil de 4\$ (Clément et Rougier, 2015).

A titre d'exemple, KHARAS (2011) définit la classe moyenne comme celle ayant un revenu compris entre 10 USD (seuil moyen de pauvreté entre celui de l'Italie et du Portugal) et 100 USD (représentant 2 fois le revenu médian du Luxembourg), en PPA par jour et par tête. Cette définition exclut donc les populations les plus pauvres des pays avancés (Italie, Portugal) et les plus riches des pays avancés (Luxembourg). Pour estimer le nombre de personnes concernés, une distribution mondiale des revenus a été estimée selon la même approche de Sala-i-martin (2002) par l'estimation des fonctions de kernel de distribution dans 145 pays.

En définitive, l'identification d'une classe moyenne s'impose pour tout pays décidé à améliorer de manière significative et durable les conditions de vie de ses populations.



5.2.3 LES CLASSES MOYENNES EN AFRIQUE

Certains penseurs soutiennent que l'émergence des classes moyennes africaines est susceptible de rendre plausible l'intégration de la société Africaine souvent reléguée au second plan dans les sociétés mondiales en pleine mutation.

Cette appellation donne à penser à un concept imagé de l'idée de classe moyenne : des individus disposant d'un revenu discrétionnaire pour effectuer des dépenses de confort (équipement de leur maison, achat d'une voiture, activités de loisirs, etc.), soucieux du respect de leurs droits fondamentaux, et qui pourraient être au fondement de l'explosion de la société de consommation africaine et du renforcement de la démocratie de demain, comme cela a été le cas dans les sociétés occidentales. Pour certains auteurs, ce « middle class narrative » est issu d'une association abusive entre l'essor d'une « strate » de revenus intermédiaires et l'émergence de prétendues « classes » moyennes (Dieter et Stoll 2018).

La classe moyenne est devenue le mot d'ordre d'un regain d'espoir pour l'avenir de l'Afrique et sa possible renaissance (Juma, 2011 ; Deloitte, 2012 ; Ncube et Shimeles, 2012). L'Afrique compte sur ses consommateurs de classe moyenne pour favoriser sa prospérité. Mais qui sont les classes moyennes d'Afrique ? Où sont-elles ? Qu'est-ce qui constitue les classes moyennes ?

Ces questions ont trouvé de réponse dans une large littérature croissante sur la classe moyenne en Afrique, mais il n'est pas facile de souligner combien de pays en Afrique ont une classe moyenne substantielle définissable capable de conduire et de faire avancer le programme de développement. À cet égard, Lena (2013) explique : « Peu de pays d'Afrique subsaharienne ont une classe moyenne remarquable. Les chercheurs en sociologie considèrent la classe moyenne comme une force de démocratisation et de développement. En effet, les classes moyennes ont les capacités financières de participer au consumérisme et occupent des positions sociales qui leur permettent de remettre en cause les évolutions sociales. ». Malgré une telle affirmation du rôle de la classe moyenne en Afrique, Jean Liou (2013) soutient le contraire : « indépendamment de la croissance économique rapide due à l'émergence de la classe moyenne, les chiffres croissants n'ont pas réussi à se traduire par une réduction de la pauvreté ». En Afrique, à l'instar du reste du monde, il y a eu des débats sur qui forme la classe moyenne ? qui appartient à la classe moyenne ? qui constitue la classe moyenne ? et s'il existe une classe moyenne générale ou qu'il existe différentes classes moyennes sur le même continent. Malgré le nombre relativement limité des études en Afrique, le concept de classe moyenne semble être bien documenté (West, 2002 ; Smith, 2011 ; Ncube et al., 2011 ; Liou, 2013 ; Mercer, 2014). La plupart des études visent à justifier le rôle de la classe moyenne dans la relance des économies africaines. Selon D. Smith (2011), la classe moyenne de l'Afrique est définie en fonction des revenus et des dépenses, en particulier ceux qui possèdent des maisons, des voitures et des téléphones portables et peuvent se permettre d'emmener leurs enfants dans des écoles privées, ce qui justifie l'approche non monétaire de la définition de classe moyenne en évaluant les biens du ménage. Ncube et al. (2011) affirment en outre que la classe moyenne de l'Afrique est considérée comme celle qui peut « consommer » entre deux et vingt dollars américains par jour. Ils montrent en outre comment le nombre de classes moyennes est passé ces dernières années de 26% en 1980 à 34% en 2013.

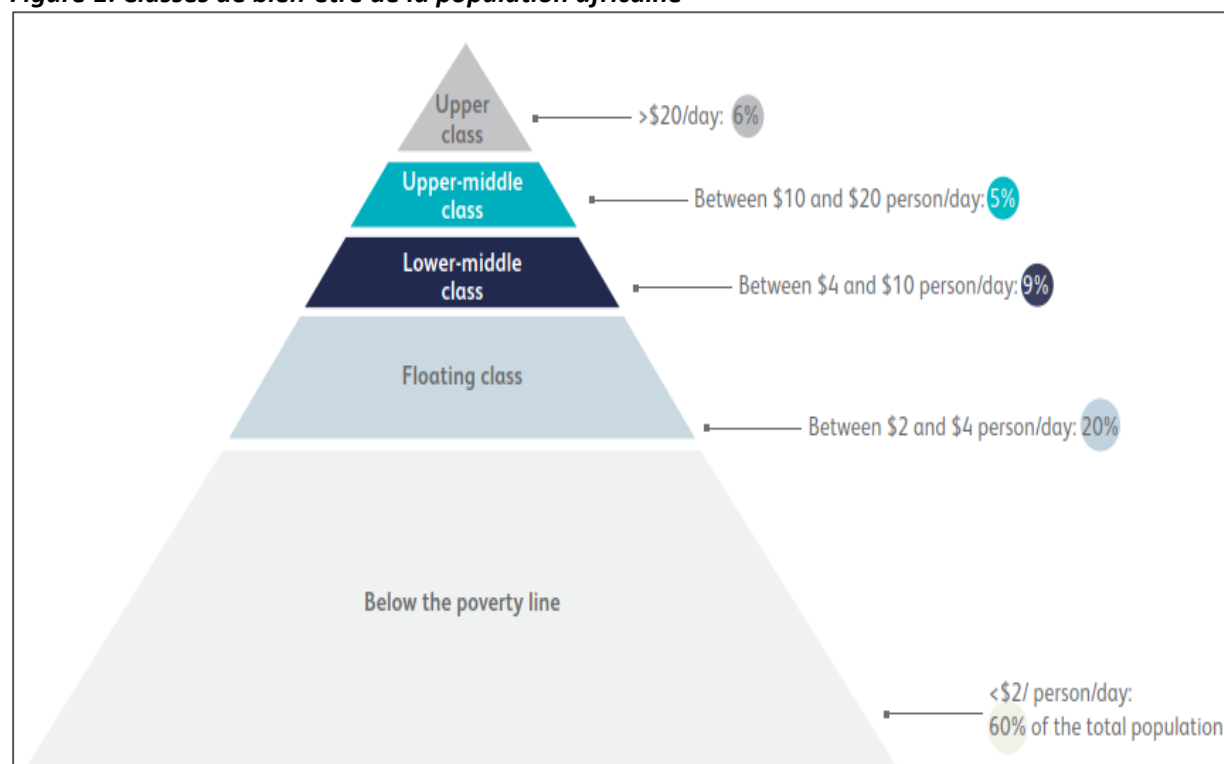
Plusieurs auteurs ont estimé le seuil d'appartenance des classes moyennes africaines selon différentes études. Le tableau ci-dessous résume quelques-uns :

Tableau 2: Synthèse des études empiriques sur la classe moyenne

Étude	Date	Critères (revenu en dollars US)
Roxburgh Charles et al	2008	> 5000 \$/an/ménage (environ 14 \$/jour/ménage) (= individus qui ont un « revenu discrétionnaire »)
Kharas Homi	2009	Compris entre 10 \$ et 100 \$/jour/personne
Ncube Mthuli, Leyeka Lufumpa Charles et Kayizzi-Mugerwa Steve	2011	Compris entre 2 \$ et 20 \$/jour/personne (PPA)
Freemantle Simon	2014	Compris entre 8 500 \$ et 42 000 \$/an/ménage
CFAO	2015	Compris entre 4 \$ et 20 \$/jour/personne (reprise des estimations de la BAD en supprimant la « classe flottante » avec un revenu entre 2 \$ et 4 \$/jour)

Source : Anne Bekelynck, 2019

La BAD divise la classe moyenne en trois (3) sous-catégories : la classe moyenne supérieure, la classe moyenne inférieure et la classe « flottante ». Cette dernière est particulièrement vulnérable sans source de revenu stable, elle risque de basculer dans la pauvreté. La classe flottante représente à elle seule 20% du total de la population du continent, ce qui explique comment les trois sous-catégories combinées constituent une proportion aussi importante de la population. Ensemble, les deux autres sous-catégories de la classe moyenne (les personnes qui gagnent entre 4\$ et 20\$ par jour) ne représentent que 14% de la population africaine.

Figure 1: Classes de bien-être de la population africaine


Source : CFAO, 2015 : Les Classes moyennes en Afrique, page 9



L'Égypte et le Gabon sont les pays qui ont les classes moyennes les plus larges du continent, en termes proportionnels, selon les critères de revenus. Les classes moyennes au Cameroun, en République Démocratique du Congo et au Kenya se situent entre 25% et 75% de la population. L'Afrique centrale et orientale sont les régions où la classe moyenne est la plus petite en termes de pourcentage.

Tableau 3 : Facteurs catalyseurs et contraignants de l'élargissement des classes moyennes en Afrique

	Leviers	Freins	Conditions
Démographie	Forte croissance démographique des strates de revenus intermédiaires (en valeurs absolue et relative).	Pression de l'essor des classes pauvres qui demeurent les strates les plus nombreuses. Saturation de services de base (éducation, santé) déjà dysfonctionnels.	Politiques publiques « proclasses moyennes » (éducation, santé, logement, urbanisme, emploi, fiscales, etc.).
Urbanisme	Urbanisation massive comme facteur d'homogénéisation d'une « classe » et d'accessibilité accrue aux services de base.	Capacités d'absorption de l'exode rural limitées et risques de précarisation des populations à revenus intermédiaires.	Politiques publiques favorisant l'accès au logement, au transport, et développant les services de base.
Économie	Croissance économique soutenue par rapport aux autres régions du monde.	« Ruissellement par le bas » de la richesse limitée et hausse des inégalités. Chômage élevé des jeunes.	Politiques publiques redistributives. Politiques d'emploi pour les jeunes.
TIC : Technologie de l'information et de communication	Essor des TIC permettant de lever des barrières d'accès structurelles, de créer de nouvelles opportunités économiques et d'accéder plus facilement à l'information.	Coûts d'accès encore élevés (connexion, équipements) et infrastructures limitées. Instrumentalisation des réseaux sociaux.	Politiques publiques réglementant les TIC au bénéfice des usagers et investissant dans les TIC pour développer les services publics.

Source : Anne Bekelynyck, 2019

5.3 CONCEPT ET MESURE DES INEGALITES

5.3.1 INTRODUCTION AU CONCEPT D'INEGALITES

Les inégalités comprennent aussi bien l'inégalité de revenus que l'inégalité en capital humain et l'inégalité des biens immobiliers (l'inégalité en matière de répartition des terres, d'accès aux services de santé, ou de niveau d'instruction, etc.). Pour Sherraden (1991), l'accumulation d'actifs est la clé du développement des pauvres. Pour la plupart des ménages pauvres, l'amélioration de leur niveau de vie passe par l'épargne et l'accumulation et non par la consommation. En effet, quand les populations commencent par accumuler, leur manière de penser et leur comportement changent positivement. L'accumulation engendre donc d'importantes mutations sur le plan psychologique et social, qui ne pourront pas être réalisées dans le cas d'une augmentation équivalente des dépenses de consommation. Oduro (2003) a souligné, dans son analyse de la dynamique de la pauvreté, que la possession d'actifs est généralement négativement corrélée avec la pauvreté, et peut être un important moyen de réduction des vulnérabilités, car permettant de lisser la consommation. Dercon (2004) souligne que la redistribution d'actifs permettra aux pauvres de faire face aux défaillances du marché et d'optimiser la manière dont ils emploient leurs ressources.

L'inégalité peut avoir plusieurs dimensions. Les économistes s'intéressent plus spécifiquement à la dimension économique ou monétairement mesurable liée au revenu et à la consommation des ménages. Cependant, l'inégalité peut être liée aux aspects politique, aux compétences, à l'éducation, aux opportunités, au bonheur, à la santé, à l'espérance de vie et au bien-être, etc. Heshmati (2004)

passé en revue les progrès récents dans la mesure de l'inégalité et s'intéresse à l'interrelation entre l'inégalité des revenus et les dimensions de l'inégalité hors revenus.

L'inégalité des revenus fait référence à l'inégalité de la répartition des individus, des ménages ou d'une mesure du revenu par habitant. La courbe de Lorenz est utilisée pour analyser la distribution par taille du revenu et de la richesse ainsi que les mesures de l'inégalité et de la pauvreté. Elle trace la part cumulée du revenu total par rapport à la proportion cumulée du revenu perçu. Il convient de souligner que l'origine de la littérature moderne sur la décomposition des inégalités se trouve dans les travaux de Shorrocks (1980, 1982 et 1984).

5.3.2 LES ORIGINES DES INEGALITES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Alors que les villes sont de plus en plus connectées à l'économie mondialisée, la vie dans de nombreuses zones rurales a souvent peu changé. Ces différences entre les zones urbaines et rurales, ou entre les différentes provinces et régions, reflètent ce que l'on appelle les inégalités spatiales. Celles-ci peuvent contribuer de manière significative à l'inégalité globale dans de nombreux pays en développement.

Le revenu n'explique que certaines de ces inégalités régionales, bien qu'il soit important dans certaines économies émergentes notamment la Chine et l'Inde. Les revenus urbains augmentent plus rapidement que dans les zones rurales. Mais il existe également des inégalités de chances (notamment l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'emploi) qui semblent plus importantes. Par exemple, dans certaines économies émergentes, la scolarisation dans le secondaire est beaucoup plus faible dans les zones rurales que dans les zones urbaines, en particulier pour les filles. L'accès aux soins de santé de base peut également varier considérablement selon l'endroit où les gens vivent. En Asie, par exemple, la mortalité infantile est généralement beaucoup plus élevée dans les campagnes que dans les villes. Et, dans de nombreuses régions du monde, les femmes sont toujours confrontées à de nombreux obstacles qui privent leurs familles et leurs communautés de précieuses contributions économiques.

D'autres facteurs contribuent également aux inégalités, notamment la prédominance du secteur informel dans de nombreux pays pauvres. Au Mexique et au Brésil, environ la moitié des emplois sont du secteur informel, un niveau qui atteint environ 80% en Inde et en Indonésie. Ces emplois contribuent aux inégalités de plusieurs manières : d'une part, ils paient moins que des emplois formels. Ils offrent également rarement des possibilités de formation et de promotion pour les travailleurs. En outre, ces emplois sont imprévisibles, ce qui signifie que les travailleurs peuvent se retrouver sans revenu à très court préavis. Dans les pays développés, les impôts et les transferts contribuent beaucoup à réduire les inégalités de revenus, mais dans de nombreux pays en développement, ces systèmes ne sont pas bien développés.



5.3.3 LES MESURES DE L'INEGALITE DES REVENUS LES PLUS COURAMMENT UTILISEES

Dans le cadre de la mesure des inégalités, plusieurs indicateurs ont été développés. Le tableau ci-dessous présente la définition, les avantages et les inconvénients des principaux indicateurs de mesure des inégalités de revenu.

Tableau 4 : Indicateurs de mesure des inégalités

Mesure	Définition	Avantages	Inconvénients
Coefficient de Gini	Plage de 0 (égalité parfaite) à 1 (inégalité parfaite); rapport de l'aire entre la courbe de Lorenz et la ligne d'égalité parfaite des revenus (1ère bissectrice)	Simplicité de calcul et sa capacité à résumer les inégalités de manière synthétique ; Facile pour l'interprétation ; permet de comparer des niveaux d'inégalité entre différentes populations ou périodes.	Problèmes de comparabilité ; n'est pas toujours construit de façon identique ; manque de bonnes données ; n'est pas disponible pour beaucoup de pays / années
Les parts de Revenu	Rapport entre le revenu d'une personne au x ème centile (souvent le 90e) et celui d'une personne au y ème centile (souvent le 10e)	Facilement interprétable ; Peut examiner un large éventail de distributions	Manque de bonnes données ; non disponible pour de nombreux pays / Ans
Indice d'Atkinson	Plage de 0 à 1 ; position relative du plus pauvre est pondérée par le paramètre qui mesure l'aversion de la société pour l'inégalité : il traduit l'aversion de la population pour l'inégalité.	Mesure les poids relatifs des plus pauvres ; permet d'avoir un large éventail de poids de pauvres	Pas couramment utilisée ; pas de consensus sur la pondération de pauvres ; manque de bonnes données ; n'est pas disponible pour beaucoup de pays / années
Indice de Theil	Plage de 0 (l'égalité complète) à l'infini ; s'inspire de la mesure de l'entropie, c'est-à-dire qu'il mesure l'écart entre une distribution égalitaire uniforme et la distribution constatée. Plus une suite est désordonnée, plus son entropie est grande. Ici, plus les revenus sont dispersés, plus l'indice de Theil est élevé.	Mesure la position relative des plus pauvres ; disponibilité de bases de données fiables	Pas couramment utilisée ; pas facile à interpréter ; basée sur salaires et non revenus
Indice de Robin Hood	Plage de 0 à 1 ; pourcentage du revenu nécessaire à transférer de des 50 pour cent les plus riches vers les 50 pour cent les plus pauvres pour obtenir l'égalité	Intuitivement attrayant ; moins sensible aux distributions très asymétriques	Ignore la répartition des revenus dans chaque part de 50% ; non disponible pour de nombreux pays / années

Source : Anne Bekelynyck, 2019

5.4 LIENS ENTRE L'INEGALITE DES REVENUS, LE BONHEUR ET LA MOBILITE SOCIALE

Les données empiriques confirment les relations entre l'inégalité des revenus, le bonheur et la mobilité sociale. L'effet de l'inégalité des revenus sur le bonheur dépend essentiellement du fait que les individus perçoivent la société comme étant ouverte à une mobilité ascendante et de la probabilité qu'ils parviendront éventuellement à atteindre des niveaux de revenu plus élevés.

En Europe, les inégalités de revenus réduisent globalement le bien-être individuel, en particulier chez les personnes défavorisées ou politiquement orientées à gauche, sensibles à l'injustice perçue et à la faible mobilité sociale (Alesina et al., 2004). Aux États-Unis, les mêmes auteurs observent que ce sont les riches qui se montrent les plus mécontents face à des niveaux élevés d'inégalités, tandis que les pauvres y sont relativement indifférents, suggérant que les préférences politiques et le niveau de revenu influencent fortement la perception de l'inégalité. Ces résultats contrastent avec ceux de McBride (2001), qui trouve un effet négatif du revenu du groupe de référence sur le bonheur individuel, confirmé ensuite par Luttmer (2005) et Dynan et Ravina (2007).

En Russie, Senik (2004) montre que le revenu du groupe de référence a un effet positif sur la satisfaction à l'égard de la vie, tandis que l'inégalité des revenus n'a pas d'effet significatif. Ferrer-i-Carbonell (2005) observe pour l'Europe que plus le revenu du groupe de référence est élevé, plus le bonheur diminue. Clark (2006) confirme cette tendance au Royaume-Uni, tout en notant que l'augmentation de l'inégalité au sein du groupe de référence peut parfois accroître la satisfaction lorsqu'elle est perçue comme une opportunité.

Dans les pays en transition, Sanfey et Teksoz (2005) montrent que les inégalités ont un effet négatif sur la satisfaction de vie, soulignant l'hétérogénéité des perceptions selon les contextes. Senik (2006) distingue clairement les anciens pays européens, où un revenu moyen du groupe professionnel réduit le bien-être par effet de comparaison, des pays post-transition comme la Pologne, où ce même revenu est perçu positivement après 1990. Cet effet est particulièrement fort chez les jeunes de moins de 41 ans et chez les personnes ayant connu une forte volatilité de revenu. L'étude montre également que les américains réagissent de manière similaire aux européens de l'Est, valorisant les revenus de référence élevés, contrairement aux européens de l'Ouest.

En Allemagne, Schwarze et Harpfer (2007) confirment qu'une forte aversion aux inégalités coexiste avec une perception négative des politiques redistributives, jugées trop coûteuses pour les classes moyennes. Enfin, Grosfeld et Senik (2008) observent un changement structurel en Pologne : avant 1997, l'inégalité des revenus était positivement associée à la satisfaction et aux attentes d'avenir ; après 1997, ce lien disparaît, traduisant un sentiment croissant d'exclusion des bénéfices de la transformation économique.

En conclusion, les données empiriques suggèrent, fortement, que la perception de l'inégalité des revenus en tant que force négative dans la société dépend essentiellement de la mobilité perçue du pays et peut différer selon le groupe de revenu, les préférences politiques et l'âge. Pour l'Europe, un impact négatif de l'inégalité des revenus ou du « revenu du groupe de référence » sur le bonheur est observé. La transition entre les régimes politiques peut rendre l'association inégalité / bonheur positive ou négative dans le temps, en fonction du niveau d'attente suscité et de leur possible réalisation ou illusion.



CHAPITRE 3 : METHODOLOGIE DE LA DETERMINATION DE LA CLASSE MOYENNE

En raison de la multiplicité des critères permettant de caractériser la classe moyenne et des enjeux relatifs à celle-ci, il existe plusieurs méthodes pour la définir. En effet, ceux qui se sont intéressés à faire un inventaire des définitions en ont identifié déjà plus de 150 (R. Bigot et al. 2011). C'est pourquoi la définition d'une classe moyenne a toujours été un exercice délicat. En termes de classes moyennes, on ne parle presque jamais de la même chose, les objectifs variant en fonction de la problématique de l'étude. La notion de la classe moyenne peut être abordée sous l'angle des statuts sociaux, des métiers, des professions, du capital social ou culturel. Elle peut être aussi traitée sous l'angle économique. Dans ce cas, les indicateurs de niveau de vie utilisés sont le revenu, les dépenses de consommation ou le patrimoine.

Dans la présente étude, la classe moyenne est abordée, sous l'angle économique. Les travaux, sur les conditions de vie des ménages au Niger, ont montré que le niveau des ressources économiques est l'un des principaux déterminants des spécificités catégorielles parmi les marqueurs sociaux. Le patrimoine sera utilisé, ensuite, pour affiner le travail, et enfin, une approche conciliant les deux (2) méthodologies appelée « approche du noyau dur » sera utilisée pour déterminer la classe moyenne au Niger.

3.1 DETERMINATION DE LA CLASSE MOYENNE

Définir statistiquement les ménages appartenant à la classe moyenne revient à fixer deux (02) seuils de dépenses de consommation, un seuil « bas » et un seuil « haut », délimitant trois (03) catégories de population :

- **une population au-dessus du seuil « haut », que l'on qualifiera de « population aisée »**
- **une classe intermédiaire située entre ces deux seuils et constituant les ménages de la classe moyenne ;**
- **une population en dessous du seuil « bas », pouvant être qualifiée de pauvre.**

Aucune méthode standard n'existe pour définir les deux bornes. Elles sont pour la plupart définies *a priori* en utilisant l'approche relative ou l'approche absolue.

Pour le cas du Niger, l'atelier de validation de l'approche méthodologique de la première (1^{ère}) étude a recommandé d'utiliser la méthodologie d'Araar (2008), qui propose d'utiliser comme bornes une fois et trois fois le seuil de pauvreté. Toutefois, l'atelier est resté flexible sur la détermination de ces bornes. Il a suggéré, en effet, de retenir la possibilité de modifier les bornes de la classe moyenne fixées par Araar, au besoin, afin de mieux refléter les réalités du pays.

En tenant compte de cette recommandation, la présente étude a utilisé la méthode des quantiles proposée par Geneviève PRANDI, pour faire une analyse préalable de la distribution des dépenses de consommation par tête et par an. Ceci a permis de procéder au choix des deux bornes.

En utilisant la méthode des quantiles, il a été fixé le seuil inférieur de la classe moyenne à la valeur du quantile de l'indicateur du niveau de vie qui est le plus proche du seuil de pauvreté par valeur supérieure. En ce qui concerne la borne supérieure, elle est définie comme étant la valeur du quantile qui se situe entre le point d'inflexion (le point où la courbe change d'allure) le plus remarquable sur la courbe et le prochain quantile. Pour que le point d'inflexion soit le plus proche possible, il sera utilisé des déciles ou des quantiles d'ordre 20 (« vingtiles »).

L'analyse basée sur le patrimoine du ménage est utilisée comme une approche complémentaire. En effet, il est reconnu, par de nombreux économistes travaillant sur la pauvreté, que le bien-être est multidimensionnel. En se limitant à l'approche monétaire, elle n'aurait pas permis d'explorer toutes les dimensions du bien-être. De ce fait, les propositions de mesures pour un développement harmonieux du pays ne prendraient pas en compte tous les aspects liés aux conditions de vie des ménages.

Un indice composite de possession de bien a été construit en s'inspirant de ce qui se fait dans la revue de littérature (CAPOD, 2009, etc.). Ainsi, pour un ménage i , son indice composite de possession de bien A_i sera défini comme une combinaison linéaire des variables a_{ij} ($j=1, \dots, K$) des différents types d'actifs possédés par le ménage. Il s'agit d'éléments objectifs qui sont moins soumis aux fluctuations conjoncturelles.

$$A_i = \lambda_1 \alpha_{i,1} + \lambda_2 \alpha_{i,2} + \lambda_3 \alpha_{i,3} + \lambda_4 \alpha_{i,4} + \dots + \lambda_k \alpha_{i,k}$$

Les coefficients λ_i appelés "scores" sont déterminés par une Analyse des Correspondances Multiples (ACM). C'est une méthode d'exploration de données, particulièrement les données d'enquêtes. Elle s'applique à des tableaux de variables qualitatives décrites sur des individus statistiques. Elle fait partie des méthodes d'analyse factorielle les plus utilisées car elle est susceptible de s'appliquer à des variables aussi bien qualitatives que quantitatives. En effet, comme toute variable quantitative peut être transformée en variable qualitative, cette méthode reste potentiellement applicable aux variables quantitatives.

L'ACM se fait sur un Tableau Disjonctif Complet (TDC) comportant I individus et J variables qualitatives ($J > 2$). Soit K_j le nombre de modalités de chacune de ces variables, alors chacune de ces modalités est transformée en une variable dichotomique prenant la valeur 1 si l'individu présente la modalité et 0 sinon.

Le premier facteur qui explique le maximum d'information dans la base est utilisé comme échelle de niveau de vie. Afin de pouvoir utiliser cet indicateur composite de bien-être non monétaire dans tous les calculs, on le transforme par une simple translation qui permet d'avoir des valeurs positives uniquement.

Ainsi, en désignant par $icpb$, l'indice composite de possession de bien obtenu à partir de l'analyse multidimensionnelle, on a :

$$icpb_i = X_{i(fac1)} - \min(X_{i(fac1)})$$

Dans cette égalité, $X_{i(fac1)}$ est la coordonnée de l'individu i sur le premier (1^{er}) axe factoriel ; le minimum des coordonnées sur le premier axe est souvent le nombre négatif ayant la plus grande valeur absolue.

A partir des facteurs principaux une classification hiérarchique ascendante est faite pour déterminer le nombre de groupes. Un test d'homogénéité des groupes est réalisé pour s'assurer que les groupes sont homogènes. Elle est souvent faite grâce à une analyse discriminante.

La détermination du noyau dur de la classe moyenne se fait en croissant la classe moyenne selon les approches monétaire et non monétaire. Ainsi, le noyau dur de la classe moyenne désigne les ménages appartenant à la fois à la classe moyenne par l'approche monétaire et non monétaire.

3.2 CARACTERISATION DE LA CLASSE MOYENNE

Les données utilisées pour cette étude sont principalement celles de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) réalisée en 2021. Une analyse descriptive univariée, bivariée et factorielle a été faite pour caractériser la classe moyenne au Niger.

Il s'agit de déterminer les caractéristiques d'un ménage de la classe moyenne, en se basant sur les variables souvent rencontrées dans la littérature sur les classes moyennes. Les variables les plus utilisées sont : les caractéristiques sociodémographiques, la localisation du ménage, le secteur d'activités, la possession d'actifs physiques (équipement, bâtiment, terrain, biens durables), la possession d'actifs productifs, actifs humains (éducation et santé), etc.

Par ailleurs, une analyse des dépenses de consommation de la classe moyenne par poste de dépense a été faite. Ceci permet d'aborder la problématique de la connaissance de la fonction de demande de consommation de cette classe, afin de voir dans quelle mesure elle est différente de celle des autres



classes et dans quelle mesure elle peut influencer la croissance économique. Pour y arriver, douze postes de dépenses ont été retenus, conformément à la classification utilisée par l'INS dans le calcul de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC). Il s'agit de :

1. **Alimentation et boissons non alcoolisées ;**
2. **Boissons alcoolisées et tabac ;**
3. **Habillement et chaussures ;**
4. **Logement et électricité ;**
5. **Meubles, articles de ménages et entretien ;**
6. **Santé ;**
7. **Transport ;**
8. **Communication ;**
9. **Loisir, culture ;**
10. **Education ;**
11. **Restaurants ;**
12. **Biens et services divers.**

3.3 ANALYSE DES PERCEPTIONS DES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES

Les données sur les perceptions des ménages issues de l'EHCVM réalisée en 2021, ont permis de faire une analyse des perceptions du bien-être au Niger. Une attention particulière a été accordée à la classe moyenne. Ceci a permis d'évaluer le niveau de pauvreté selon l'approche subjective.

3.4 ANALYSE DES INEGALITES

L'analyse des inégalités a été faite à l'aide des indicateurs communément utilisés dans ce domaine : Courbe de Lorenz, indice de GINI, indice d'Atkinson et indice de Theil.

La **courbe de Lorenz** (ou courbe de concentration) est utilisée pour comparer les inégalités en matière de niveaux de vie. C'est une courbe de fréquences cumulées qui compare la distribution d'une variable spécifique (par exemple les dépenses de consommation) à la distribution uniforme qui représente l'égalité. Plus la courbe de Lorenz $L(p)$ est proche de la diagonale du carré unitaire, plus la distribution des dépenses totales de consommation est égalitaire. On dit que la distribution est parfaitement égalitaire si la courbe de Lorenz est confondue à la diagonale. A l'opposé, plus la courbe s'écarte de la diagonale, plus la distribution des dépenses totales de consommation est inégalitaire.

L'**indice de Gini** est plus utilisé pour la mesure des inégalités de bien-être. Il est basé sur la courbe de Lorenz qui compare le poids démographique d'une partie de la population avec son poids économique. Il varie entre 0 et 1. La mesure de Gini n'est pas décomposable entre les groupes, mais entre les sources de revenus ou les types de dépenses. Plus la valeur de l'indice de Gini est élevée (proche de 1), plus l'inégalité est grande au sein de la population étudiée et inversement.

Formellement, soit x_i un point sur l'axe des X et y_i un point sur l'axe des Y. Alors

$$Gini = 1 - \frac{1}{N} \sum_i^N (x_i - x_{i-1}) (y_i + y_{i-1})$$

Lorsqu'il y'a N intervalles égaux sur l'axe des X, cette formule se réduit à :

$$Gini = 1 - \frac{1}{N} \sum_i^N (y_i + y_{i-1})$$

Contrairement à l'indice de Gini, **l'indice d'Atkinson** est décomposable entre les groupes socio-économiques. Il est rarement utilisé. Il est donné par la formule suivante :

$$A_{\epsilon} = \begin{cases} 1 - \left[\frac{1}{N} \sum_i \left(\frac{y_i}{\bar{y}} \right)^{1-\epsilon} \right]^{1/(1-\epsilon)}, & \epsilon \neq 1 \\ 1 - \frac{\prod_{i=1}^N \left(y_i^{\frac{1}{N}} \right)}{\bar{y}}, & \epsilon = 1 \end{cases}$$

L'indice de Theil, largement utilisé dans les analyses d'inégalité, fait partie de la famille des indices d'entropie généralisée (GE) donnés par la formule

$$GE(\alpha) = \frac{1}{\alpha(\alpha-1)} \left[\frac{1}{N} \sum_{i=1}^N \left(\frac{y_i}{\bar{y}} \right)^{\alpha} - 1 \right]$$

La valeur de GE est comprise entre 0 et l'infinie, avec 0 signifiant une distribution égalitaire et une valeur élevée signifiant une inégalité forte. Le paramètre α est le poids donné à la distance entre revenus à différent point de la distribution. Les valeurs les plus utilisées de ce paramètre sont 0, 1 et 2. C'est l'indice T de Theil qui est retrouvé lorsque ce paramètre est égal à 1.

$$GE(1) = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N \frac{y_i}{\bar{y}} \ln \left(\frac{y_i}{\bar{y}} \right)$$

Lorsqu'il est égal à 0, c'est l'indice L de Theil encore connu sous le nom de *mean log deviation measure*.

3.5 TRAJECTOIRE D'EMERGENCE DE LA CLASSE MOYENNE

L'analyse de l'émergence de la classe moyenne se fera à travers un processus de Chaîne de Markov. Il s'agira d'apprécier la transition des ménages entre les trois états de la classe moyenne, la distribution ergodique et la mobilité des ménages dans les différents états. Cette analyse comprendra également la détermination des facteurs explicatifs de cette dynamique entre les trois états.

3.5.1 LES MATRICES DE TRANSITIONS ET PROBABILITES DE TRANSITION

Les matrices P de chaîne de Markov sont appelées des **matrices de transitions** de l'état de « pauvre » à celui de « non pauvre » ou de l'état de « non pauvre » à celui de « pauvreté ». Les éléments de la matrice $P=(P_{ij})$, $i=1,...,r$; $j=1,...,r$, sont **les probabilités de transition** de l'état « i » à l'état « j ». Elles traduisent la chance de passer de l'état i à l'état j et sont estimées par la méthode du maximum de vraisemblance selon la formule suivante :

$$p_{ij}=n_{ij}/n_{i\cdot},$$

avec n_{ij} = nombre de transition entre i et j,

$n_{i\cdot}$ = nombres d'observation dans l'état i.



3.5.2 LA DUREE MOYENNE DE TRANSITION ENTRE LES DIFFERENTS ETATS

Elle équivaut à la durée moyenne pour la chaîne de Markov de passer pour la première fois d'un état à l'autre. Pour cette étude, il s'agit du temps moyen nécessaire pour passer à l'état de « classe moyenne » pour la première fois sachant qu'on occupe celui de « pauvre » ou à l'état de « classe des aisés » sachant qu'on était dans la « classe moyenne ». Cette durée est notée m_{ij} comme élément de la matrice M de durée moyenne au premier passage avec :

$$M = (I - Z + cc'Z_{diag})D \text{ Où}$$

c , est la matrice colonne dont tous les éléments sont égaux à 1,

Z est la matrice de la chaîne de Markov ergodique avec $Z = (I - P + W)^{-1}$,

W est la matrice limite où toutes les lignes sont égales aux vecteurs des probabilités limites π_j ,

Z_{diag} est la matrice diagonale tirée de Z ,

D est la matrice diagonale d_{ii} sont égaux à $1/\pi_i$.

3.5.3 LA DISTRIBUTION LIMITE OU ERGODIQUE

On parle de distribution ergodique d'une chaîne de Markov lorsque quel que soit n , les éléments de la puissance $n^{\text{ième}}$ de la matrice P^n sont différents de zéro (0). Cette situation est obtenue à l'équilibre des différents états de la classe moyenne. Ainsi, notons par π_j les probabilités à l'équilibre d'appartenir aux états e_j ($j=1, \dots, k$), de la classe moyenne,

$$\text{alors : } \pi_j = \sum_{i=1}^k \pi_i * P_{ij} \text{ avec } \sum_{j=1}^k \pi_j = 1$$

Cette équation a pour solution sous forme matricielle $\Pi' = c'(I - P + cc')^{-1}$

Où

$$\Pi = \begin{pmatrix} \pi_1 \\ \vdots \\ \pi_k \end{pmatrix}, c = \begin{pmatrix} 1 \\ \vdots \\ 1 \end{pmatrix} \text{ et } I \text{ une matrice carrée identité d'ordre } k.$$

Ainsi, les π_j sont la proportion des ménages ou des individus de l'état de défavorisé j préalablement définie lorsque le processus est en équilibre. Il est la situation prévisionnelle de des ménages défavorisés à long terme, toutes choses égales par ailleurs.

3.5.4 LES INDICES DE MOBILITE

La connaissance de la mobilité des ménages dans l'occupation des différents états de la classe moyenne est importante dans l'appréciation de la dynamique. Pour ce faire, plusieurs indicateurs de mobilité ont été construits pour l'appréciation de la vitesse de convergence vers une distribution limite. Ainsi, les indicateurs de mobilité qui résultent des matrices de transitions sont les meilleurs indices de mobilité dans la mesure où les valeurs des probabilités sur leurs diagonales montrent clairement l'intensité avec laquelle les individus ont maintenu leur état de départ et les autres éléments renseignent sur la valeur des changements intervenus vers les autres états entre les deux 2018 et 2021. En effet, la matrice de transition permet de distinguer selon Regoli et al., (2003) (cité par Hodonou, 2010) les « stayers », c'est-à-dire les ménages qui n'ont pas changé de statut initial et les « movers » pour les ménages qui ont transité vers un autre état.

3.6 SOURCES DE DONNEES

Les données utilisées pour cette étude proviennent essentiellement de la base de données issue des Enquêtes (ECVMA 2014, EHCVM 2018 et 2021), réalisées par l'INS.

CHAPITRE 4 : PRESENTATION DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ETUDE

Cette partie est consacrée à la présentation des différents résultats concernant la caractérisation de la classe moyenne, l'analyse des inégalités et la trajectoire d'émergence.

4.1. DETERMINATION DE LA CLASSE MOYENNE AU NIGER EN 2021

Trois (3) approches ont été retenues pour la détermination de la classe moyenne au Niger, à savoir : l'approche monétaire, l'approche non monétaire et l'approche du noyau dur.

4.1.1 APPROCHES MONETAIRE ET NON MONETAIRE

Il convient de rappeler que l'approche monétaire est basée sur les dépenses annuelles de consommation par tête. Quant à l'approche non monétaire, elle est basée d'une part, sur le patrimoine, c'est-à-dire la possession d'actifs ou de biens par le ménage et d'autre part, les caractéristiques socioéconomiques et démographiques du ménage et de son chef.

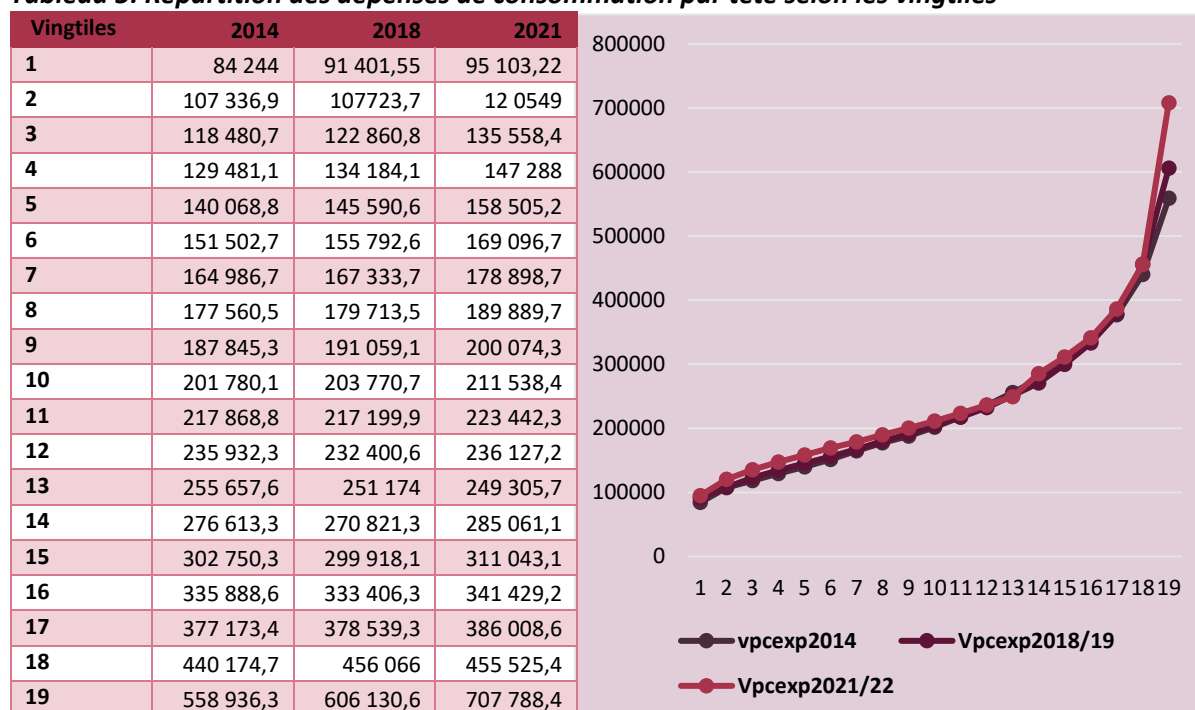
S'agissant de l'approche monétaire, une analyse de la distribution des dépenses annuelles de consommation par tête a été effectuée en utilisant les vingtiles (quantiles d'ordre 20). En effet, la distribution de la consommation par tête a été découpée en 20 classes de taille égale, comme l'indique le tableau ci-dessous, afin de faciliter la détermination des bornes de la classe moyenne.

Il ressort du graphique ci-après que, l'allure des trois (3) courbes est la même. Le niveau de consommation a connu une augmentation par rapport à 2018.

L'analyse de la distribution des dépenses annuelles de consommation fait ressortir que les huit premiers vingtiles ont des valeurs inférieures au seuil national de la pauvreté en 2021 (195 760,2 F CFA). Ce dernier correspond à la borne inférieure de la classe moyenne. En s'inspirant du graphique, le changement d'allure (point d'inflexion) intervient au 18^{ème} vingtile correspondant à la borne supérieure de la classe moyenne (455 525,4 F CFA). Quant à la dernière classe (aisés), elle inclut tous les individus ayant une dépense annuelle de consommation supérieure ou égale à 455 525,4 F CFA.

Ainsi, les nigériens dont les dépenses annuelles de consommation par tête en 2021 sont :

- **Inférieures à 195 760,2 F CFA sont de la classe des défavorisés ;**
- **Entre 195 760,2 F CFA et 455 525,4 F CFA sont de la classe moyenne ;**
- **Supérieures ou égales à 455 525,4 F CFA sont de la classe des aisés.**

**Tableau 5: Répartition des dépenses de consommation par tête selon les vingtiles**

Source : Calcul des auteurs sur les ECMVA 2014 et EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

Les résultats issus de l'approche monétaire montrent qu'en 2021, 48,7% de la population Nigériennes sont de la classe moyenne, 41,9% sont de la classe des défavorisés et 9,5% se retrouvent dans la classe des aisés. Il convient de noter qu'entre 2014 et 2021, la proportion des défavorisés a baissé de 4,8 points de pourcentage. Cette baisse a favorisé les deux autres classes à travers un gain de 2,5 points de pourcentage pour la classe moyenne et 2,4 points de pourcentage pour celle des aisés.

Concernant l'approche non monétaire, en 2021, 42,5% de la population nigérienne se retrouvent dans la classe des défavorisés, 49,1% dans la classe moyenne et 8,4% dans la classe des aisés. De plus, entre 2014 et 2021, une hausse de la proportion de la classe des défavorisés a été observée de 4,2 points de pourcentage, au détriment de la classe moyenne (-2,6 points) et de celle des aisés (-1,6 points). Par rapport à 2018, la proportion de la classe des défavorisés en 2021 a augmenté de 2,5 points de pourcentage. En revanche, les classes moyennes et des aisés ont toutes baissé, avec respectivement 0,9 et 1,6 points de pourcentage.

Tableau 6: Évolution de la population nigérienne selon les trois (03) classes de niveau de vie (%) de 2014 à 2021

Classe de niveau de vie	Approche monétaire			Approche non monétaire		
	2014	2018	2021	2014	2018	2021
Classe des défavorisés	46,7	43,3	41,9	38,3	40,0	42,5
Classe moyenne	46,2	48,6	48,7	51,7	50,0	49,1
Classe des aisés	7,1	8,1	9,5	10,0	10,0	8,4
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Calcul des auteurs sur les ECMVA 2014 et EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

De façon plus spécifique, on remarque qu'au niveau de l'approche monétaire, la borne inférieure de la classe moyenne a connu une baisse de 2,4 points de pourcentage entre 2018 et 2021, passant ainsi de 33,3% à 30,9%. Cette même variation est constatée au niveau de la borne supérieure mais dans le sens inverse.

Quant à l'approche non monétaire, une baisse est observée au niveau de la borne inférieure de la classe moyenne (33,3% en 2018 contre 32,5% en 2021). Par ailleurs, la borne supérieure de la classe moyenne a connu une relative stabilité sur la période (16,7% en 2018 et 16,6% en 2021).

Tableau 7: Évolution de la population nigérienne selon les quatre (04) classes de niveau de vie (%) de 2014 à 2021

Classe de niveau de vie	Approche monétaire			Approche non monétaire		
	2014	2018	2021	2014	2018	2021
Classe des défavorisés	46,7	43,3	41,9	38,3	40	42,5
Classe moyenne inférieure	32,6	33,3	30,9	23,8	33,3	32,5
Classe moyenne supérieure	13,6	15,3	17,7	27,9	16,7	16,6
Classe des aisés	7,1	8,1	9,5	10,0	10,0	8,4
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Calcul des auteurs sur les ECMVA 2014 et EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

4.1.2 DETERMINATION DU NOYAU DUR DE LA CLASSE MOYENNE NIGERIENNE

Les individus appartenant au noyau dur de la classe moyenne sont ceux qui, lorsqu'on croise les résultats selon les deux (2) approches, maintiennent leurs positions. Ainsi, le noyau dur de la classe moyenne signifie la proportion des ménages appartenant à la classe moyenne selon les deux (2) approches (monétaire et non monétaire). A l'issue des deux (2) précédentes études, le noyau dur de la classe moyenne a été retenu comme étant la classe moyenne du Niger. En effet, l'analyse de la transition interclasse en 2014 a fait ressortir que le noyau dur de la classe moyenne est beaucoup moins sensible aux chocs et est beaucoup plus robuste que la classe moyenne selon l'approche monétaire ou non monétaire.

En 2021, l'approche du noyau dur révèle que la proportion des ménages appartenant à la classe moyenne est de 25,8% en régression de 1,3 points de pourcentage par rapport à celle de 2018. Ce rétrécissement serait imputable à la hausse de la pauvreté monétaire de 2021 en lien avec la covid 19 et la situation sécuritaire du pays. La classe des défavorisés a enregistré une baisse de 1,2 points de pourcentage par rapport à 2018. En effet, la proportion est passée de 23% en 2018 à 21,8% en 2021. Comme la classe moyenne, la classe des aisés a baissé passant de 4,8% en 2018 à 2,7% en 2021.

Tableau 8: Croisement des classes de niveau de vie en trois (3) groupes selon l'approche monétaire et non monétaire en 2021

Classe de niveau de vie	Classe des défavorisé	Classe moyenne	Classe des aisés	Total
Classe des défavorisé	21,8	19,2	0,9	41,9
Classe moyenne	18,6	25,8	4,5	48,7
Classe des aisés	2,4	4,2	2,7	9,5
Total	42,5	49,1	8,1	100

Source : Calcul des auteurs EHCVM 2021, INS Niger



Afin d'affiner les analyses, le noyau dur de la classe moyenne, a été décomposé en deux (2) classes : la classe moyenne supérieure et la classe moyenne inférieure. Ainsi en 2021, la proportion de la classe moyenne supérieure du noyau dur est de 4,6% en rétrécissement de 0,1 point par rapport à 2018 (4,7%). Celle de la classe moyenne inférieure est de 10,7% contre 12,4% en 2018, soit une baisse de 1,7 points de pourcentage.

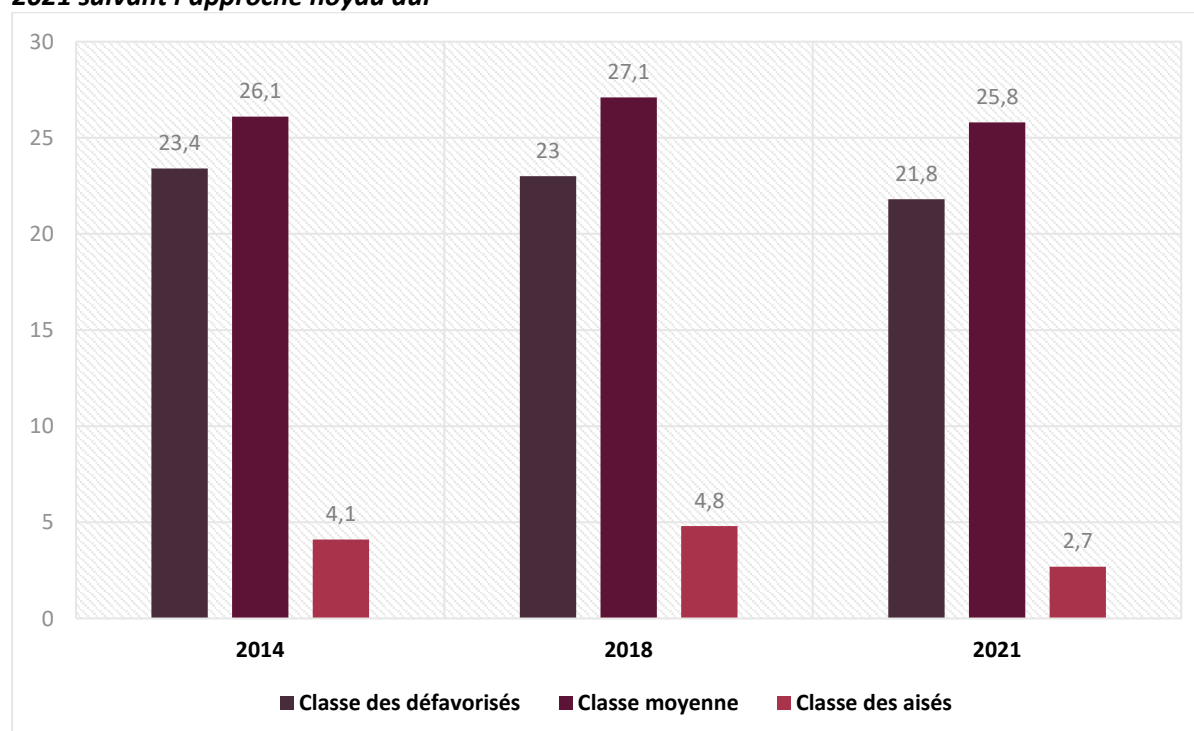
Tableau 9: Croisement des classes de niveau de vie en quatre (4) groupes selon l'approche monétaire et non monétaire en 2021

Classe de niveau de vie	Classe des défavorisé	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des aisés	Total
Classe des défavorisé	21,8	14,6	4,6	0,9	41,9
Classe moyenne inférieure	13,2	10,7	5,4	1,6	30,9
Classe moyenne supérieure	5,4	5,1	4,6	2,9	17,7
Classe des aisés	2,4	1,8	2,4	2,7	9,5
Total	42,5	32,5	16,6	8,4	100

Source : Calcul des auteurs EHCVM 2021, INS Niger

L'analyse de l'évolution des classes de niveau de vie montre un rétrécissement de la classe des défavorisés, variant de 23,4% en 2014 à 21,8% en 2021. Quant à la classe moyenne, elle a connu une évolution mitigée, passant de 26,1% en 2014 à 27,1% en 2018 avant de chuter à 25,8% en 2021. S'agissant de la classe des aisés, elle a connu une baisse sur la période, passant de 4,1% en 2014 puis à 4,8% en 2018 et enfin se stabilise à 2,7% en 2021.

Graphique 1:Évolution de la population nigérienne selon les classes de niveau de vie (%) de 2014 à 2021 suivant l'approche noyau dur



Source : Calcul des auteurs sur les ECMVA 2014 et EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

4.2 CARACTERISTIQUES DE LA CLASSE MOYENNE NIGERIEENNE EN 2021

Cette partie décrit les principales caractéristiques de la classe moyenne nigérienne. Un accent particulier est mis sur la classe moyenne issue de l'**approche noyau dur**, car celle-ci représente la classe moyenne retenue pour le Niger.

4.2.1 LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DE LA CLASSE MOYENNE NIGERIEENNE EN 2021

Selon l'approche monétaire, la classe des défavorisés est plus marquée à Tillabéri (49,4%) dépassant légèrement Diffa (47,9%), suivi de Maradi (44,8%). Cette classe est moins marquée à Agadez (15,3%) après Niamey (0%)⁴. Pour la classe moyenne, les régions d'Agadez (61,2%), de Tahoua (55%) et de Dosso (50,1%) ont enregistré les proportions les plus élevées, et celles ayant les moins élevées sont Tillabéri (40,6%) et Diffa (46,1%). S'agissant de la classe des aisés, les régions de Diffa (6%), Dosso (7,7%), Maradi (8,1%) et Tahoua (8,8%) ont affiché des proportions inférieures à la moyenne nationale (9,5%). Alors que Niamey se démarque des autres régions, avec une proportion de 51,6% nettement supérieure à la moyenne nationale.

Suivant l'approche non monétaire, la proportion de la classe des défavorisés est plus importante dans les régions de Diffa (56%) et Tillabéri (53,8%). A l'inverse, les régions de Niamey (0,0%), Maradi (34,2%), Dosso (38,1%) et Tahoua (41,6%) affichent des proportions inférieures à la moyenne nationale (42,5%). Quant à la classe moyenne, elle est plus localisée dans les régions de Maradi (57,7%), Dosso (54,7%) et Tahoua (51,6%). Tandis que la classe des aisés est plus abritée dans les régions de Niamey (76,9%) et d'Agadez (18,3%).

En ce qui concerne l'approche noyau dur, les régions de Tillabéri (33,2%) et Diffa (31,0%) ont les proportions de classe des défavorisés au-dessus de la moyenne nationale (20,6%), tandis que les régions de Niamey (0,0%) et Agadez (8,3%) affichent les proportions les plus basses. La classe moyenne est beaucoup plus observée à Dosso (29,6%), suivie de Maradi (27,9%) et Tahoua (27,8%) au-dessus de la moyenne nationale (24,8%). Cette proportion est plus faible à Diffa (17,3%) et Niamey (18,2%). Au niveau de la classe des aisés, une prédominance a été observée à Niamey (68,2%), très loin de la moyenne nationale (5,2%). Elle est suivie des régions d'Agadez, Tillabéri et Zinder, respectivement 15,3%, 5,9% et 5,4%.

Tableau 10: Proportion de la classe moyenne nigérienne par région selon l'approche monétaire (AM), approche non monétaire (ANM) et noyau dur (ND)

Région de résidence	Classe des défavorisés			Classe moyenne			Classe des aisés		
	AM	ANM	ND	AM	ANM	ND	AM	ANM	ND
Agadez	15,3	43,4	8,3	61,2	38,3	22,5	23,5	18,3	15,3
Diffa	47,9	56	31	46,1	36,1	17,3	6	7,9	3,9
Dosso	42,1	38,1	20,1	50,1	54,7	29,6	7,7	7,2	4,9
Maradi	44,8	34,2	17,1	47,1	57,7	27,9	8,1	8,2	3,6
Tahoua	36,1	41,6	16,2	55	51,6	27,8	8,8	6,7	2,9
Tillabéri	49,4	53,8	33,2	40,6	37,9	18,8	10	8,3	5,9
Zinder	41,2	44,8	18,8	48,6	47,2	22	10,2	8,1	5,4
Niamey	0,0	0,0	0,0	48,4	23,1	18,2	51,6	76,9	68,2
Ensemble	41,9	42,5	20,6	48,7	49,1	24,8	9,5	8,4	5,2

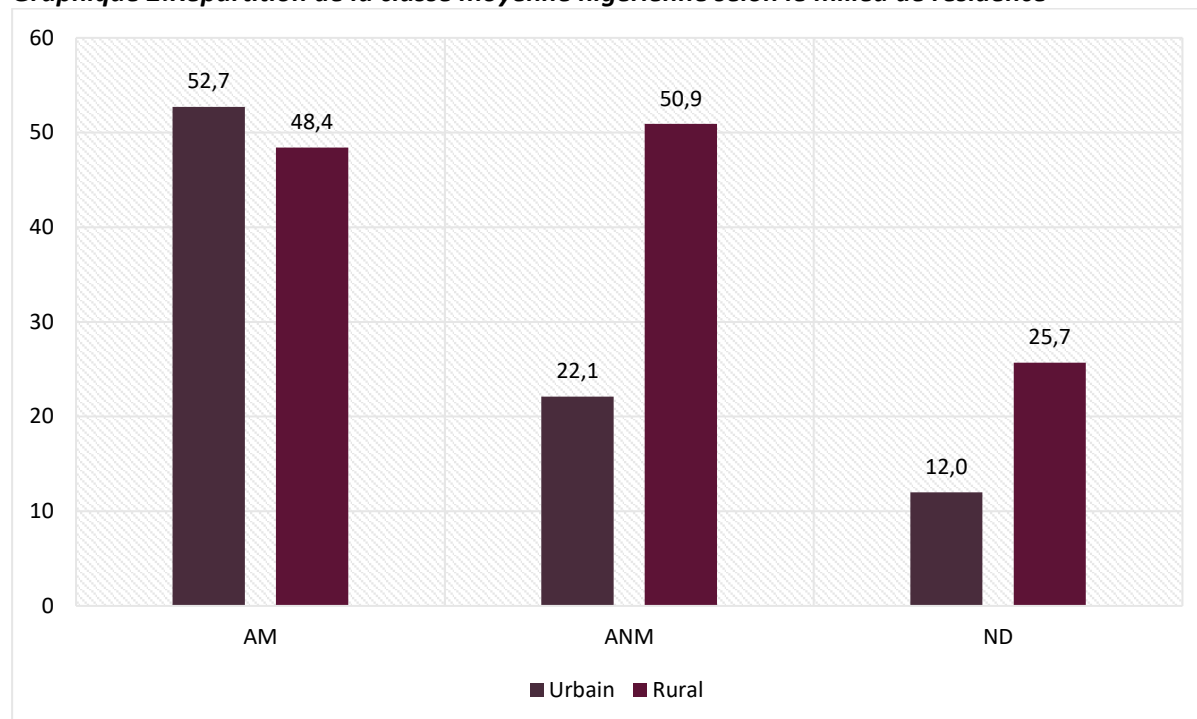
Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

⁴ Selon l'approche monétaire fixant le seuil inférieur de la classe moyenne à 195 760,2 F CFA, il n'existe pas de pauvre à Niamey.



L'analyse du graphique ci-dessous fait ressortir que la proportion de la classe moyenne est plus élevée en milieu urbain (52,7%) qu'en milieu rural (48,4%) en 2021, suivant l'approche monétaire. En revanche, la proportion de la classe moyenne est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain suivant les deux autres approches.

Graphique 2: Répartition de la classe moyenne nigérienne selon le milieu de résidence



Source : Calcul des auteurs sur les ECMVA 2014 et EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

En termes d'approche monétaire, une différence des proportions entre milieux urbain et rural est plus observée dans la classe moyenne supérieure, avec respectivement 22,3% et 17,4%, soit un écart de 4,9 points de pourcentage contre seulement 0,6 point au sein de la classe moyenne inférieure.

En ce qui concerne l'approche non monétaire, l'écart le plus marqué est observé au sein de la classe moyenne inférieure. En effet, la proportion est de 1,2% en milieu urbain contre 34,6% en milieu rural, soit une différence de 33,4 points de pourcentage. La même situation est observée selon l'approche noyau dur.

Tableau 11: Répartition de la classe moyenne inférieure et supérieure nigérienne par approche selon le milieu de résidence

Approches	Classe moyenne inférieure		Classe moyenne supérieure	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural
AM	30,4	31,0	22,3	17,4
ANM	1,2	34,6	20,9	16,3
ND	0,1	10,2	4,4	3,9

Source : Calcul des auteurs sur les ECVMA 2014 et EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

4.2.2 CLASSES DE NIVEAU DE VIE AU NIGER SELON LA TAILLE DU MENAGE

Il découle du tableau ci-dessous, que la taille moyenne du ménage de la classe des défavorisés est plus élevée que celle des autres classes quelle que soit l'approche. En effet, la taille moyenne du ménage de la classe des défavorisés est de 8,3 personnes selon l'approche monétaire, 9,1 au niveau de l'approche non monétaire et 7,8 pour l'approche noyau dur. Pour les ménages de la classe des aisés, la taille moyenne est de 5,3 ; 6,5 et 7 personnes respectivement.

Tableau 12:Classes de niveau de vie selon la taille du ménage en 2021

Classe de niveau de vie	Approche monétaire	Approche non monétaire	Noyau dur
Classe des défavorisés	8,3	9,1	7,8
Classe moyenne inférieure	7,3	8,1	7,6
Classe moyenne supérieure	6,2	7,7	7,3
Classe des aisés	5,3	6,5	7,0
Total	7,4	7,4	7,6

Source : Calcul des auteurs sur les données EHCVM 2021, INS Niger

4.2.3 CLASSES DE NIVEAU DE VIE AU NIGER ET EDUCATION DU CHEF DE MENAGE

Pour le niveau d'instruction du chef de ménage, pour toutes les approches, la proportion des nigériens dont le chef de ménage n'a aucun niveau d'instruction est plus élevée parmi ceux de la classe des défavorisés. En effet, cette proportion est de 43,3% selon l'approche monétaire et 48,4% au niveau de l'approche non monétaire.

Au sein des ménages dont le chef a un niveau primaire, la proportion est plus aussi élevée dans la classe des défavorisés (35,1%), suivie de ceux de la classe moyenne inférieure (31,9%), selon l'approche monétaire. Pour l'approche non monétaire, les proportions sont plus élevées dans la classe moyenne inférieure (35,5%) et dans la classe moyenne supérieure (33,9%).

Concernant les individus dont le chef de ménage a un niveau d'instruction supérieur, la proportion est beaucoup plus importante dans la classe des aisés, avec 76,4% selon l'approche monétaire et jusqu'à 99,5% au niveau de l'approche non monétaire.

Tableau 13:Classes de niveau de vie par le niveau d'instruction du Chef de Ménage (CM) en 2021

Niveau d'instruction du chef de ménage	Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des aisés	Total
Approche monétaire					
Aucun	43,3	31,3	17	8,4	100
Primaire	35,1	31,9	20,1	12,9	100
Secondaire	35,4	25,7	23,6	15,3	100
Supérieur	0,0	3,8	19,7	76,4	100
Ensemble	41,9	30,9	17,7	9,5	100
Approche non monétaire					
Aucun	48,4	32,2	13,9	5,5	100,0
Primaire	14,2	35,5	33,9	16,4	100,0
Secondaire	8,4	33,3	28,3	30,0	100,0
Supérieur	0,0	0,0	0,5	99,5	100,0
Ensemble	42,5	32,5	16,6	8,4	100,0

Source : Calcul des auteurs sur les données EHCVM 2021, INS Niger



Selon l'approche noyau dur, la proportion des personnes dont le chef de ménage n'a aucun niveau d'instruction est plus importante dans la classe des défavorisés (23,3%). Elle est plus faible dans la classe des aisés (1,6%). Pour les individus appartenant aux ménages dont le chef a un niveau d'instruction primaire, la proportion dominante s'observe au niveau de la classe moyenne inférieure (10,4%), suivie de la classe moyenne supérieure (10,1%). S'agissant du niveau d'instruction supérieur du chef de ménage, seule la classe des aisés a une proportion de 76%.

Tableau 14: Classes de niveau de vie selon le niveau d'instruction du CM en 2021, approche noyau dur en (%)

Niveau d'instruction	Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des aisés	Noyau dur	Total
Aucun	24,9	11,2	3,1	1,5	59,3	100
Primaire	7,2	9,4	13,9	5,5	64,0	100
Secondaire	5,3	6,2	10,5	8,1	69,9	100
Supérieur	0,0	0,0	0,0	85,2	14,8	100
Total	21,8	10,7	4,6	2,7	60,3	100

Source : Calcul des auteurs sur les données EHCVM 2021, INS Niger

4.2.4 CLASSES DE NIVEAU DE VIE SELON LA CATEGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE

L'analyse du niveau de vie selon l'approche du noyau dur révèle que la proportion des défavorisés est plus importante parmi les travailleurs pour compte propre (25,4%) suivi des ouvriers non qualifiés (10,8%). La classe moyenne supérieure concentrés parmi les cadres (9,6%) et les patrons (9,6%). Quant à la classe des aisés, c'est toujours les cadres (34,5%) qui sont plus représentés.

Tableau 15: Classe de niveau de vie selon la catégorie socioprofessionnelle approche noyau dur

Catégorie socioprofessionnelle	Classe des défavorisés	Classe moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des aisés	Noyau dur	Total
Non occupés	47,2	0,0	0,0	0,4	52,4	100
Cadres	0,0	3,1	9,6	34,5	52,8	100
Ouvrier non qualifié	10,8	14,6	5,8	3,4	65,4	100
Travailleur pour compte propre	25,4	10,9	3,5	1,5	58,7	100
Patron	7,1	10,9	9,6	4,9	67,5	100
Autres	1,7	0,0	8,0	0,0	90,3	100
Total	21,8	10,7	4,6	2,7	60,3	100

Source : Calcul des auteurs sur les données EHCVM 2021, INS Niger

4.2.5 CONDITIONS DE VIE DES MENAGES

Les conditions de vie des ménages sont appréhendées à travers le nombre de pièces d'occupation du logement, le type de logement, le statut d'occupation actuel, la principale source d'éclairage du logement, le mode d'évacuation des déchets et des eaux usées, la source d'énergie pour la cuisson et l'utilisation de l'eau de boisson potable.

4.2.5.1 Nombre de personnes par pièces du logement

Quelle que soit l'approche considérée, le nombre moyen de personnes par pièce du logement dans les Classe des aisés et de moyenne supérieure est au plus de 3. Tandis que dans les cas des classes moyennes inférieures et défavorisés, ce nombre est au moins de 3. Cette situation traduit une certaine inégalité en termes de confort et d'espace de vie.

Tableau 16: Nombre moyen de personnes par pièce du logement

Classes de bien-être	Approche monétaire	Approche non monétaire	Noyau dur
Classe des défavorisés	3,5	3,1	3,5
Classe Moyenne inférieure	2,8	3,0	2,8
Classe moyenne supérieure	2,5	2,8	2,4
Classe des aisés	2,0	2,7	1,9
Total	2,9	2,9	2,9

Source : Calcul des auteurs sur les données EHCVM 2021, INS Niger

4.2.5.2 Statut d'occupation actuelle du logement

Quelle que soit l'approche considérée, la classe des défavorisés et la classe moyenne sont majoritairement des propriétaires sans titre avec respectivement 93% et 82,2% et inversement une proportion importante des classes aisées sont propriétaires avec titre (50,6 %). Pour toutes les approches, la location reste marginale au niveau des différentes classes. Pour les occupants logés gratuitement, l'approche non monétaire présente la plus forte proportion au niveau de la classe des aisés.

Tableau 17: Statuts d'occupation de logement selon les trois (3) approches

Statut d'occupation	Classe des défavorisés			Classe moyenne			Classe des aisés		
	AM	ANM	ND	AM	ANM	ND	AM	ANM	ND
Propriétaire avec titre	4,0	0,2	0,0	7,1	5,2	4,8	17,4	49,4	50,6
Propriétaire sans titre	86,3	91,7	93,0	80,5	82,0	82,2	66,5	29,1	25,7
Locataire	0,2	0,0	0,0	0,6	0,4	0,4	2,7	5,6	8,4
Logé gratuitement	9,0	7,7	6,4	11,5	12,1	12,5	12,9	15,9	15,3
Autres	0,5	0,5	0,6	0,2	0,3	0,1	0,4	0,0	0,0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Calcul des auteurs EHCVM 2021, INS Niger

4.2.5.3 Utilisation de l'eau de boisson par le ménage

Il existe d'énormes inégalités dans l'accès à l'eau potable entre les classes de niveau de vie. Selon l'approche monétaire, 45,4% des défavorisés ont accès à l'eau potable contre 53,8% pour la classe moyenne inférieure et près de 70 % pour la classe des aisés. La même tendance s'observe au niveau des deux autres approches.



Tableau 18: Pourcentage des ménages consommant de l'eau de boisson potable/non potable selon les quatre (4) classes (%)

Eau de boisson	Classe des défavorisés	Classe Moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des aisés	Total
Approche monétaire					
Non potable	54,6	46,2	37,1	30,7	46,6
Potable	45,4	53,8	62,9	69,3	53,4
Total	100	100	100	100	100
Approche non monétaire					
Non potable	83,2	25,3	15,9	5,0	46,6
Potable	16,8	74,7	84,1	95,0	53,4
Total	100	100	100	100	100
Noyau dur					
Non potable	80,9	22,7	12,7	6,0	54,6
Potable	19,1	77,3	87,3	94,0	45,4
Total	100	100	100	100	100

Source : Calcul des auteurs EHCVM 2021, INS Niger

En matière d'accès à l'électricité, la classe des défavorisés affiche les proportions les moins élevées avec 9,2%, pour l'approche monétaire, 5,3% pour l'approche non monétaire et 5,8% pour l'approche noyau dur. Par contre, la classe des aisés enregistre des proportions relativement élevées à savoir 45,8%, 78,5% et 90,4% respectivement pour les trois approches. L'accès à l'énergie reste donc un privilège des plus riches.

Tableau 19: Accès à l'électricité selon les classes de niveau de vie

Accès à l'électricité	Classe des défavorisés	Classe Moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des aisés	Total
Approche monétaire					
Non accès	90,8	80	73,2	54,2	80,9
Accès	9,2	20	26,8	45,8	19,1
Total	100	100	100	100	100
Approche non monétaire					
Non accès	94,7	92,3	53,1	21,5	80,9
Accès	5,3	7,7	46,9	78,5	19,1
Total	100	100	100	100	100
Noyau dur					
Non accès	94,2	86,3	33,8	9,6	79,8
Accès	5,8	13,7	66,2	90,4	20,2
Total	100	100	100	100	100

Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

Suivant l'approche noyau dur, plus de la moitié des personnes de toutes les classes possèdent un téléphone portable avec des proportions plus importantes dans la classe des aisés (92,5%) et celle des moyennes (70,6% et 81,2%). Quant à l'utilisation de l'internet, elle est globalement faible (seulement 12,1 % en moyenne), mais très élevée chez les aisés (61,6 %). Aussi, la possession des ordinateurs et autres canaux d'information (décodeur/antenne) est presque exclusivement réservées à la classe des aisés.

Tableau 20: Accès aux technologies de l'information et de la communication selon l'approche noyau dur en 2021 (%)

Classe de bien être	Classe des défavorisés	Classe Moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des aisés	Noyau non dur	Total
Possession de téléphone portable						
Non	49,7	29,4	18,8	7,5	33,2	35
Oui	50,3	70,6	81,2	92,5	66,8	65
Total	100	100	100	100	100	100
Utilisation de l'internet						
Non	96,4	91,5	78,2	38,4	87,2	87,9
Oui	3,6	8,5	21,8	61,6	12,8	12,1
Total	100	100	100	100	100	100
Le ménage possède un ordinateur						
Non	100	100	100	90,9	99,5	99,8
Oui	0,0	0,0	0,0	9,1	0,5	0,2
Total	100	100	100	100	100	100
Le ménage possède un décodeur/antenne						
Non	100	100	96,1	61,8	97,5	97,9
Oui	0,0	0,0	3,9	38,2	2,5	2,1
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Calcul des auteurs , EHCVM 2021, INS Niger

4.2.5.4 Utilisation des toilettes saines et évacuation saine des eaux usées

Quelle que soit la classe de niveau de vie considérée, le niveau d'utilisation des toilettes saines et modes d'évacuation des eaux usées reste très faible. En moyenne, seuls 4,9% des personnes de l'ensemble des classes utilisent des toilettes saines et évacuent sainement les déchets. En ce qui concerne l'évacuation saine des eaux usées, une moyenne de 0,5% a été enregistrée pour toutes les classes. Cette situation découle de l'inadéquation des infrastructures d'évacuation des eaux usées.

**Tableau 21: Utilisation des toilettes saines et modes d'évacuations des eaux et des déchets**

Classe de bien-être	Classe des défavorisés	Classe Moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des aisés	Ensemble
utilisation des toilettes saines					
Non	98,6	94,1	92,5	82,7	95,1
Oui	1,4	5,9	7,5	17,3	4,9
Total	100	100	100	100	100
Déchets évacués sainement					
Non	96,4	95,5	95,3	84,7	95,1
Oui	3,6	4,5	4,7	15,3	4,9
Total	100	100	100	100	100
Eaux usées évacuées sainement					
Non	99,7	99,6	99,6	96,9	99,5
Oui	0,3	0,4	0,4	3,1	0,5
Total	100	100	100	100	100

Source : Calcul des auteurs EHCVM 2021, INS Niger

4.3 PERCEPTION DES MENAGES SUR LEURS CONDITIONS DE VIE

L'exploration des perceptions des ménages sur leur propre niveau de vie constitue un complément précieux aux analyses basées uniquement sur des indicateurs objectifs tels que les dépenses par tête ou l'Indice Composite de Possession de Biens (ICPB). Elle introduit une dimension plus sociale et subjective à l'étude de la classe moyenne, permettant de prendre en compte des aspects psychologiques que les mesures quantitatives s'en passent souvent (Fondapol, 2011). Dans la littérature, la méthode couramment utilisée pour cette approche est l'auto-évaluation ou l'auto-positionnement des individus sur l'échelle sociale du pays.

Cette méthode s'inscrit dans une perspective relativiste. Ainsi, elle reflète une appréciation globale du contexte social et non une simple mesure des ressources matérielles. En effet, le positionnement déclaré par un individu dépend à la fois de la perception qu'il a de ses propres moyens économiques et culturels, puis de sa représentation de la structure sociale dans laquelle il évolue (Fondapol, 2011). La combinaison de ces éléments nourrit ainsi l'image qu'il se fait de sa place dans la hiérarchie sociale.

Toutefois, cette approche présente certaines limites liées notamment à la tendance fréquente à sous-évaluer son statut réel, surtout parmi ceux qui appartiennent aux catégories les plus aisées. Cette sous-déclaration illustre un biais inhérent au relativisme social et explique en partie les écarts observés entre indicateurs objectifs et déclarations subjectives.

Dans le cadre de l'EHCVM, plusieurs questions ont permis de recueillir ces perceptions, notamment :

- **Comment évaluez-vous votre niveau de vie ? (bien, assez bien, passablement, difficilement, ne sait pas) ;**
- **Comment jugez-vous votre situation par rapport à vos voisins ? (Nettement mieux, un peu mieux, pareillement, moins bien, ne sait pas) ;**
- **Et par rapport aux habitants de Niamey ? (Nettement mieux, un peu mieux, pareillement, moins bien, ne sait pas) ;**
- **Enfin, comment classez-vous votre ménage ? (Riche, moyen, pauvre, très pauvre, ne sait pas).**

Les réponses des ménages ayant exprimé leur point de vue ont servi à élaborer les graphiques et tableaux ci-après.

L'analyse des résultats de perception des ménages indique que plus de 57% des personnes dans toutes les classes affirment avoir un niveau de vie passable. En revanche, 29,8% des personnes de la classe des défavorisés estiment vivre difficilement contre 11,2% pour la classe des aisés. Au niveau de cette dernière, 23,2% perçoivent leur niveau de vie assez bien.

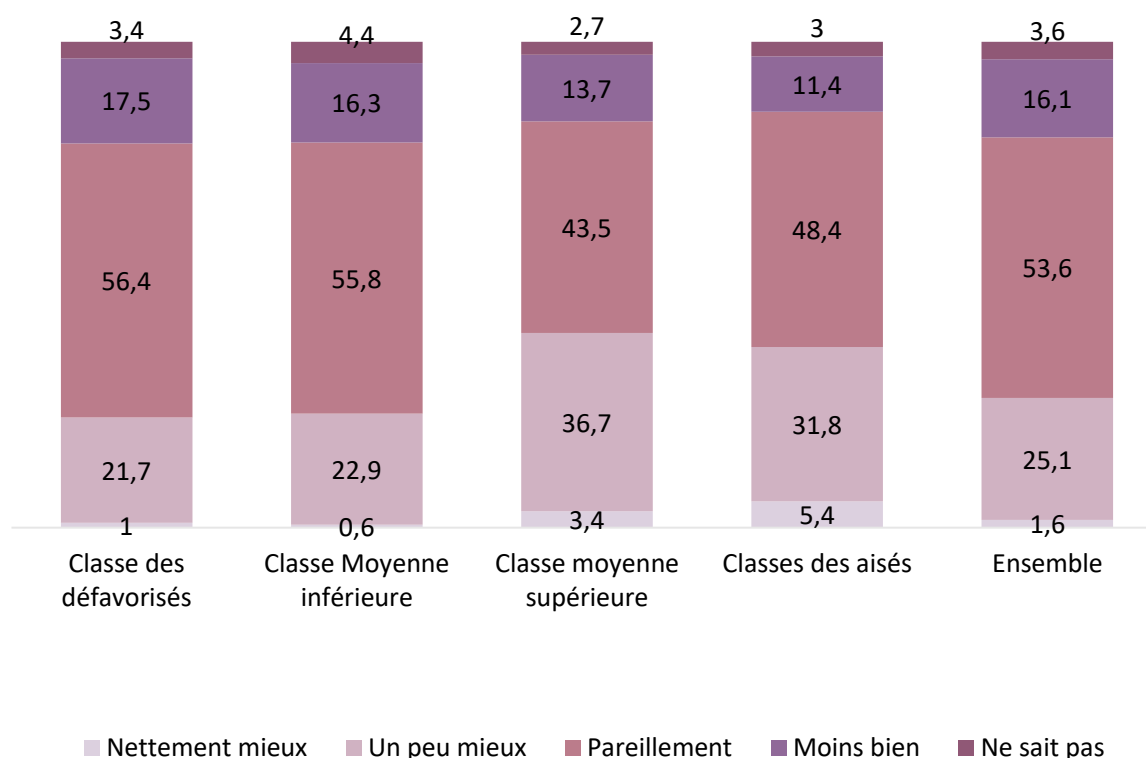
Tableau 22: Perception du niveau de vie selon le revenu du ménage (%)

Niveau de vie	Classe des défavorisés	Classe Moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des aisés	Ensemble
Bien	0,9	0,8	3,3	3,8	1,5
Assez bien	9,8	14,5	21,6	23,2	14,0
Passablement	57,5	59,5	58,0	61,7	58,5
Difficilement	29,8	23,3	16,5	11,2	24,4
Ne sait pas	2,1	1,9	0,7	0,2	1,7
Ensemble	100	100	100	100	100

Source : Calcul des auteurs EHCVM 2021, INS Niger

L'analyse des résultats de perception des ménages fait ressortir que plus de la moitié des personnes de classe des défavorisés déclarent avoir le même niveau de vie que leurs voisins (56,4%) contre 1,0% qui estime vivre nettement mieux que leurs voisins. La même tendance est observée au niveau de la classe moyenne inférieure, avec respectivement 55,8% et 0,6%. Par ailleurs, 48,4% des personnes de la classe des aisés estiment vivre au même niveau que leurs voisins.

Graphique 3: Perceptions du niveau de vie par rapport aux voisins de la localité (%)



Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger



Pour toutes les catégories des classes, plus de 50% des personnes s'estiment pauvres ou très pauvres. En outre, 35,5% des personnes de la classe des aisés déclarent être moyennement non pauvres contre 18,4% des défavorisés.

Tableau 23: Perception des ménages sur leur statut de pauvreté en 2021

Niveau de vie	Classe des défavorisés	Classe Moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des aisés	Ensemble
Riche	0,3	0,0	0,9	3,3	0,5
Moyen	18,4	21,6	29,1	35,5	22,3
Pauvre	60,2	61,7	61,6	55,5	60,6
Très pauvre	20,2	15,4	7,9	5,6	15,8
Ne sait pas	0,8	1,2	0,5	0,1	0,8
Total	100	100	100	100	100

Source : Calcul des auteurs, EHCMV 2021, INS Niger

Globalement, 72% de la population estime qu'elle vit moins bien par rapport à la population de la capitale Niamey contre seulement 4,8% qui s'estime mieux par rapport à elle. Si 77,4% des individus de la classe des défavorisés s'estiment moins bien par rapport à la population de Niamey, ceux de la classe des aisés ne font pas d'exception avec une proportion de 60,3%.

Tableau 24: perception de niveau de vie des populations en 2021 par rapport aux habitants de la capitale Niamey (%)

Niveau de vie	Classe des défavorisés	Classe Moyenne inférieure	Classe moyenne supérieure	Classe des aisés	Total
Nettement mieux	6,1	3,3	3,8	5,4	4,8
Un peu mieux	2,1	4,9	6,1	6,7	3,9
Pareillement	2,6	4,5	7,4	8,3	4,3
Moins bien	77,4	68,5	68,0	60,3	72,0
Ne sait pas	11,6	18,0	12,6	15,4	14,0
Non-concerné	0,1	0,9	2,1	3,9	0,9
Total	100	100	100	100	100

Source : Calcul des auteurs, EHCMV 2021, INS Niger

4.4 CONSOMMATION DE LA CLASSE MOYENNE

4.4.1 COMPORTEMENTS GLOBAUX DE CONSOMMATION DE LA POPULATION NIGERIENNE

Au niveau national, les dépenses moyennes de consommation des ménages sont largement dominées par le poste de l'alimentation et boissons non alcoolisées (plus de 60%) sur toute la période, suivies de celles de logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (plus de 10%). En outre, les résultats relèvent également que les dépenses en santé et en éducation ont connu une baisse sur la période 2014 et 2021. En effet, elles sont passées respectivement de 5,1% et 0,7% en 2014 à 2,5% et 0,4% en 2021.

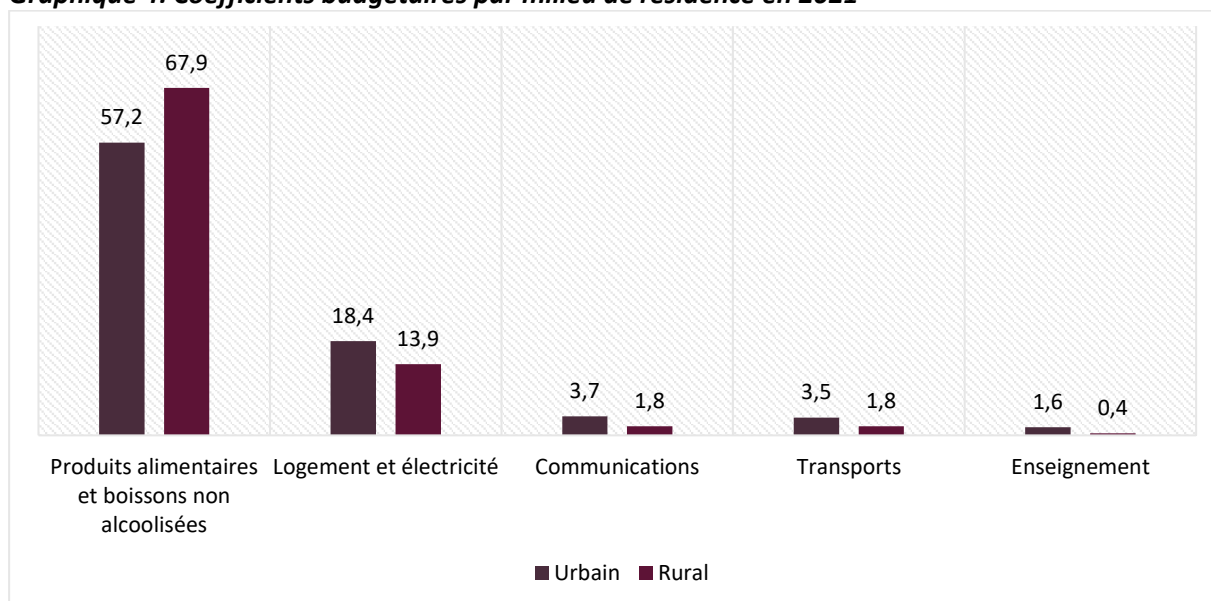
Tableau 25: Coefficients budgétaires aux postes de dépenses moyenne nationale (%)

Poste de dépense	2014	2018	2021
Alimentation et boissons non alcoolisées	65,7	61,1	67,2
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	10,1	18,1	14,2
Habillement et chaussures	7,0	4,9	6,8
Santé	5,1	3,4	2,5
Meubles articles ménages et entretien courant	4,3	2,7	2,2
Transport	2,6	3,2	1,9
Communication	2,1	2,5	2,0
Boissons alcoolisées et tabac	1,2	0,2	0,1
Biens et services divers	1,0	3,4	2,5
Education	0,7	0,5	0,4
Restaurant	0,2	0,0	0,0
Loisir/Culture	0,0	0,1	0,2
Total	100	100	100

Source : Calcul des auteurs sur les ECVMA 2014 et EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

Suivant le milieu de résidence, la part allouée aux produits alimentaires et boissons non alcoolisées est plus élevée en zone rurale (67,9%) qu'en zone urbaine (57,2%). Par contre, pour tous les autres postes de dépenses, les proportions sont plus élevées dans la zone urbaine par rapport à la zone rurale. En effet, l'écart est plus observé au niveau de dépenses en logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles, avec 18,4% en milieu urbain et 13,9% en milieu rural.

Graphique 4: Coefficients budgétaires par milieu de résidence en 2021

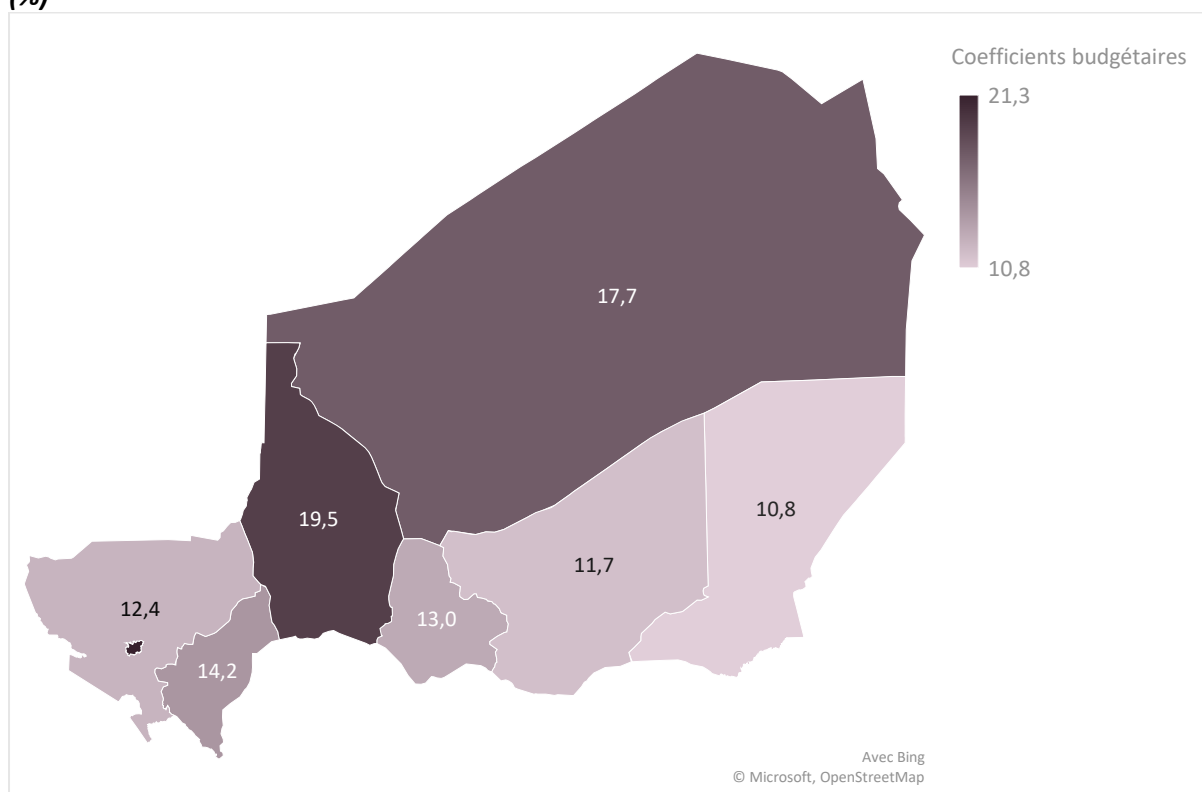




Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

De part ce graphique, on remarque que la région de Niamey (21,3%) affecte la plus grande part budgétaire au poste logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles, suivie des régions de Tahoua (19,5%) et Agadez (17,7%). Par contre, les régions de Diffa et Zinder enregistrent les proportions relativement moins élevées, respectivement 10,8% et 11,7%. Ces disparités pourraient s'expliquer par le niveau d'urbanisation plus important dans certaines de ces régions.

Figure 2: Coefficients budgétaires par région pour le poste des dépenses logement, eau et électricité (%)



Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

4.4.2 COMPORTEMENTS DE CONSOMMATION DE LA CLASSE MOYENNE

Pour toutes les classes, une allocation plus importante est observée au niveau des postes « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » et « articles d'habillement et chaussures », avec respectivement 67,2%, 14,2% et 6,8%.

Pour les dépenses en produits alimentaires et boissons non alcoolisées, la classe des aisés (51,9%) alloue moins des ressources que les autres classes. En revanche, les personnes de la classe des aisés (14,2%) affectent plus de part budgétaire au poste du logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles.

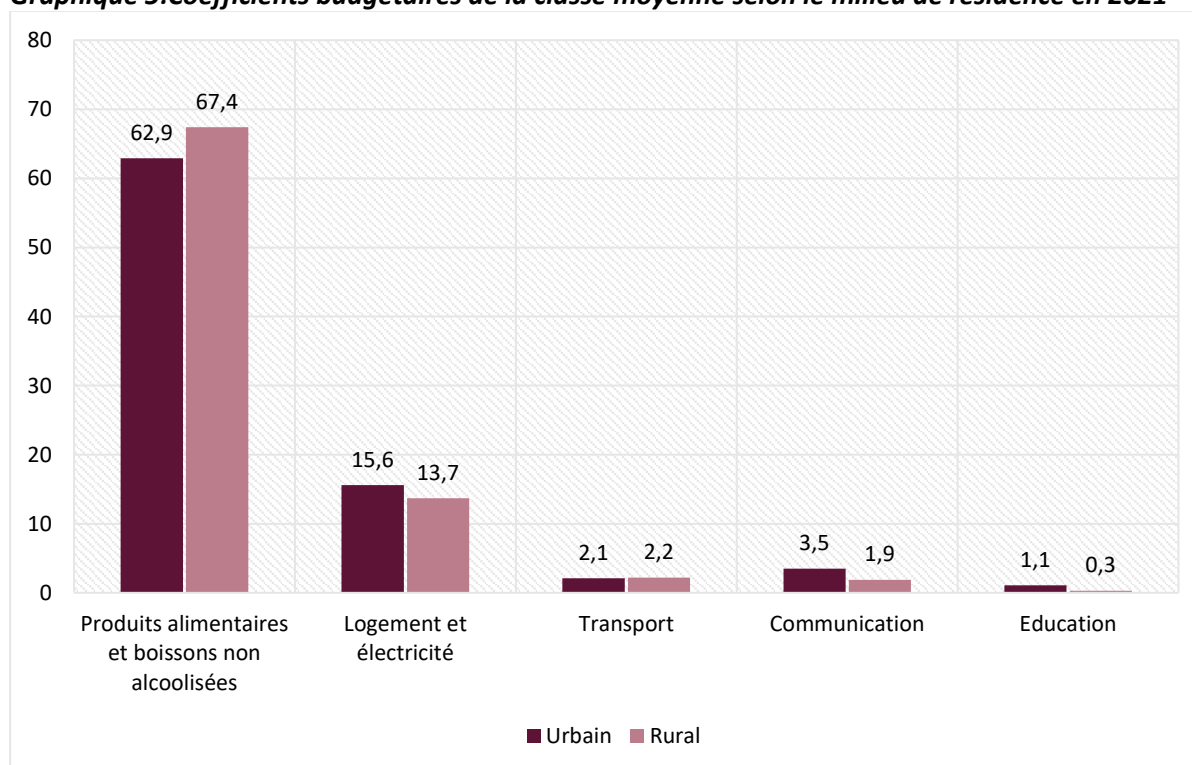
Tableau 26: Coefficients budgétaires (en %) selon le niveau de vie suivant l'approche noyau dur en 2021

Postes de dépenses	Classe des défavorisés	Classe moyenne	Classe des aisés	Ensemble
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	69,7	67,3	51,9	67,2
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	13,9	13,7	20,3	14,2
Articles d'habillement et chaussures	6,7	7	7,2	6,8
Santé	2,3	2,5	2,7	2,5
Biens et services divers	2,3	2,5	2,3	2,5
Meubles, équipement ménager et entretien courant du foyer	1,8	2,2	3,7	2,2
Communications	1,7	1,9	3,8	2
Transports	1,0	2,2	5,7	1,9
Éducation	0,3	0,4	1,8	0,4
Loisirs et culture	0,2	0,2	0,4	0,2
Boissons alcoolisées, tabac	0,1	0,1	0,1	0,1
Restaurants et hôtels	0	0	0	0

Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

L'analyse du graphique ci-dessous révèle une prédominance d'allocation budgétaire au niveau du poste produits alimentaires et boissons non alcoolisées en milieu rural (67,4%) contre 62,9% en milieu urbain. Pour ce dernier, une relative différence (1,9 points de pourcentage) est remarquée par rapport au milieu rural pour le poste logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles.

Graphique 5: Coefficients budgétaires de la classe moyenne selon le milieu de résidence en 2021



Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger



CHAPITRE 5 : ANALYSE DES INEGALITES

5.5 APPROCHE MONETAIRE

Suivant l'analyse de l'approche monétaire, il ressort que les dépenses de consommation des ménages présentent des disparités entre les classes sur la période 2014-2021. Représentant presque la moitié de la population nigérienne, la classe moyenne affiche des proportions des dépenses totales de consommation de la classe moyenne plus importantes, avec 54,1% en 2014, 51,7% en 2018 et 52,5% en 2021.

Quant à la classe des aisés, bien qu'elle représente moins de 10% de la population sur toute la période, sa part des dépenses totales de consommation varie entre 15% et près de 26%. Concernant la classe des défavorisés, elle occupe au moins 22% des dépenses totales de consommation, bien qu'elle représente au moins 43% de la population sur toute la période.

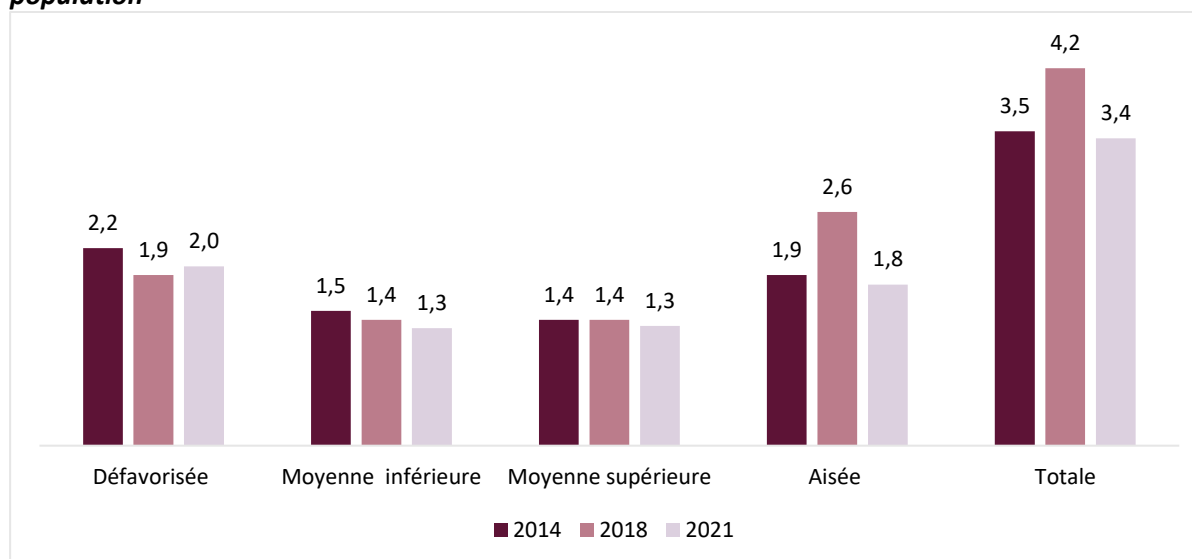
Tableau 27: Parts des dépenses totales de consommation des différentes classes de niveau de vie (%)

CLASSES	Population			Dépenses de consommation		
	2014	2018	2021	2014	2018	2021
Défavorisée	46,7	43,3	41,9	30,3	22,5	29,5
Moyenne	46,2	48,6	48,6	54,1	52,4	52,5
Moyenne inférieure	32,6	33,3	30,9	34,9	29,9	30,7
Moyenne supérieure	13,6	15,3	17,7	19,2	22,5	21,8
Aisée	7,1	8,1	9,5	15,6	25,8	18,0

Source : Calcul des auteurs sur les ECMVA 2014 et EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

L'analyse des écarts interdéciles montre une disparité en matière de dépenses par tête et par classe de niveau de vie. A l'exception de la classe des aisés, la distribution des dépenses de consommation par tête est plus égalitaire à l'intérieur des classes que dans la population totale. Par ailleurs, dans la classe des aisés, il est constaté une augmentation des inégalités entre 2014 et 2018, avant de se stabiliser en 2021.

Graphique 6: Ecarts interdéciles (D9/D1) des dépenses par tête par classe sociale et pour la population



Source : Calcul des auteurs sur les ECMVA 2014 et EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

5.6 L'ANALYSE INTERCLASSES

L'analyse des écarts interclasses montre que des variations très importantes du niveau de vie sont constatées. En effet, les dépenses totales de consommation de la classe des aisés représentent 3,63 fois celles de la classe des défavorisés en 2021. Autrement dit, bien que les personnes de la classe des aisés représentent 9,5% de la population, elles dépensent 3,63 fois plus que les dépenses totales de consommations des 41,9% des défavorisés.

De plus, les dépenses totales de consommation de la classe moyenne sont 1,77 fois supérieures à celles de la classe des défavorisés et 1,13 fois supérieures à celles de la classe moyenne inférieure. Par ailleurs, les dépenses totales de consommation de la classe moyenne inférieure valent 1,56 fois celles de la classe des défavorisés.

S'agissant des dépenses moyennes par tête de chaque classe, un individu de la classe des aisées dépense en moyenne 3,42 fois plus qu'un autre de la classe des défavorisés et 2,2 fois plus qu'un autre de la classe moyenne. Pour le cas des individus de la classe moyenne, ils dépensent en moyenne 1,55 fois plus que ceux de la classe des défavorisés.

Tableau 28: Ecarts interclasses des dépenses par tête en 2021

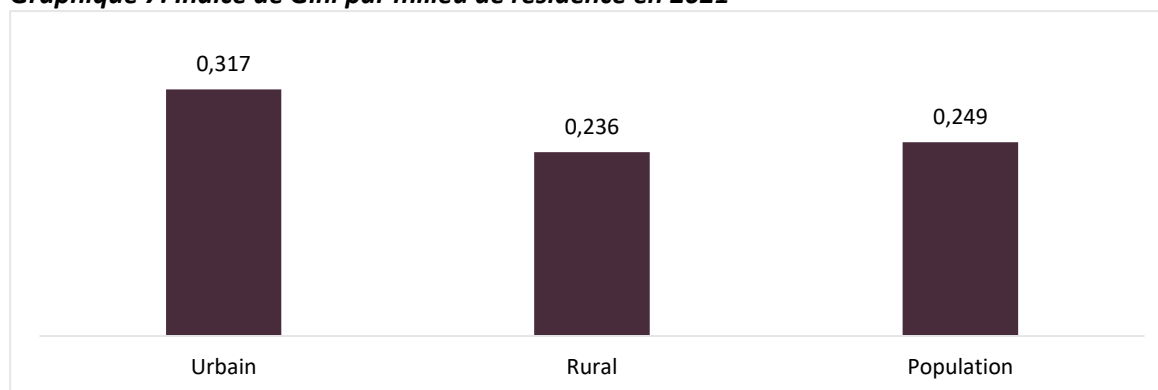
Classes de niveau de vie	Ratios	
	Selon les dépenses moyennes par tête	Selon les dépenses totales
Aisée/Défavorisée	3,42	3,63
Aisée/Moyenne inférieure	2,37	2,32
Aisés/Moyenne	2,2	2,05
Aisée/Moyenne supérieure	1,92	1,66
Moyenne supérieure/Défavorisés	1,77	2,19
Moyenne supérieure/Moyenne inférieure	1,23	1,4
Moyenne supérieure/Moyenne globale	1,14	1,24
Moyenne/Défavorisés	1,55	1,77
Moyenne/Moyenne inférieure	1,01	1,13
Moyenne inférieure/Défavorisée	1,44	1,56

Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

5.6.1 MILIEU DE RESIDENCE DU MENAGE

L'analyse de l'indice de Gini suivant le milieu de résidence indique que le niveau de vie est plus inégalitaire en milieu urbain (0,317) qu'en milieu rural (0,236).

Graphique 7: Indice de Gini par milieu de résidence en 2021



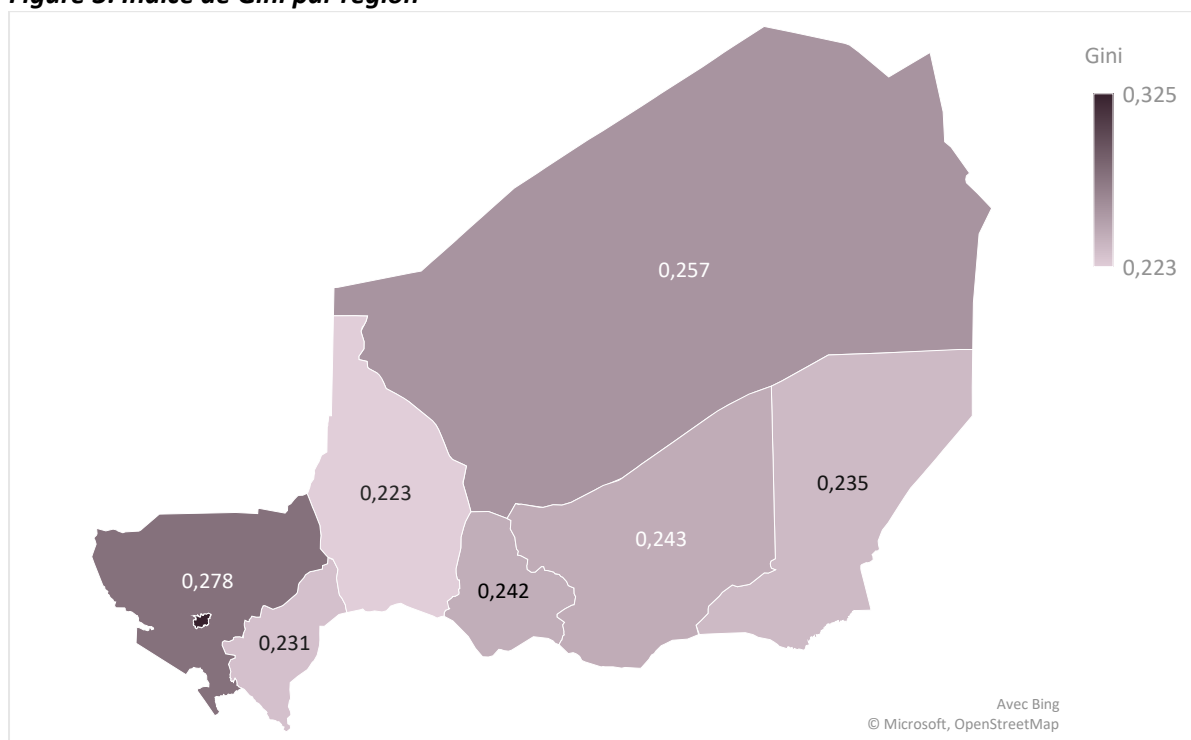
Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger



5.6.2 LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

En se basant sur l'analyse par région, les résultats du graphique ci-dessous montrent que les régions de Niamey, Tillabéri et Agadez possèdent la distribution de consommation la plus inégalitaire avec respectivement 0,325 ; 0,278 et 0,257. Par contre, l'inégalité en termes de consommation est plus faible dans les régions de Tahoua (0,223) et Dosso (0,231).

Figure 3: Indice de Gini par région

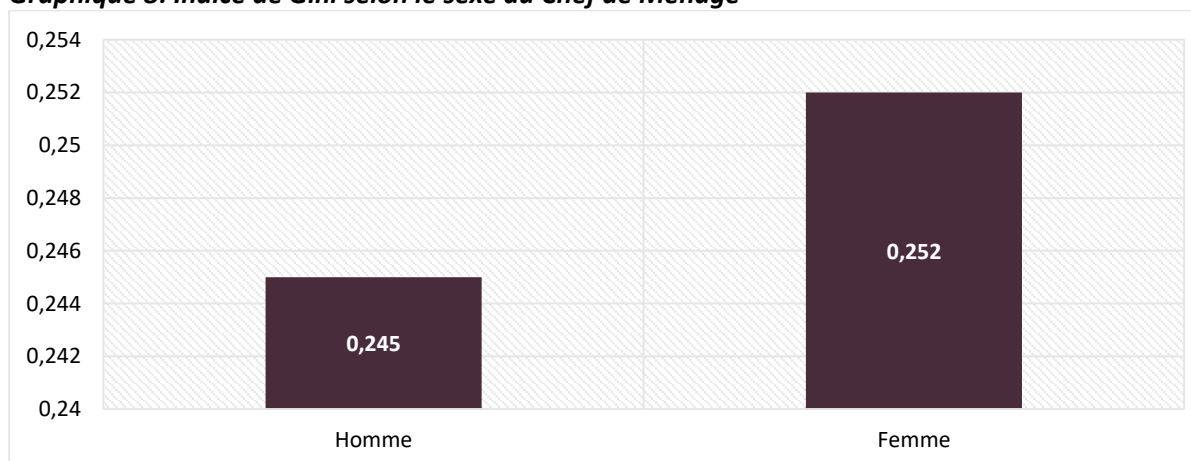


Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

5.6.3 LE SEXE DU CHEF DE MENAGE

L'analyse selon le sexe du chef de ménage fait ressortir qu'il y'a plus d'inégalité chez les femmes (0,252) que chez les hommes (0,245) selon cette approche, soit une différence de 0,007.

Graphique 8: Indice de Gini selon le sexe du Chef de Ménage

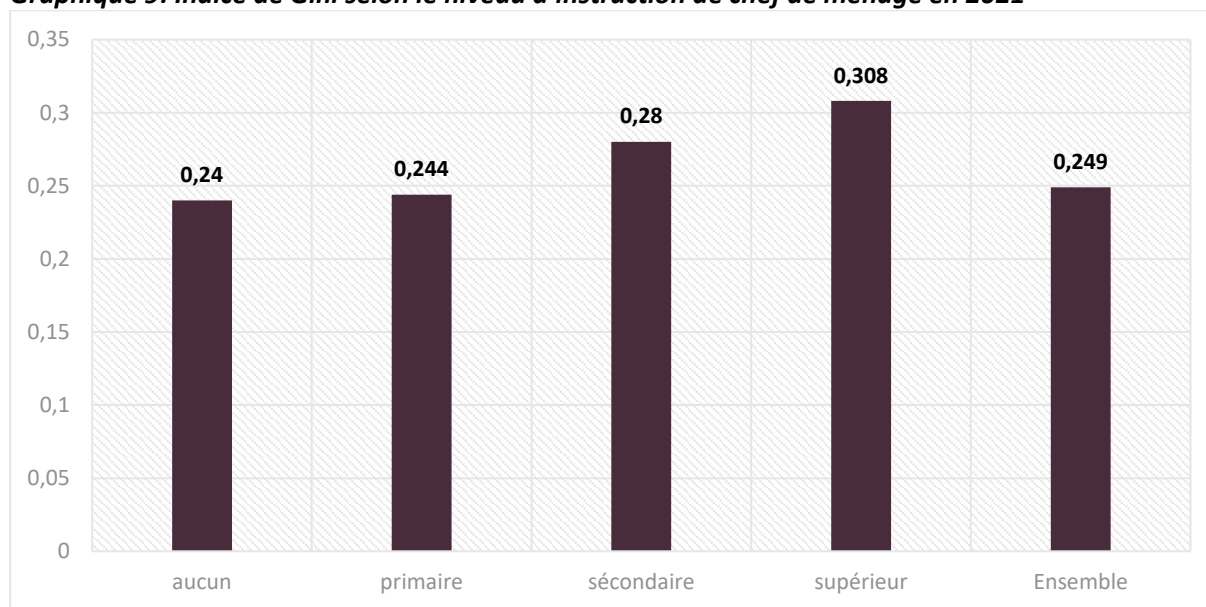


Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

5.6.4 NIVEAU D'INSTRUCTION DU CHEF DE MENAGE

De par le niveau d'instruction, le niveau de vie des nigériens est moins dispersé dans la population constituée de ménages dont le chef ne possède aucun niveau d'éducation formelle (0,24). Les individus vivant dans des ménages dont les chefs ont des niveaux d'instructions primaires (0,244) et secondaires (0,28) présentent des niveaux de vie plus inégalitaires par rapport à ceux dont le chef a un niveau d'instruction supérieur (0,308).

Graphique 9: Indice de Gini selon le niveau d'instruction de chef de ménage en 2021

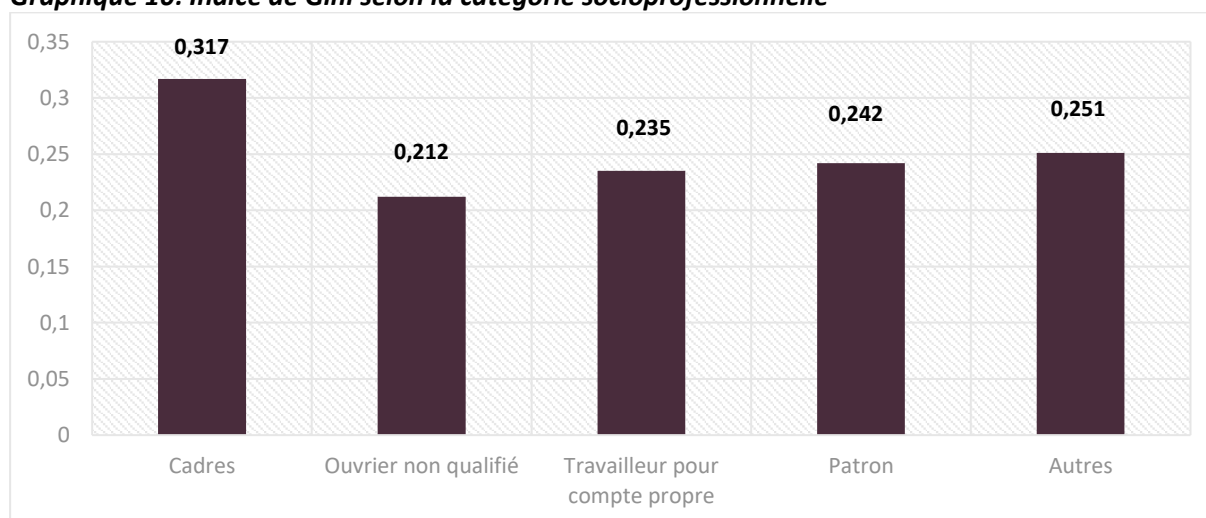


Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

5.6.5 LA CATEGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE DU CHEF DE MENAGE

Comme illustré dans le graphique ci-contre, l'inégalité varie en fonction de la catégorie socioprofessionnelle. En effet, la distribution est plus inégalitaire chez les individus vivant dans des ménages dirigés par des cadres moyens (0,317) ou encore des patrons (0,242). A l'inverse, elle est moins prononcée dans la catégorie des ouvriers (0,212) et des travailleurs pour compte propre (0,235).

Graphique 10: Indice de Gini selon la catégorie socioprofessionnelle



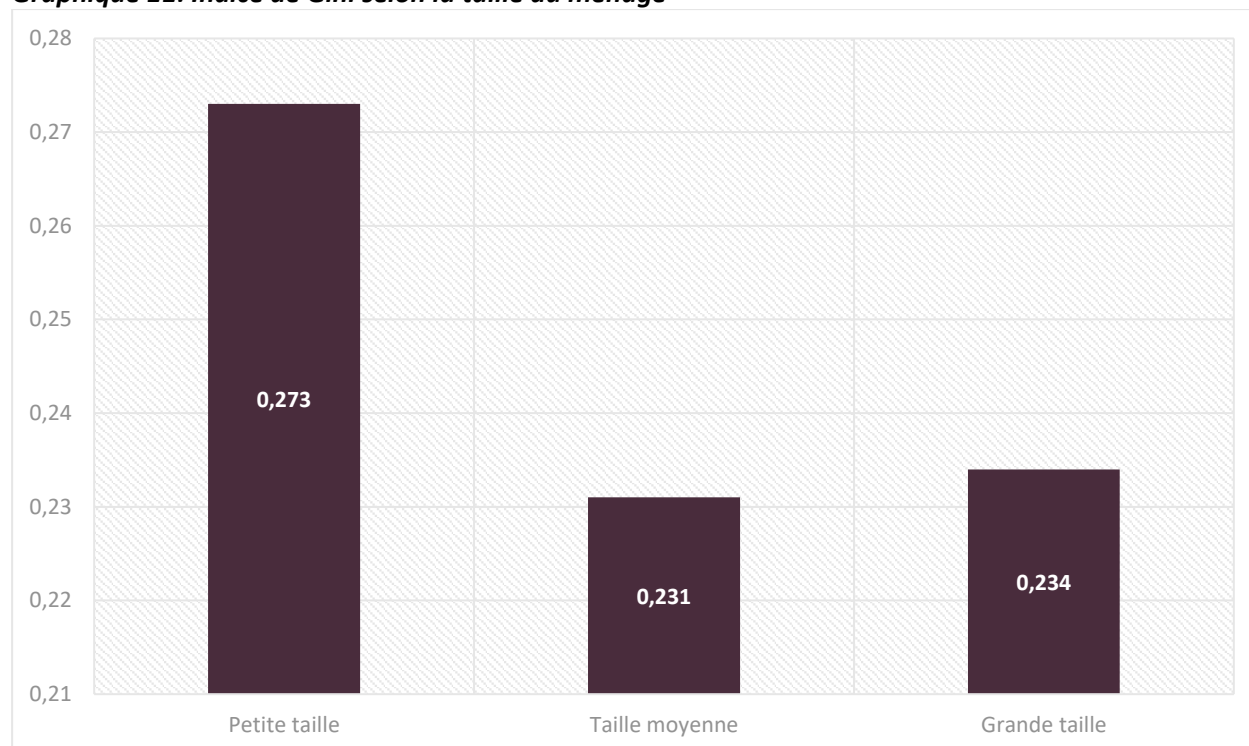
Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger



5.6.6 LA TAILLE DE MENAGE

Par rapport à la taille de ménage, les inégalités sont plus marquées dans les deux extrémités à savoir les ménage de petite taille (0,273) et de grande taille (0,234). Les ménages de taille moyenne sont moins inégalitaires selon l'approche monétaire (0,231).

Graphique 11: Indice de Gini selon la taille du ménage



Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

5.7 APPROCHE NON MONETAIRE

L'analyse de la distribution des dépenses de consommation par tête laisse ressortir une forte proportion des dépenses au niveau de la classe moyenne par rapport à la classe des défavorisés et des aisés. En effet, selon l'approche non monétaire, la classe moyenne, avec une proportion de 49,1%, a une part de 52,5% des dépenses de la consommation totale. En revanche, la classe des défavorisés, malgré sa forte proportion dans la population par rapport à la classe des aisés (42,5% contre 8,4%), a une part des dépenses de consommation légèrement supérieure à celle des aisés (25,2% des dépenses de la consommation globale contre 22,3%).

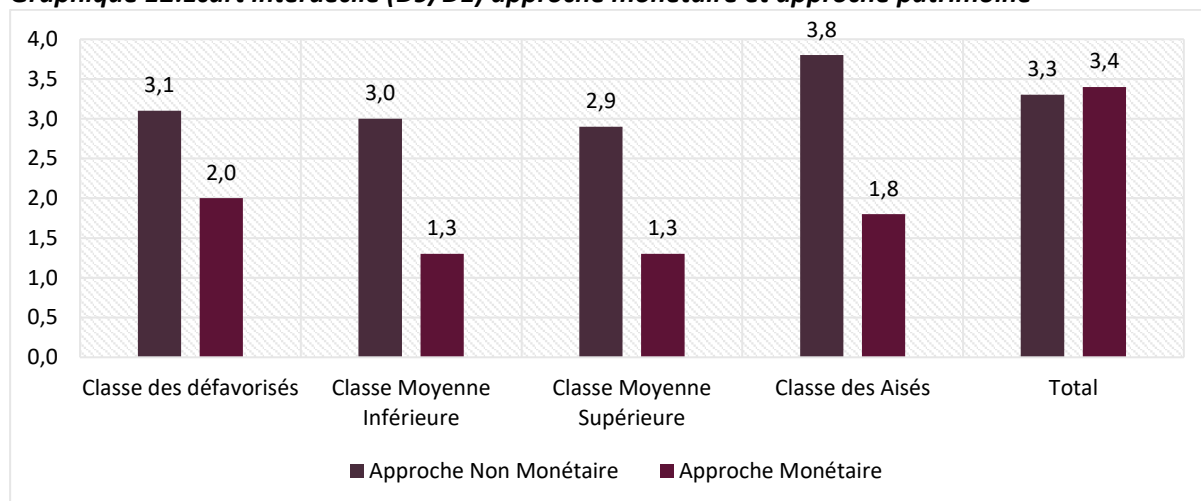
Tableau 29:Parts des dépenses totales de consommation

	% Population	% Dépenses de consommation
Classe des défavorisés	42,5	25,2
Classe Moyenne	49,1	52,5
Classe des Aisés	8,4	22,3
Total	100	100

Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

En 2021, l'analyse des écarts interdéciles (D9/D1) des dépenses de consommation selon les approches non monétaire et monétaire révèle que, pour toutes les catégories sociales, les inégalités internes sont plus marquées lorsque l'on considère les conditions de vie globales plutôt que les seules dépenses monétaires. Les ratios non monétaires, compris entre 2,9 et 3,8, indiquent que même au sein des classes moyennes et aisées, l'accès aux biens, services et infrastructures reste inégal, alors que les ratios monétaires (1,3 à 2,0) traduisent une plus grande homogénéité des dépenses dans chaque groupe. Ces disparités s'observent même dans la population totalement prise reflétant ainsi des écarts d'opportunités et de qualité de vie.

Graphique 12: Ecart interdécile (D9/D1) approche monétaire et approche patrimoine



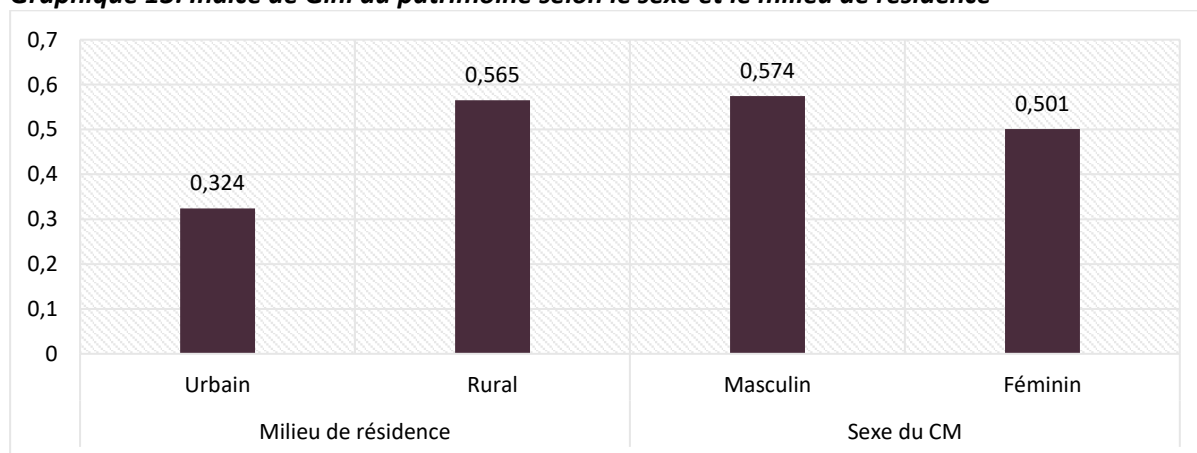
Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

5.7.1 INDICE DE GINI DU PATRIMOINE SELON LE SEXE ET LE MILIEU DE RESIDENCE DU CM

L'analyse de l'indice de Gini selon le milieu de résidence et le sexe du chef de ménage révèle des disparités notables dans la répartition des dépenses du patrimoine en 2021. Les inégalités sont nettement plus prononcées en milieu rural (0,565) qu'en milieu urbain (0,324), traduisant un accès plus inégal aux ressources et aux opportunités dans les zones rurales.

En ce qui concerne le sexe du chef de ménage, les inégalités en termes de détention d'actifs sont plus marquées chez les ménages dirigés par un homme (0,574) que ceux dirigés par une femme (0,501) au cours de la même année.

Graphique 13: Indice de Gini du patrimoine selon le sexe et le milieu de résidence



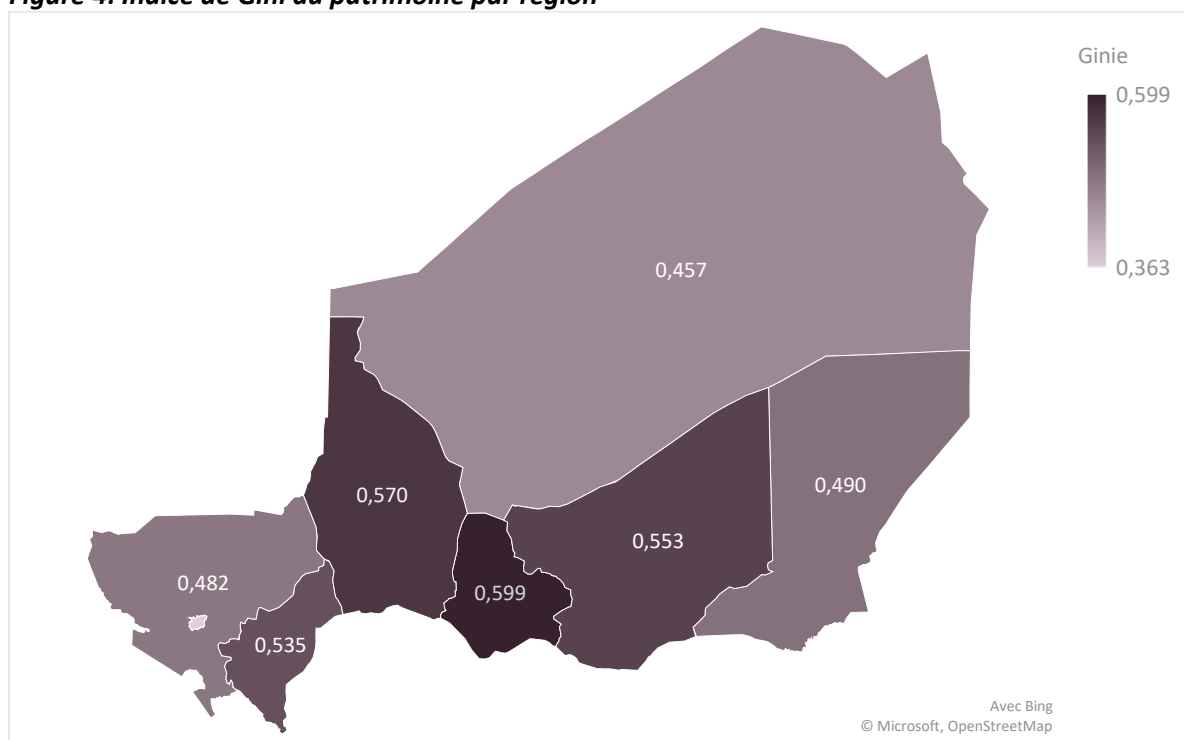
Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger



5.7.2 INDICE DE GINI DU PATRIMOINE SELON LA REGION DE RESIDENCE DU CM

Au niveau régional en 2021, des disparités en matière de patrimoine existe. Celles-ci sont plus fortes dans la région de Maradi (0,599), suivie de Tahoua (0,570) et de Zinder (0,553), traduisant une concentration importante des richesses dans une frange restreinte de la population. À l'opposé, Niamey présente le niveau d'inégalité le plus faible (0,363), ce qui peut refléter une meilleure distribution des actifs, probablement liée à une plus grande diversité des sources de revenus et à un meilleur accès aux services économiques. Les autres régions comme Dosso (0,535), Diffa (0,490), Tillabéri (0,482) et Agadez (0,457) affichent des niveaux intermédiaires d'inégalités. Il y'a donc lieu de tenir compte des spécificités régionales dans la répartition du revenu et l'accès au service essentiels et aux opportunités économiques.

Figure 4: Indice de Gini du patrimoine par région



Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

5.7.3 INDICE DE GINI DU PATRIMOINE SELON CERTAINES CARACTERISTIQUES DU CM

En 2021, l'indice de Gini selon les caractéristiques sociodémographiques révèle des tendances différenciées dans la répartition des patrimoines au Niger. Du point de vue du niveau d'instruction, les inégalités sont particulièrement élevées chez les personnes sans niveau d'instruction (0,563), de niveau secondaire (0,556) et de niveau primaire (0,544), tandis qu'elles sont nettement plus faibles chez les diplômés du supérieur (0,163), suggérant que l'éducation avancée contribue fortement à une meilleure répartition des richesses.

Concernant la catégorie socioprofessionnelle, les travailleurs pour compte propre (0,576) et les patrons (0,544) affichent les inégalités les plus marquées, contre un niveau beaucoup plus faible chez les cadres (0,339). Les ouvriers non qualifiés (0,500) et les personnes non occupées (0,521) présentent également des écarts importants.

Pour la classe d'âge, il ressort que les inégalités culminent chez les individus de 45-54 ans (0,587) et ceux de 25-34 ans (0,570), périodes souvent associées à l'accumulation ou à la concentration des actifs,

alors qu'elles sont plus faibles chez les jeunes de 15-24 ans (0,417), qui disposent généralement de moins de patrimoine soulignant ainsi le rôle central de l'éducation et de la structure professionnelle dans la réduction des inégalités au Niger.

Tableau 30: Indice de Gini selon le niveau d'instruction, l'âge et la catégorie socioprofessionnelle

Caractéristiques sociodémographiques		Gini
Niveau d'instruction	Aucun	0,563
	Primaire	0,544
	Secondaire	0,556
	Supérieur	0,163
Catégorie socio professionnelle	Cadres	0,339
	Ouvrier non qualifié	0,500
	Travailleur pour compte propre	0,576
	Patron	0,544
	Non occupé	0,521
	Autres	0,471
Classe d'âge	15-24 ans	0,417
	25-34 ans	0,570
	35-44 ans	0,545
	45-54 ans	0,587
	55-64 ans	0,529
	65 ans et +	0,555

Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

5.7.4 DECOMPOSITION DES INEGALITES EN SES COMPOSANTS INTER ET INTRA GROUPES

La décomposition des inégalités en ses composantes inter et intra groupes, fait ressortir que l'effet intergroupe reste prédominant dans l'analyse des inégalités au niveau des classes sociales. En effet, la contribution de cette classe dans l'explication des inégalités est de 85,2% pour les inégalités de patrimoine et 73,6% pour les inégalités de dépenses par tête. De même, l'effet intergroupe est prédominant dans l'explication des inégalités dans la possession du patrimoine dans les classes, branche d'activités du chef de ménage et milieu de résidence. En revanche l'effet intragroupe reste prédominant dans l'explication des inégalités dans le sexe, le niveau d'éducation et le groupe socioéconomique du chef de ménage.

5.7.5 DECOMPOSITION DES INEGALITES SELON LES FONCTIONS DE DEPENSES

Il ressort de l'analyse des postes de dépenses que ce sont les dépenses relatives à l'alimentation qui contribuent le plus à l'explication des inégalités, avec une contribution relative de 58,1%. A celles-ci, s'ajoutent d'autres dépenses non alimentaires, C'est les cas notamment des dépenses relatives aux logements et habillement avec respectivement de 14,2% et 5,7%.

5.8 ANALYSE DES INEGALITES DU NOYAU DUR

5.8.1 INEGALITES SELON LES DEPENSES DE CONSOMMATION

Au cours de l'année 2021, 6,7% des dépenses totales de consommation sont effectuées par les individus du noyau dur de la classe des aisés qui représentent moins de 2,7% de la population. Cette proportion est en baisse par rapport à 2018 et 2014 où elle était respectivement de 18,8% et 10,9%.



La part de la consommation du noyau dur de la classe moyenne a également connu une diminution de 2,9 points de pourcentage entre 2018 et 2021 passant respectivement de 28,5% à 25,6% pour des proportions respectives de 27,1% à 25,7% dans la population. Par contre, la part des défavorisés dans la consommation totale a augmenté passant de 11,7% en 2018 à 12,1% en 2021. Par ailleurs, on note un basculement du pouvoir de consommation du noyau dur (44,4%) au noyau non dur (55,6%) attribuable à la hausse de la pauvreté monétaire en 2021.

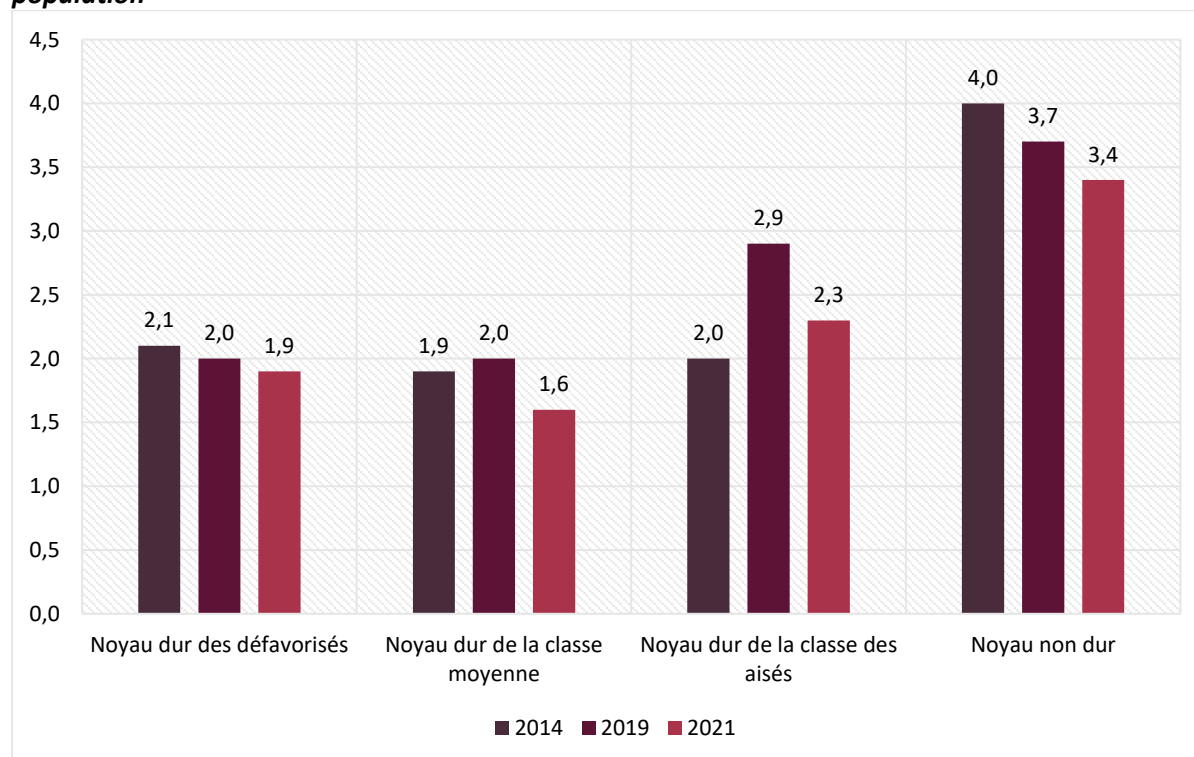
Tableau 31: Part des dépenses totales de consommation des différentes classes du noyau dur

Classes		% Population			% Dépenses de consommation		
		2014	2019	2021	2014	2019	2021
Noyau dur	Défavorisés	23,4	23	21,8	14,9	11,71	12,1
	Moyenne	26,1	27,1	25,7	29,2	28,51	25,6
	Aisés	4,1	4,8	2,7	10,9	18,78	6,7
	Total Noyau	53,6	53,3	50,2	55	59,11	44,4
Non dur		46,4	46,7	49,8	45	40,99	55,6
TOTAL		100	100	100	100	100	100

Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

Comme pour les années 2014 et 2018, en 2021 aussi, la distribution des dépenses de consommation par tête est plus égalitaire à l'intérieur des classes du noyau dur que dans la population toute entière. En effet, les 10%, les plus riches du noyau dur des défavorisés et du noyau dur de la classe moyenne, ont en moyenne deux (2) fois la consommation par tête des 10% des plus pauvres de ce noyau dur. Chez le noyau dur des aisés, la consommation des 10% des plus riches est d'environ trois (3) fois la consommation des 10% des plus pauvres. Par contre, au sein de la population totale, la consommation des 10% des plus riches avoisine quatre (4) fois la consommation des 10% des plus pauvres comme indiqué dans le graphique ci-dessous :

Graphique 14: Ecarts interdéciles (D9/D1) des dépenses par tête des classes du noyau dur et pour la population



Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

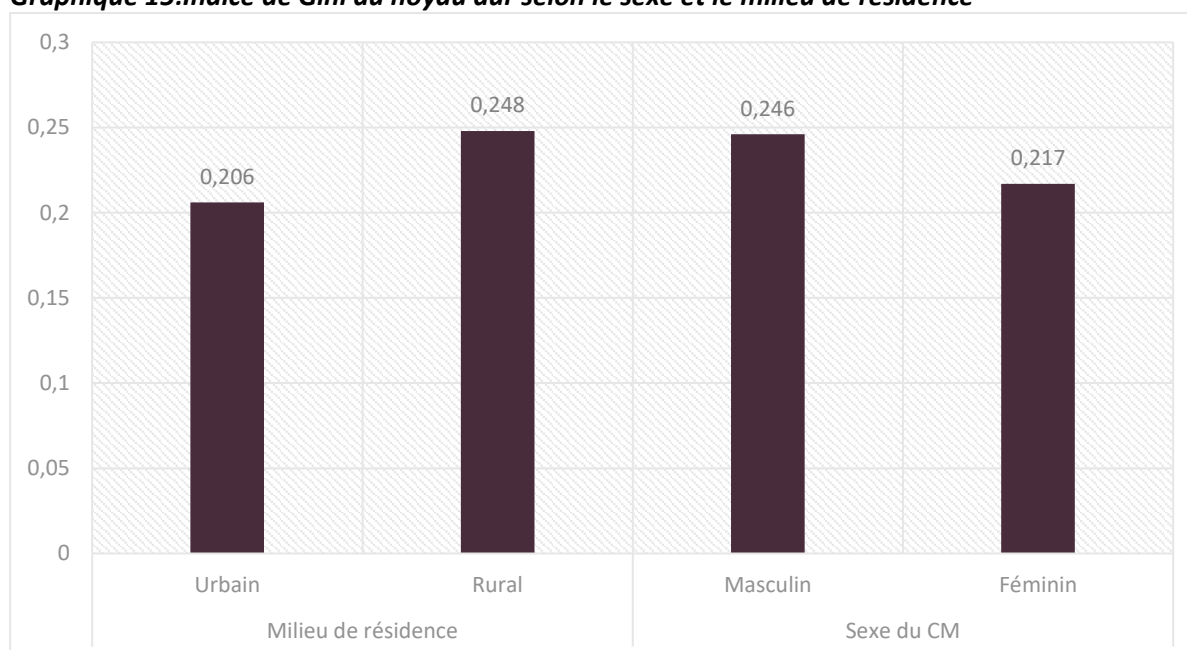
5.8.2 INEGALITES AU SEIN DU NOYAU AVEC L'INDICE DE GINI

Au niveau des différents groupes du noyau dur (défavorisés, classe moyenne, aisés), l'effet intergroupe prédomine sur l'effet intragroupe. En d'autres termes, l'inégalité est plus élevée entre les groupes du noyau dur qu'à l'intérieur d'un groupe déterminé.

5.8.3 INDICE DE GINI DU NOYAU DUR SELON LE SEXE ET LE MILIEU DE RESIDENCE

S'agissant du niveau de vie global (du point de vue monétaire et de la possession de biens), il est plus inégalitaire en milieu rural (0,248) qu'en milieu urbain (0,206). Cette observation reste inchangée chez les hommes (0,246) que chez les femmes (0,217).

Graphique 15: Indice de Gini du noyau dur selon le sexe et le milieu de résidence



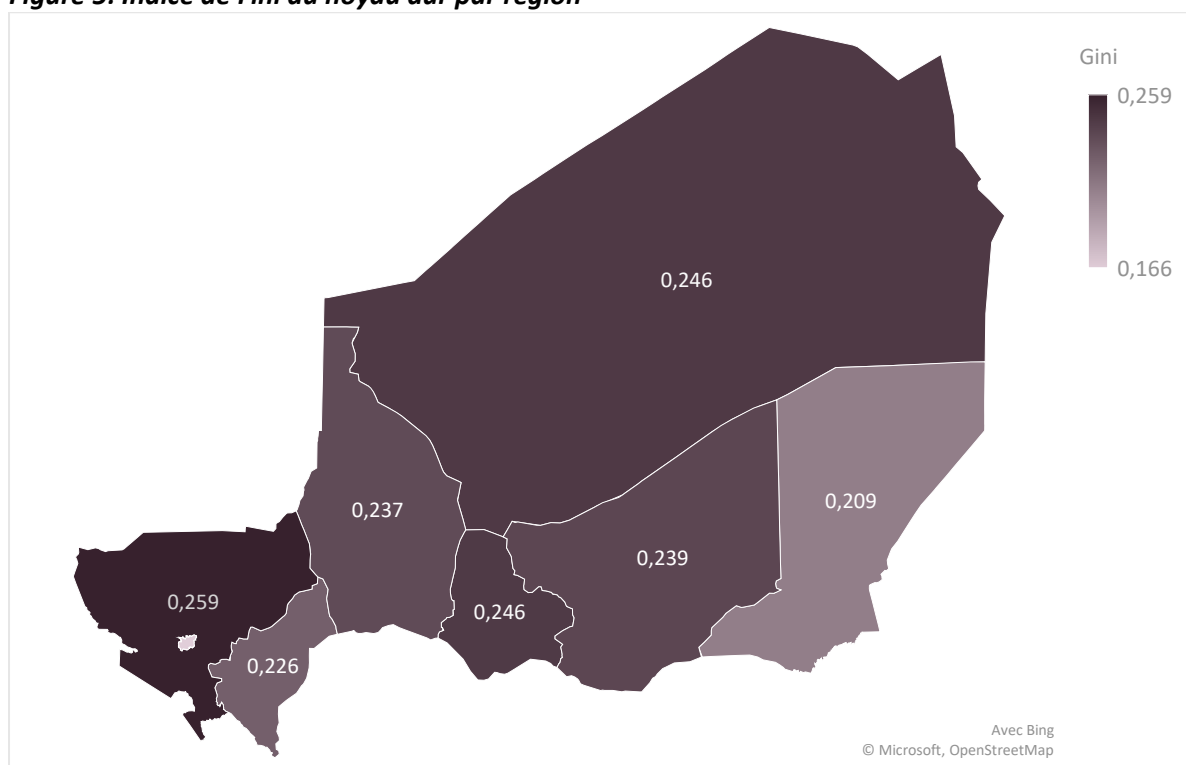
Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

5.8.4 INDICE DE GINI DU NOYAU DUR SELON LA REGION DE RESIDENCE DU CM

L'analyse de l'indice de Gini du noyau dur affiche une forte variabilité selon les régions en 2021. Si la région de Tillabéri affiche la plus forte disparité (0,259), cela pourrait être attribuable à une cohabitation marquée entre ménages à très faible consommation et quelques foyers à consommation nettement plus élevée. Les régions de Niamey (0,166), de Diffa (0,209) et de Dosso (0,226) restent les moins inégalitaires. Globalement, l'approche du noyau dur, traduit une relative homogénéité des dépenses et de la possession des biens par rapport aux approches précédentes.



Figure 5: Indice de Fini du noyau dur par région



Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger

5.8.5 INDICE DE GINI DU NOYAU DUR SELON CERTAINES CARACTERISTIQUES DU CM

L'analyse des inégalités du noyau dur selon montre des fortes variabilités selon certaines caractéristiques. Si les plus faibles écarts se retrouvent chez les personnes ayant atteint un niveau supérieur (0,112) et chez les cadres (0,118), les inégalités sont plus prononcées chez les individus ayant un niveau primaire (0,273) et les autres catégories socioprofessionnelles (0,266) sont plus marquées par les inégalités.

Selon l'âge, les personnes de 65 ans et plus (0,263) et les jeunes de 15 à 24 ans (0,250) présentent des écarts plus importants que les adultes de 25 à 34 ans (0,218), suggérant que les extrêmes de la pyramide des âges sont plus vulnérables aux disparités économiques. Globalement, les données indiquent que l'éducation de haut niveau et les emplois qualifiés sont associés à une répartition plus équitable des ressources, tandis que les groupes faiblement instruits, aux statuts professionnels précaires ou en marge du marché du travail concentrent les inégalités les plus élevées.

Tableau 32: Indice de Gini du noyau dure selon certaines caractéristiques du ménage

Caractéristiques sociodémographiques		Gini
Niveau d'instruction	Aucun	0,239
	Primaire	0,273
	Secondaire	0,253
	Supérieur	0,112
Catégorie socio professionnelle	Cadres	0,118
	Ouvrier non qualifié	0,214
	Travailleur pour compte propre	0,244
	Patron	0,249
	Non occupé	0,201
	Autres	0,266
Classe d'âge	15-24 ans	0,250
	25-34 ans	0,218
	35-44 ans	0,238
	45-54 ans	0,244
	55-64 ans	0,223
	65 ans et +	0,263

Source : Calcul des auteurs, EHCVM 2021, INS Niger



CHAPITRE 6 : TRAJECTOIRE D'EMERGENCE DE LA CLASSE MOYENNE

6.1 MATRICE DE TRANSITION DES CLASSES DE NIVEAU DE VIE

L'analyse de la transition des nigériens entre 2018 et 2021 dans les trois classes, met en évidence une dynamique de mobilité sociale encore instable. Parmi les ménages initialement classés comme défavorisés, plus de la moitié (56,2 %) sont restés dans cette situation en 2021, traduisant une persistance de la pauvreté, tandis que 41,3% ont réussi à rejoindre la classe moyenne, signe encourageant d'une certaine capacité de progression sociale. Toutefois, seule une proportion marginale de 2,5 % a accédé directement au statut de ménage aisé, révélant la difficulté pour les plus pauvres d'atteindre le sommet de l'échelle sociale.

Pour les ménages de la classe moyenne, 55,5% ont maintenu leur statut, mais près d'un tiers (31,8%) a glissé vers la classe des défavorisés, confirmant la vulnérabilité de ce groupe à un déclassement rapide. À l'inverse, 12,7% ont pu franchir le seuil vers la classe des aisés, montrant ainsi un potentiel de mobilité ascendante modérée.

Pour ce qui est des ménages initialement aisés, il ressort une forte fragilité de cette classe. En effet, moins de la moitié (45,8%) ont maintenu leur statut, tandis que 49,1% sont rétrogradés dans la classe moyenne et 5,1% ont même sombré dans la précarité. Ces chiffres soulignent qu'au Niger, la classe moyenne joue un rôle de zone tampon entre précarité et aisance, mais qu'elle reste insuffisamment consolidée pour garantir une trajectoire de progrès soutenue.

Les aléas climatiques auxquels étaient confrontés les ménages, la COVID-19, l'insécurité sont autant des facteurs qui pourraient expliquer cette mutation.

Tableau 33: Matrice de transition des classes de niveau de vie entre 2018 et 2021

Niveau de vie		2021		
		Classe des défavorisés	Classe moyenne	Classe des aisés
2018	Classe des défavorisés	56,2	41,3	2,5
	Classe moyenne	31,8	55,5	12,7
	Classe des aisés	5,1	49,1	45,8

Source : Calcul des auteurs, données EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

6.2 MATRICE DE TRANSITION DES CLASSES DE NIVEAU DE VIE ET LE MILIEU DE RESIDENCE

La dynamique de mobilité sociale présente des disparités assez importantes entre les milieux urbain et rural. En milieu urbain, bien que plus de 63,8% des personnes initialement défavorisées en 2018 le demeurent en 2021. Une proportion non négligeable de personnes défavorisées de 35,2% parvient à rejoindre la classe moyenne et une très faible proportion (1,0%) accède à la classe des aisés.

La classe moyenne urbaine montre une mobilité ascendante plus marquée, avec 52,3% qui y demeure stable, tandis que 27,1% atteignent le statut des aisés, illustrant ainsi des opportunités économiques plus favorables en zone urbaine.

La stabilité des aisés urbains est relativement forte, avec 68,7% qui conservent leur statut, même si 30,2% migrent vers la classe moyenne et une faible proportion (1,2%) bascule vers la classe des défavorisés. Cette dynamique traduit une grande fluidité entre la moyenne et l'aisance en milieu urbain, ce qui reflète une plus grande diversité d'opportunités économiques et d'accès aux services sociaux.

À l'inverse, en milieu rural, la mobilité sociale demeure beaucoup plus limitée et plus exposée aux risques de déclassement. En effet, parmi les personnes initialement défavorisées en 2018, 56,0% y restent en 2021 et 41,5% accèdent à la classe moyenne, mais seulement 2,5% ont pu réussir à atteindre la classe des aisés. Pour la classe moyenne, 55,9% des personnes se maintiennent, alors que 33,0% glissent vers la classe des défavorisés et 11,1% progressent vers l'aisance. Cela indique une vulnérabilité structurelle face aux chocs.

Pour ce qui est des personnes initialement aisées, l'analyse montre une grande instabilité, avec 33,3% qui conservent leur statut, près de 60% rejoignent la classe moyenne et 7,2% chutent directement dans la classe des défavorisés. Cette situation montre que la prospérité est beaucoup plus instable en milieu rural et l'ascension vers l'aisance demeure difficile.

Tableau 34:Matrice de transition des classes de niveau de vie selon le milieu de résidence entre 2018 et 2021

Niveau de vie		2021			
		Classe des défavorisés	Classe moyenne	Classe des aisés	Total
Urbain					
2018	Classe des défavorisés	63,8	35,2	1,0	100,0
	Classe moyenne	20,6	52,3	27,1	100,0
	Classe des aisés	1,2	30,2	68,7	100,0
Total		28,8	44,5	26,7	100,0
Rural					
2018	Classe des défavorisés	56,0	41,5	2,5	100,0
	Classe moyenne	33,0	55,9	11,1	100,0
	Classe des aisés	7,2	59,5	33,3	100,0
Total		45,4	47,9	6,7	100,0

Source : Calcul des auteurs, données EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

6.3 MATRICE DE TRANSITION DES CLASSES DE NIVEAU DE VIE PAR REGION

Comme illustré dans le tableau ci-dessous, l'analyse par région révèle des disparités remarquables entre les classes de niveau de vie. Ainsi, les régions de Niamey, d'Agadez et de Dosso affichent une stabilité des classes moyennes et aisées qui est relativement plus forte. Environ trois personnes sur quatre de la classe moyenne (75,6%) de Niamey demeurent dans la même classe. A Agadez, 67,2% conservent leur statut et 66,0% des aisés restent aisés. De même, à Dosso, 60,6% de la classe moyenne s'y maintiennent et 62,7% des aisés conservent leur niveau de vie, reflétant une certaine capacité à préserver les acquis économiques.

À l'inverse, des régions comme Maradi et Tillabéri affichent une plus grande volatilité. A Maradi, 79,0 % des ménages initialement aisés se retrouvent dans la classe moyenne, signalant une forte exposition au déclassement, et seul 20,0 % restent dans la catégorie aisée. Cette fragilité se confirme à Tillabéri, où 75,0 % des ménages aisés conservent leur statut, mais la classe moyenne y est plus exposée, avec seulement 46,2 % de stabilité et une proportion notable (34,2 %) qui replonge vers les défavorisés.

Quant à la région de Diffa, elle affiche une dynamique de blocage spécifique. En effet, 59,2% des ménages défavorisés restent dans la précarité et seulement 0,2% franchissent le seuil de la classe des aisés. Toutefois, elle présente une mobilité interne de la classe moyenne vers le sommet (10,1%) signe de progrès malgré une situation générale tendue.

Pour ce qui est de la région de Niamey, elle se distingue par une situation atypique : la pauvreté y est presque absente dans cette matrice. En effet, toute la population initialement pauvre en 2018 semble avoir rejoint la classe moyenne en 2021, et plus des trois quarts (75,6 %) de la classe moyenne y restent stables, tandis que 24,4 % deviennent aisés, reflétant le rôle moteur de la capitale en termes d'opportunités économiques.

Tableau 35:Matrice de transition de la classe moyenne entre 2018 et 2021 selon les régions



2021				
	Niveau de vie	Classe des défavorisés	Classe moyenne	Classe des aisés
2018	Agadez			
	Classe des défavorisés	55,4	43,6	1,0
	Classe moyenne	7,9	67,2	24,9
	Classe des aisés	6,4	27,6	66,0
	Diffa			
	Classe des défavorisés	59,2	40,6	0,2
	Classe moyenne	38,4	51,5	10,1
	Classe des aisés	14,1	69,3	16,6
	Dosso			
	Classe des défavorisés	56,8	40,4	2,8
	Classe moyenne	24,6	60,6	14,8
	Classe des aisés	10,5	26,8	62,7
	Maradi			
	Classe des défavorisés	62,4	36,5	1,1
	Classe moyenne	31,7	57,3	11,0
	Classe des aisés	1,0	79,0	20,0
	Tahoua			
	Classe des défavorisés	49,3	48,5	2,3
	Classe moyenne	31,1	58,5	10,4
	Classe des aisés	8,2	48,3	43,5
	Tillabéri			
	Classe des défavorisés	59,6	39,4	1,0
	Classe moyenne	34,2	46,2	19,7
	Classe des aisés	8,2	16,8	75,0
	Zinder			
	Classe des défavorisés	53,9	41,7	4,5
	Classe moyenne	38,4	50,6	11,0
	Classe des aisés	2,6	58,8	38,7
	Niamey			
	Classe des défavorisés	///	///	///
	Classe moyenne	0,0	75,6	24,4
	Classe des aisés	0,0	19,0	81,0

Source : Calcul des auteurs, données EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

6.4 DUREE MOYENNE DE PARCOURS AU PREMIER PASSAGE

L'analyse du temps moyen de premier passage vers la classe des aisés révèle la lenteur de l'ascension sociale vers le sommet de l'échelle des niveaux de vie au Niger. En moyenne, un ménage issu de la classe des défavorisés mettrait plus de treize (13,5) années pour accéder, pour la première fois, à la catégorie des ménages aisés, tandis qu'un ménage appartenant déjà à la classe moyenne aurait besoin d'environ douze (11,9) années pour franchir ce palier. Ces délais relativement longs illustrent la persistance de barrières structurelles qui freinent la mobilité ascendante rapide, en dépit d'une dynamique de mobilité générale mise en évidence par les autres indices.

Ces résultats confirment que la classe moyenne nigérienne, bien qu'elle constitue un levier essentiel pour la transformation économique et sociale, reste encore fragile et insuffisamment outillée pour basculer massivement vers un statut de bien-être supérieur. Le faible écart entre les durées moyennes des deux classes inférieures démontre que la classe moyenne partage encore plusieurs vulnérabilités communes avec les populations défavorisées, ce qui limite son rôle potentiel de moteur de croissance inclusive et de stabilisateur social.

Tableau 36: Durée moyenne de parcours au premier passage

Niveau de vie	Nombre moyen d'années
Classe des défavorisés	13,5
Classe moyenne	11,9
Classe des aisés	0,0 (état cible)

Source : Calcul des auteurs, données EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

6.5 INDICE DE MOBILITE ENTRE LES DIFFERENTES CLASSES

Les indices de mobilité sociale de la matrice de transition entre 2018 et 2021 au Niger, montrent une dynamique marquée par une certaine fluidité entre les classes sociales, mais également une forte vulnérabilité, notamment pour la classe moyenne. En effet, l'indice de Shorrocks, estimé à 0,71, souligne que les ménages nigériens ne sont pas figés dans leur position initiale, mais qu'il existe des réelles opportunités de changement de statut socio-économique. Ce constat est renforcé par l'indice de Shorrocks normalisé (1,07), indiquant que la mobilité observée excède celle que l'on obtiendrait dans une situation de transition purement aléatoire, traduisant ainsi une société en mouvement.

Toutefois, cette dynamique positive est contrebalancée par des indicateurs révélant une structure sociale encore instable. Le paramètre μ_2 (0,42), lié à la deuxième valeur propre de la matrice de transition, confirme que la persistance dans une même classe reste modérée. Cependant un certain ancrage demeure, montrant l'existence de facteurs structurels limitant une mobilité totalement fluide. De même, l'indice μ_3 , basé sur le déterminant de la matrice, atteint 0,76 montrant une capacité du système social à se renouveler, mais aussi une exposition aux perturbations qui peuvent affecter la stabilité des ménages.

L'analyse directionnelle des mouvements met en lumière un aspect préoccupant : la probabilité de mobilité ascendante (μ_{sup}) est de 0,56, traduisant une chance non négligeable pour un ménage de s'élever socialement. Cependant, cette perspective est fragilisée par une probabilité de mobilité descendante encore plus élevée : μ_{inf} s'élevant à 0,85. Autrement dit, la probabilité qu'un ménage bascule vers une classe inférieure est très forte, ce qui révèle une précarité structurelle et que la position sociale acquise reste fragile et sujette aux aléas économiques ou sécuritaires.

Cette dynamique est confirmée par les mesures temporelles : la demi-vie (1,26 ans) et la durée de convergence (2,37 ans) indiquent que les changements de statut social se produisent relativement rapidement au Niger. La structure de la répartition des classes évolue donc rapidement vers un équilibre, mais cet équilibre reste instable et sensible aux chocs. Une telle volatilité peut alimenter un sentiment d'incertitude pour de nombreux ménages, notamment ceux qui aspirent à rejoindre ou à consolider leur position dans la classe moyenne.

Tableau 37: Indices de mobilité entre les différentes classes

Indices de mobilité	Niveau national
Indice de Shorrocks (μ_1)	0,71
Indice de Shorrocks normalisé (μ_{1norm})	1,07
$\mu_2 = 1 - \lambda_2 $	0,42
$\mu_3 = 1 - \det(P) ^{1/(n-1)}$	0,76
Indice directionnel (μ_{sup})	0,56
Indice directionnel (μ_{inf})	0,85
Demi-vie (d_m)	1,26
Durée de convergence	2,37

Source : Calcul des auteurs, données EHCVM 2018 et 2021, INS Niger



6.6 DISTRIBUTION ERGODIQUE OU STATIONNAIRE DE LA CLASSE MOYENNE

La distribution ergodique de la classe moyenne permet d'analyser la structure de long terme vers laquelle une société tendrait si les dynamiques de mobilité actuelles restent inchangées toute chose étant égale par ailleurs. Pour le cas du Niger, l'analyse de cette dynamique montre qu'en termes d'équilibre de long terme, environ 37,4 % de la population resterait dans la classe des défavorisés, ce qui traduit une proportion significative de ménages structurellement exposés à la précarité. Cette tranche, bien que moindre que dans certaines configurations initiales, montre que sans interventions fortes sur les moteurs de réduction de la pauvreté (emploi, éducation, santé, protection sociale, etc.), une fraction importante de la population resterait en marge du progrès économique.

Par ailleurs, la classe moyenne représenterait près de la moitié de la population (49,4 %), confirmant son rôle de socle central et stabilisateur du tissu social. Cela indique qu'avec les tendances actuelles, le Niger pourrait consolider une majorité relative des individus à un niveau de vie intermédiaire, mais encore vulnérable aux chocs.

S'agissant de la classe des aisés, elle resterait limitée à 13,3 %, ce qui indique qu'un accès durable à l'aisance économique resterait un phénomène minoritaire. Cette configuration stationnaire montre que, sans changement structurel, la société nigérienne restera dominée par une large classe moyenne, encadrée par une proportion persistante de défavorisés et une minorité aisée.

Tableau 38: Distribution ergodique ou stationnaire de la classe moyenne

Niveau de vie	Distribution ergodique (stationnaire)
Classe des défavorisés	37,4
Classe moyenne	49,4
Classe des aisés	13,3

Source : Calcul des auteurs, données EHCVM 2018 et 2021, INS Niger

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'étude sur l'émergence de la classe moyenne et la réduction des inégalités réalisée à partir des données de l'EHCVM 2021, a permis de déterminer et caractériser la classe moyenne au Niger afin d'analyser son évolution entre 2014 et 2021. Les résultats révèlent qu'en 2021, selon l'approche monétaire, 48,7 % des Nigériens appartiennent à la classe moyenne, 41,9 % à la classe des défavorisés et 9,5 % à la classe des aisés. Entre 2014 et 2021, la proportion des défavorisés a reculé de 4,8 points, traduisant un rétrécissement de cette classe et compensé par un élargissement respectif de 2,5 et 2,4 points de la classe moyenne et de celle des aisés. Selon l'approche non monétaire, la classe moyenne est passée de 50 % en 2018 à 49,1% (-0,9 points) imputable à la difficulté d'accès à certains services sociaux de base dans les régions en insécurité et la situation économique internationale. L'analyse du noyau dur révèle également un léger rétrécissement de la classe moyenne passant de 26,1% en 2014 à 25,8% en 2021.

La ventilation par sous-catégories montre qu'en 2021, avec l'approche monétaire, la classe moyenne inférieure représente 30,9 % et la classe moyenne supérieure 17,7 % (contre respectivement 33,3 % et 15,3 % en 2018). Selon l'approche non monétaire, la classe moyenne inférieure atteint aussi 32,5 % (contre 33,3 % en 2018) et la classe moyenne supérieure 16,6 % (contre 16,7 % en 2018). Le noyau dur révèle une classe moyenne supérieure stable de 4,7 % entre 2018 et 2021 et une classe moyenne inférieure de 10,7 % (-1,7 points). Cette forte proportion de classe moyenne inférieure traduit une vulnérabilité importante : une partie significative de la population reste proche du seuil de pauvreté et pourrait retomber parmi les défavorisés.

La répartition géographique confirme d'importantes disparités. En 2021, si les régions de Tillabéri (40,6%), de Diffa (46,1%) et de Maradi (47,1%) qui sont en proie à la menace sécuritaire affichent des proportions de la classe moyenne en dessous de la moyenne nationale (48,7%) selon l'approche monétaire, les régions d'Agadez (61,2%), de Tahoua (55,0%) et de Dosso (50,1%) ont enregistré des proportions supérieures à la moyenne nationale. La région de Niamey malgré son statut de capitale affiche une valeur proche de la moyenne nationale, imputable aux multiples pressions sociales, économiques et du poids de l'urbanisation au cours de ces dernières années.

Selon l'approche non monétaire, Maradi arrive en tête (57,7 %), suivie de Dosso (54,7%) et de Tahoua (51,6 %). La région de Niamey affiche son poids économique avec une forte concentration de la classe des aisés (76,9%). Selon le noyau dur, les régions de Maradi (27,9%), de Tahoua (27,8%) et de Dosso (29,6%) se distinguent par leur forte proportion de classe moyenne, alors que les faibles proportions sont à Tillabéri (18,8%) et à Diffa (17,3%).

Quelle que soit l'approche retenue, la proportion de la classe moyenne est systématiquement plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural, confirmant le rôle structurant de l'urbanisation dans l'émergence d'une classe moyenne au Niger.

En termes de comportement de consommation de la classe moyenne en 2021, les dépenses moyennes de consommation des ménages sont largement dominées par le poste de l'alimentation et boissons non alcoolisées (plus de 60%) sur toute la période, suivies de celles de logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (plus de 10%). Les données révèlent également une restructuration des dépenses en santé et en éducation entre 2018 et 2021. Suivant l'analyse de l'approche, il ressort que les dépenses de consommation des ménages présentent des disparités entre les classes sur la période 2014-2021. Représentant presque la moitié de la population nigérienne, la classe moyenne affiche des proportions des dépenses totales de consommation de la classe moyenne plus importantes, avec 54,1% en 2014, 51,7% en 2018 et 52,5% en 2021. Cette observation reste vraie quelle que soit l'approche considérée.

Enfin, quelle que soit l'approche considérée, la proportion de la classe moyenne est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural.



Le Gouvernement peut mettre en place une politique de développement qui promeuve l'élargissement de la classe moyenne et la consolidation de ses revenus en mettant en œuvre les mesures suivantes :

- La classe moyenne étant composée majoritairement d'indépendants agricoles, pour favoriser son émergence, les efforts en vue de la modernisation et le financement de l'agriculture devraient être poursuivis ;
- Poursuivre le développement des infrastructures pour renforcer l'accès à l'électricité et à l'eau potable du fait de leur importance dans la vie quotidienne des populations ;
- Le poids des dépenses en logement ayant un effet négatif sur la transition des ménages entre les classes de niveau de vie, il faudrait envisager, surtout, en milieu urbain, la mise en œuvre d'une large politique de promotion des logements sociaux et de contrôle des prix de location ;
- Les dépenses liées à la santé, la communication et le transport ayant un effet positif sur la transition des ménages entre les classes de niveau de vie, ainsi la poursuite de la politique de développement des infrastructures de santé, de communication et de transport en vue de faciliter les échanges agirait sur la croissance économique et donc sur les revenus des populations ;
- Le niveau d'éducation formelle atteint par le citoyen accroît ses opportunités sur le marché du travail et, par conséquent, ses revenus. Il serait donc important d'améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux en vue de l'élargissement futur de la classe moyenne ;
- Pour accompagner le Gouvernement dans ses efforts, l'INS devrait mettre en place un dispositif permettant de produire régulièrement des données de qualité, et renforcer ses travaux d'analyse et de recherches sur l'émergence de la classe moyenne et sur d'autres thématiques majeurs, comme le Développement Humain, qui constituent des préoccupations majeures des populations nigériennes.





BIBLIOGRAPHIE

- African Development Bank, (2024/2025) Croissance, hydrocarbures, implications distributionnelles.
- Institut National de la Statistique (INS), (2015) Emergence d'une classe moyenne et la réduction des inégalités au Niger, Programme des Unies Pour le Développement.
- Institut National de la Statistique (INS), (2011) Enquête Nationale sur les Conditions de Vie des Ménages et l'Agriculture, Banque mondiale et Institut National de la Statistique.
- Institut National de la Statistique (INS), (2014) Enquête Nationale sur les Conditions de Vie des Ménages et l'Agriculture, Banque mondiale et Institut National de la Statistique.
- Institut National de la Statistique (INS), (2018-2019) Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages, Banque mondiale et Institut National de la Statistique.
- Institut National de la Statistique (INS), (2021-2022) Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages, Banque mondiale et Institut National de la Statistique.
- Institut National de la Statistique (INS), (2015), Etude Nationale d'Evaluation d'Indicateurs Socio-Economiques et Démographiques (ENISED).
- Ministère de l'Education Nationale (MEN), Annuaire Statistiques de 2022-2023.
- Institut Nationale de la Statistique (INS), Rapport de l'enquête sur le suivi des indicateurs du Programme Sectoriel Eau, Hygiène et Assainissement (PROSEHA), 2018 et 2022 ;
- Ministre de l'Economie et des Finances, Annuaire statistiques de 2018 à 2022
- Division des statistiques des nations unies, Base des données sur les indicateurs 2015-2022
- Banque mondiale – Niger, (2021) Investing in Human Capital, Agricultural Productivity and Social Protection for Faster Poverty Reduction.
- Banque mondiale – Niger, (2018-2021) Poverty, Shared Prosperity and Equity Update
- Ministère de la Santé Publique, de la Population et des affaires Sociales (MSP), Annuaire Statistiques, 2015-2023
- Ministère de l'hydraulique, Programme Annuel de Performance, 2017-2021
- Institut Nationale de la Statistique (INS), Comptes Nationaux, rapides 2022
- Ministère de l'Economie et des Finances, Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie (PRSP) 2024-2026 du Niger.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (1994). *Human Development Report 1994: New Dimensions of Human Security*. New York : PNUD.
- Chambers, R. (1989). *Vulnerability, Coping and Policy*. Dans *Vulnerability: How the Poor Cope* (pp. 1-15).
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (1996). *The State of Food Insecurity in the World 1996*. Rome : FAO.
- Banque Mondiale. (2022). *World Development Report 2022: Finance for an Equitable Recovery*. Washington, D.C. : Banque Mondiale.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2014). *Human Development Report 2014: Sustaining Human Progress: Reducing Vulnerabilities and Building Resilience*. New York : PNUD.
- Commission des Nations Unies sur le Développement Durable. (2005). rapport sur le développement durable : vers un développement durable.
- Sen, A. (1999). *Development as Freedom*. New York : Knopf.
- Ul Haq, M. (1995). *Reflections on Human Development*. New York : Oxford University Press.

- Collier, P., & Hoeffler, A. (2003). *The Conflict Trap: The Economic Costs of Civil War*. Dans P. Collier, et al. (Éds.), *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy* (pp. 17-52). Washington, DC: Banque mondiale et Oxford University Press.
- Collier, P., & Hoeffler, A. (2003). *The Conflict Trap: The Economic Costs of Civil War*. Dans P. Collier, et al. (Éds.), *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy* (pp. 17-52). Première édition. Washington, DC: Banque mondiale et Oxford University Press.
- Guha-Sapir, D., van Panhuis, W. G., & Degomme, O. (2005). *Impact of Armed Conflict on Public Health: Complex Emergencies, Patterns of Disease and Mortality*. Rapport, Centre for Research on the Epidemiology of Disasters (CRED), Université catholique de Louvain.



REMERCIEMENTS

Ce document a reçu les contributions des personnes dont les noms suivent :

N°	Prénoms et Nom	Structure
1	SOULEYMANE ALZOUMA	DG/INS (Pi)
2	MOUSSA HASSANE	SG/INS (pi)
3	OUSSEINI LAMOU YOUSOUFA	DSEDS/INS (Pi)
4	NASSIROU MOUNKAILA SANDA	DSEDS/INS
5	IBRAHIM OUMAROU BARMA BOUKARI	DER/INS
6	MAMADOU ADAM	DCMIS/INS
7	HAMADOU SEYNI	DCNCEE/INS
8	TOUDJANI HAMMA SOUNA	DSEDS/INS
9	OUMAROU ISSOUFOU IBRAHIM	DSEDS/INS
10	OUMAROU ALTINE YACOUBA	PNUD
11	BOHARI AHMADOU TIDJANI	DS/MSHP
12	HADI MALAM YAOU	MEF
13	DR TCHOUSO ADAMOU	UAM/FSEJ
14	OUSSEINI ALI	DS/MAE
15	BOUBACAR MAMADOU DIAKITE	DS/MEN
16	LAOUALY SOULEYMANE	DRFM/INS
17	MAMANE IBRO	DS/MEH/A
18	MAMANE MANZO MAMAN MANZO	CASEFSE
19	DR DJIBO ELHADJI SEYBOU	DS/MP/AS
20	Les membres du « Comité-Qualité des données produites par le Système Statistique National (SSN) »	





Institut National
de la Statistique

NIGER